

Intelligence Economique

Christian Harbulot

La stratégie de puissance de la Chine en Afrique

Image extraite de la présentation du Général Schaeffer – Point de Vue n° 6 – Ecole Militaire – 28.02.2008



Marie Bal
Laura Valentin

ESSEC Mastère Spécialisé Marketing Management Part Time 2007 / 2008

Jun 2008

Remerciements

Nous tenons à remercier vivement :

M. Christian Harbulot,

M. Louis-Magloire Keumayou,

M. Axel Poniatowski,

M. Christophe Stalla-Bourdillon

ainsi que Mme Valérie Fert de l'agence International Focus

Sommaire

Avant-propos	5
1. Panorama de la présence chinoise en Afrique : l'Afrique, nouvel eldorado chinois ?	
2. Principes fondateurs de la politique africaine de la Chine	6
2.1. La légitimité historique	
2.1.1. L'implication de la Chine dans la décolonisation	7
2.2. La promotion des principes de non ingérence et de neutralité : les 5 principes fondateurs de la diplomatie chinoise	
2.2.1. La conférence de Bandung	8
2.3. L'héritage idéologique de la guerre froide	
3. Une realpolitik inédite	
3.1. Les réformes de Deng Xiaoping	
3.2. La Chine à l'OMC	9
4. Le modèle chinois de partenariat	
4.1. Une nouvelle logique de l'aide : le principe « gagnant-gagnant »	
4.2. Le Livre Blanc	10
5. Complémentarité des problématiques sino-africaines	11
5.1. Les besoins chinois	
5.1.1. Besoins économiques	
5.1.2. Besoins politico-stratégiques	13
5.2. Les besoins africains	14
6. Une stratégie de puissance « globale et multiforme »	15
6.1. Axes de la puissance chinoise	18
6.1.1. L'axe économique	
6.1.2. L'axe diplomatique	
6.1.3. L'axe militaire	
6.1.4. L'axe scientifique et technique	20
6.1.5. L'axe socio-culturel	21
6.1.6. L'axe médical et sanitaire	
6.1.7. L'axe médiatique	
7- L'esprit de la pratique chinoise de l'Intelligence Economique	
8. Les conséquences de la politique chinoise en Afrique	23
8.1. Conséquences sur le plan politique	
8.1.1. Menaces sur l'Etat démocratique et l'intégration politique	24
8.1.2. Remise en cause de l'intégration politique du continent	
8.1.3. Fidélisation du vote africain à l'ONU	
8.2. Conséquences sur le plan économique	25
8.3. Conséquences sur la sécurité	
8.4. Conséquences sur l'équilibre international : la réaction des puissances historiques et émergentes	

9. La stratégie des acteurs internationaux en Afrique	26
9.1. Evolution de la stratégie française	
9.1.2. Evolution de la relation franco-chinoise	28
9.2. Le point de vue européen	29
9.3. La position américaine	30
9.3.1 La position américaine vis-à-vis de l'Afrique	
9.3.2 La position américaine vis-à-vis de la Chine	
9.3.1. Les relations sino-américaines	
10. Enjeux pour la France et l'Union Européenne	32
10.1. Défis externes	33
10.2. Défis internes	
11. Perspectives	
12. Recommandations	34
13. Conclusion	38
14. Bibliographie	40
15. Annexes	42
Interviews	
a. Interview de M. Louis-Magloire Keumayou le 28.02.2008	43
b. Interview de M. Christophe Stalla-Bourdillon le 23.02.2008	50
Point de veille N°6 sur le thème :	
<i>« Comparaison et mise en perspective des pratiques d'Intelligence Economique américaine, chinoise, européenne : exemples de leurs impacts en Afrique », Ecole Militaire, Paris, le 28.02.2008</i>	
c. Présentation du Général Schaeffer (CR)	65
d. Présentation de M. Jacques Van Minden	71



Avant-propos

Ce travail est le fruit de notre recherche sur la présence de la Chine en Afrique.

Après avoir exploré les raisons et modalités de la politique sino-africaine ainsi que son impact sur le continent africain et dans le contexte international, nous avons souhaité présenter la pluralité des visions sur le sujet. Plus que l'exhaustivité de l'information nous avons, avant tout, cherché à montrer les points de convergence et de divergence sur la question afin de dégager les principaux axes d'analyse.

Au cours de notre recherche nous avons vite été confrontées à la lourde gestion de l'information existante sur le sujet, tant par son volume que par son évolution, très rapide.

Nous nous sommes appuyées sur différentes sources d'information :

- l'abondante bibliographie disponible sur la politique sino-africaine
- les nombreux sites web qui se développent autour de cette thématique
- la presse française et internationale
- les interviews que nous avons effectuées auprès de trois personnalités touchées par le sujet : un homme politique, un homme d'affaires, un journaliste international
- les allocutions des intervenants au Point de Veille n° 6¹, auquel nous avons participé le 28 février 2008.

L'analyse de cette information nous a permis, dans un premier temps, d'identifier la stratégie de puissance chinoise qui se manifeste de manière particulière en Afrique et les enjeux –risques et opportunités- pour la France et le continent africain. Dans un deuxième temps nous avons énoncé un certain nombre de recommandations pour la France, en gardant toujours présent que « si l'Afrique est plus riche, alors, pour les entreprises françaises il y aura plus d'opportunités »²

1. Panorama de la présence chinoise en Afrique : l'Afrique, nouvel eldorado chinois ?

Les autorités chinoises considèrent qu'il existe un « potentiel immense » pour l'expansion des échanges avec le continent africain. Le volume des échanges commerciaux sino-africains :

- a été multiplié par cinquante entre 1980 et 2005 ;
- a quintuplé entre 2000 et 2006, passant de 10 à 55 milliards de dollars US ;
- devrait atteindre 100 milliards de dollars avant 2010³ ;
- la Chine est le 2e partenaire commercial de l'Afrique après les USA et devant la France⁴ ;
- la Chine est le 1er fournisseur de l'Afrique subsaharienne avec 10 % de PDM.

La Chine souhaite clairement se positionner comme fournisseur, client et partenaire de privilège pour l'Afrique.

¹ Point de Veille N°6 organisé par International Focus, l'association des auditeurs IE de l'IHEDN et Objectif Chine à l'Ecole Militaire le 28.02.2008, sur le thème : « Comparaison et mise en perspective des pratiques d'Intelligence Economique américaines, chinoises et européennes : exemples de leurs impacts en Afrique ».

² Christophe Stalla-Bourdillon, interview du 23. 02. 2008.

³ MICHEL, Serge et BEURET, Michel: « la Chinafrique, Pékin à la conquête du continent noir », Editions Grasset & Fasquelle, 2008.

⁴ La Chine a rattrapé la France comme second plus gros partenaire commercial de l'Afrique derrière les Etats-Unis tandis que Pékin est en train de supplanter l'Union Européenne au premier rang des fournisseurs de l'Afrique. La valeur totale des échanges entre la Chine et l'Afrique sub-saharienne – qui étaient de 817 millions de dollars en 1977 – a dépassé les dix milliards en 2000 et 18,5 milliards en 2003, ce qui, toutefois, ne constituait, en 2004, qu'un 2,4 % du commerce extérieur chinois.

En 2005, 820 entreprises chinoises, dont un quart du secteur privé, sont présentes dans 49 pays d'Afrique avec un volume d'investissement équivalent à celui réalisé dans les pays de l'ASEAN (Association of SouthEast Asian Nations). En 2008, il y aurait près de 1 000 entreprises chinoises sur le sol africain. Aujourd'hui on estime à 150 000 le nombre de Chinois présents en Afrique, mais il doit être largement au dessous de la réalité. Les Chinois sont les plus nombreux au Zimbabwe et en Angola. Ils sont ensuite répartis le long de la côte de l'Afrique de l'Ouest et un peu partout sur le continent.

Pékin poursuit des objectifs autant économiques que politiques et stratégiques. L'intense activité diplomatique déployée par la Chine vers l'Afrique depuis les années 90 – avec son intégration à plusieurs structures internationales et régionales, la mise en place de structures adéquates pour rendre plus étroits ses liens sino-africains- s'inscrivent dans une même stratégie globale de sécurisation de ressources (énergétiques et matières premières) et de recherche de marchés pour ses multinationales émergentes.

Les échanges politiques et économiques entre la Chine et l'Afrique témoignent du dynamisme de l'économie chinoise. Selon un article du Monde Diplomatique, l'Afrique a connu en 2005 son meilleur taux de croissance en trente ans : 5,8 %⁵. Cela, en partie, grâce à l'investissement de la Chine. Mais ces investissements en Afrique ne sont pas sans poser des problèmes sur le long terme. Il sera difficile pour la Chine de vouloir s'imposer comme un acteur sur la scène mondiale si elle contourne les règles internationales dans ses relations avec l'Afrique.

2. Principes fondateurs de la politique africaine de la Chine

La politique africaine de la Chine se caractérise par la valorisation d'un modèle de coopération, à l'opposé du modèle colonial occidental qui a jusque-là structuré les relations de l'Afrique avec le reste du monde.

Selon le Commandant Mbaye Cisse, malgré l'éloignement géographique et les différences culturelles, Pékin a réussi à inscrire les relations sino-africaines dans une tradition fondée par **une triple légitimité**.⁶

- la **légitimité historique** issue de l'implication de la Chine dans les luttes de décolonisation de plusieurs pays africains
- la **promotion des principes de non-ingérence et de neutralité**
- l'**héritage idéologique tiers-mondiste de la guerre froide**

2.1. La légitimité historique

La Chine rappelle les expéditions pacifiques de l'amiral Zhen He de la dynastie des Ming, sur la côte orientale africaine au XV^{ème}. siècle. Des relations commerciales, sans volonté de domination, se poursuivent entre l'Afrique de l'Est et la Chine.⁷

Autre aspect très souvent mis en exergue lors des fora de coopération sino-africains : la lutte contre tous les impérialismes.

⁵ Selon le FMI la croissance de l'Afrique subsaharienne pourrait frôler les 7% en 2008, après 6% en 2007 et 5.8% en 2006.

⁶ Commandant Mbaye Cisse : « L'affirmation d'une stratégie de puissance : la politique africaine de la Chine ». Dans www.diploweb.com/forum/chine01102.htm

⁷ « A la mort de l'Amiral en 1434, Pékin renonce à ses ambitions maritimes et expansionnistes et l'Empire du Milieu commence à se replier sur lui-même par faute de moyens financiers. Les relations entre la Chine et l'Afrique sont alors interrompues et ne reprendront que dans la seconde moitié du XIX^{ème} siècle. La France et l'Angleterre vont alors chercher en Asie des milliers « d'engagés » pour aller travailler dans les plantations de canne à sucre ou sur la construction de chemin de fer reliant Mombasa à Kampala. On trouve même des bagnards chinois au Gabon qui, libérés, ont ensuite fondé des familles.» Ibid.

La fraternité Sud-Sud est aussi un élément fort et récurrent du discours chinois: « La Chine est le plus grand pays en développement du monde tandis que le continent africain regroupe le plus grand nombre de pays en développement »⁸.

Avec l'arrivée de Mao au pouvoir en 1949, les relations sino-africaines prennent une dimension essentiellement politique.

2.1.1. Implication de la Chine dans la décolonisation

Avec l'accession à l'indépendance des anciennes colonies européennes, la Chine est souvent sollicitée pour fournir de l'aide financière et militaire. Le caractère politique des relations Chine-Afrique s'accroît durant la Guerre Froide. L'Occident est réticent aux relations diplomatiques entre Pékin et différents pays africains.

Avec la rupture sino-russe, Pékin et Moscou se disputent l'influence sur l'Afrique. Pékin soutient ainsi entre 1960 et 1970 plusieurs mouvements de libération africains, ce qui est loin de plaire aux Etats-Unis et à la Russie. La Chine entretient par ailleurs une politique significative d'aide au développement.

Dans les années 80, le continent africain a été un enjeu entre l'île de Taïwan et la Chine. Une dizaine de pays africains avaient reconnu la république taïwanaise dont l'Afrique du Sud, son plus important partenaire. En 1998, l'Afrique du Sud renonce à ses importantes relations commerciales au profit de la reconnaissance diplomatique de la Chine. D'autres pays africains ont ensuite suivi l'exemple.⁹

Dans les années 80-90, la Chine s'est détournée de l'Afrique pour se concentrer sur son propre développement.

A partir du milieu des années 90, les Chinois reviennent et investissent massivement en Afrique.

2.2. La promotion des principes de non ingérence et de neutralité : les 5 principes fondateurs de la diplomatie chinoise

En 1953, le Premier Ministre chinois Zhou En-Lai, « l'Africain », avait énoncé les « cinq principes de coexistence pacifique » que les Chinois entendaient appliquer à l'égard des pays asiatiques, africains et latino-américains indépendants ou en passe de le devenir.

Ces 5 principes sont :

- respect mutuel de la souveraineté et de l'intégrité territoriale ;
- non-agression mutuelle ;
- non-ingérence dans les affaires intérieures des Etats souverains ;
- égalité et réciprocité des bénéfices tirés des opérations communes ;
- coexistence pacifique.

Soutenir la décolonisation donnait à la Chine l'occasion de nouer de manière inédite des contacts politiques, économiques et culturels avec les Africains. Les principes de coexistence pacifique ont servi de base à l'organisation de la conférence de Bandung.

⁸ Jiang Zemin, Forum de Coopération Chine-Afrique, Pékin, 2000

⁹ **La non reconnaissance de Taïwan :**

La question de Taïwan fut à l'origine d'un relatif repli de la politique africaine de la Chine entre 1980 et 1995. Mais depuis la fin des années 90, la non reconnaissance de Taïwan ne constitue plus l'élément principal de la stratégie africaine de la Chine. L'Afrique du Sud qui a rompu ses relations diplomatiques avec Taïpei en 98 continue à entretenir avec celui-ci des liens économiques étroits. Le Sénégal et le Liberia ont rétabli des relations diplomatiques avec la Chine en 2004 et 2005. Aujourd'hui seuls 6 pays sur 53 continuent à reconnaître Taïwan, le plus important étant le Tchad avec lequel la Chine a cependant développé des relations informelles en raison du potentiel énergétique.

2.2.1. La conférence de Bandung

En 1955, la « Conférence de Bandung » en Indonésie réunit 29 Etats d'Afrique et d'Asie marquant un tournant historique dans les relations Sud-Sud. Bandung fut pour la Chine l'occasion de brandir les principes de la coexistence pacifique, base d'une nouvelle ère politique et économique axée sur l'émancipation et la solidarité entre les pays pauvres.

A noter que l'Afrique du Sud, considérée comme raciste, Taiwan, infréquentable pour les Chinois, Israël jugée anti-arabe, et les deux Corées (l'une trop pro-américaine, l'autre trop dictatoriale) n'ont pas été invités. Les principes issus de Bandung constituent le premier ferment de la solidarité sino-africaine.

« Historiquement, l'un des projets phares et symbole de cette solidarité pour les populations africaines est le chemin de fer Tanzanie-Zambie, connu comme le « Chemin de la Liberté », qui fonctionne depuis plus de trente ans. Cette réalisation portait les engagements de Bandung : dans les années 60 les positions racistes de l'Afrique du Sud et du Zimbabwe (ex Rhodésie) rendaient impossible l'exportation de cuivre de Zambie. L'aide chinoise a contribué à désenclaver ces deux pays et finir avec leur dépendance politique en développant leurs propres économies sur la base d'une assistance Sud-Sud ». ¹⁰

2.3. L'héritage idéologique de la guerre froide

Durant la Guerre Froide, la Chine réorientera sa politique extérieure en Afrique en fonction des choix politiques de chefs d'Etat africains vis-à-vis de Taiwan, et ce, à l'encontre des grands principes de Bandung.

La Chine adapte son outil diplomatique selon les opportunités offertes par la fin de la guerre froide -parmi lesquelles l'ouverture des marchés- afin de sécuriser son accès aux ressources du continent africain.

En 1963, Zhou En-Lai se rend dans dix pays africains, apportant son soutien aux populations: la Chine propose une coopération basée sur l'idéologie communiste, source de réussite, à condition qu'elle soit soutenue et promue par les Etats. Cette position contraste avec le système de coopération fondé sur des relais de la colonisation, proposé par la France aux pays francophones devenus indépendants.

En 1971, les Africains séduits par ce discours d'indépendance, de neutralité et non alignement expriment un vote majoritairement favorable à l'accession de la Chine aux Nations Unies.

3. Une realpolitik inédite

« Peu importe que la chat soit gris ou qu'il soit noir, l'essentiel étant qu'il attrape la souris » (Deng Xiaoping).

La nécessité de renflouement et de rattrapage d'une économie laissée exsangue par la Révolution Culturelle, les besoins accrus en produits de première nécessité et en équipements de base de la première population du monde ont justifié cette politique pragmatique inédite. Les résultats de l'ouverture économique, commerciale et financière n'ont pas tardé à se voir.

3.1. Les réformes de Deng Xiaoping

La diplomatie politique de Zhou En-Lai devient économique avec Deng Xiaoping qui a pour objectif de sortir la population chinoise d'une situation d'extrême pauvreté via de nombreuses réformes, à partir de 1979.

¹⁰ Guy Schuldners, dans : « La présence chinoise en Afrique », Enjeux diplomatiques et stratégiques 2007. C.E.D.S. Economica. 2007

Les réformes de Deng Xiaoping constituent le point de départ du développement fulgurant de l'économie chinoise. L'architecte de la réforme et de l'ouverture de la République Populaire de Chine (RPC), fixait deux objectifs majeurs à la diplomatie chinoise :

- au niveau international, la dynamique chinoise procèdera d'une ouverture progressive sur l'étranger par le développement des relations internationales axées sur la solidarité et la paix ;
- au niveau national : le développement « d'une économie de marché socialiste ».

3.2. La Chine à l'OMC

La Chine a fait d'énormes efforts pour adhérer à l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC) en 2001 afin de devenir un acteur à part entière dans la mondialisation. Sa volonté de fusionner le Ministère de la Coopération et celui du Commerce Extérieur est la preuve que la coopération extérieure et commerciale est une priorité stratégique pour Pékin.

Malgré sa position au sein de l'OMC, la Chine se veut porte-parole des pays en voie de développement en prônant le dialogue Sud-Sud, avec un discours tiers-mondiste des années 60. Pékin refuse d'intégrer le G8, entre autre, dans le but de soigner sa cohérence avec une image qui plaît bien aux vieilles élites africaines.

4. Le modèle chinois de partenariat

Valérie Niquet parle d'un « véritable modèle chinois » que Pékin propose en opposition directe avec les modèles occidentaux et japonais de coopération et d'aide au développement.¹¹ La Chine crée un modèle de développement efficace et pragmatique, taillé sur mesure pour les pays africains, fondé sur la séparation volontaire entre objectifs économiques et réformes politiques.

La Chine, qui n'a pas connu la démocratie, a réussi à s'industrialiser et à sortir sa population de la pauvreté extrême. Pour une bonne partie de l'élite africaine, elle incarne un nouveau modèle qui prouve que la démocratie n'est pas l'unique moyen d'atteindre le développement.

4.1. Une nouvelle logique de l'aide : le principe « gagnant-gagnant »

La Chine consacre 45% de son aide au développement à l'Afrique¹².

Selon le département Afrique du Ministère chinois des Affaires Etrangères, l'aide se fait sous trois formes :

- le prêt bonifié préférentiel ;
- les projets d'entreprises à cogestion ou à capitaux mixtes : en combinant l'extraction des ressources et le développement des infrastructures nécessaires (routes, chemins de fer, ports ...) ;
- l'aide sans contrepartie, à l'opposition du modèle occidental qui conditionne l'aide à la réforme. Les autorités chinoises aiment brandir le principe « gagnant-gagnant » par opposition aux « donneurs de leçons » occidentaux, et présentent leur coopération comme dépourvue de toute intention mercantiliste ou d'exploitation.

A titre d'exemple : l'engagement de la Chine, à l'issue du sommet Chine-Afrique de novembre 2006, de construire gratuitement un siège pour l'Union Africaine à Addis-Abeba.

L'aide sans contrepartie s'accompagne également d'annulations périodiques de dettes et de la mise en place de coopérants (en 2004, on comptait 60 000 coopérants chinois en Afrique)¹³

¹¹ Valérie Niquet : « La stratégie africaine de la Chine » dans Revue des Revues, sélection de janvier 2007 (publication initiale dans Politique étrangère, 2^{ème} semestre 2006)

¹² Commandant Mbaye Cisse : « L'affirmation d'une stratégie de puissance : la politique africaine de la Chine ».

Dans www.diploweb.com/forum/chine01102.htm

¹³ Ibid.

Pour sa part, l'aide française se place dans un registre différent, certes respectueux des principes de l'aide internationale, mais dont l'efficacité est contestée.

« Un rapport récent sur l'action extérieure de l'Etat Français et de l'aide au développement dans le cadre de la Révision Générale des Politiques Publiques (RGPP) vient de dresser un bilan sans complaisance de toutes "les insuffisances" de la présence française en Afrique : budget de l'aide gonflé par les annulations de dettes (en dix ans, l'aide bilatérale française a diminué de moitié et est équivalente à celle du Danemark"), saupoudrage des moyens (90 pays se partagent moins de 10% de l'enveloppe bilatérale), influence politique limitée à Bruxelles alors que Paris finance près de 25% du FED (Fonds Européen de Développement), engagements financiers énormes dans la gestion des crises (850 millions € pour l'opération Licorne) et quasiment rien pour la phase de reconstruction... »¹⁴

Un blog d'étudiants congolais en Chine fustige le discours des médias occidentaux :

« Car les médias occidentaux ont beau jeu de dénoncer le fait que les investisseurs chinois soient peu regardants sur la nature des régimes politiques que leur financements peuvent contribuer à soutenir. Il faudrait encore que les pays européens puissent se targuer d'avoir été exemplaires, et de n'avoir jamais soutenu voire promu des dirigeants politiques qui favorisaient leurs entreprises... Une telle assertion soulèverait des tempêtes de rires dans de nombreux pays africains, où l'influence occidentale a souvent été perçue comme le premier pilier qui soutient les chefs d'état corrompus... Peu regardants sur le pillage organisé des richesses de leur pays... La Chine investit l'Afrique, mais garde plus de décence, jusque là, dans l'exploitation de ses ressources : les entreprises chinoises raflent certes les appels d'offre du bâtiment et des travaux publics, mais c'est tout simplement qu'elles proposent des prix moins élevés, pour des prestations de même qualité, réalisées en temps records »¹⁵.

Cependant, plus loin, dans ce même blog, on entrevoit un certain scepticisme quant aux véritables intentions de la Chine et le réel bénéfice que la population africaine tirera de cette générosité magnanime :

« Au début de l'année (2006), le ministre des Affaires Etrangères Li Zhaoxing est passé au Cap-Vert, au Sénégal, au Mali, au Liberia, au Nigeria et en Libye. A Monrovia, il s'est payé le luxe d'offrir, en pleine zone d'influence américaine, 25 millions de dollars pour la reconstruction du pays saigné par une longue guerre civile... En avril, le président Hu Jintao a rendu une visite officielle au Maroc, au Nigeria et au Kenya. A Lagos, en échange de plusieurs licences d'exploitation pétrolière, il a offert 4 milliards de dollars pour améliorer les infrastructures. A Nairobi, il a obtenu des droits d'exploitation pétrolière dans l'océan Indien, et apporté 7,5 millions de dollars d'aide et de prêts pour la lutte contre le malaria, pour le développement de la riziculture et la construction d'un grand stade. En juin, le premier ministre Wen Jiabao a accompli une grande tournée en Egypte, au Ghana, au Congo Brazzaville, en Angola, en Afrique du Sud et en Tanzanie. En Angola, c'est sans surprise le pétrole qui l'intéressait principalement... »¹⁶

On assiste à « un déferlement économique et commercial qui ne fait que commencer, et qui ébranlera probablement dans les années qui viennent les équilibres géostratégiques africains. Il est un peu tôt pour dire si les peuples d'Afrique en profiteront ... »¹⁷

4.2. Le Livre Blanc

La Chine a posé les principes de son action en Afrique et manifesté sa volonté de resserrer davantage ses liens avec ce continent en publiant un document qui établit les bases de ce "nouveau type de partenariat stratégique", le Livre Blanc "Politique de la Chine à l'égard de l'Afrique" publié en début d'année 2006 :

« La Chine oeuvre à établir et à développer un nouveau type de partenariat stratégique marqué par l'égalité et la confiance mutuelle sur le plan politique, la coopération dans un esprit gagnant-gagnant sur le plan économique». Ce qui devrait se traduire par des prestations en Afrique pour des prix bien inférieurs à ceux que pratiquent en

¹⁴ Patrick Sevaistre, Point de Veille N°6 – Ecole Militaire – 28 02 2008.

¹⁵ Dans : <http://www.etucongochine.123.fr/articles.php?lng=fr&pg=144>

¹⁶ Ibid.

¹⁷ Ibid.

général les entreprises occidentales, et sans volonté d'ingérence dans les affaires politiques africaines. Le discours met en avant les relations égalitaires sud-sud et profite pour dénoncer les politiques africaines des Occidentaux.

5. Complémentarité des problématiques sino-africaines

« Pour des raisons différentes mais concordantes, l'Afrique et la Chine sont progressivement amenées à réorienter leurs options économiques et à élaborer une coopération économique, diplomatique, culturelle, médicale et militaire, exempte de toute condition politique ou de bonne gouvernance »¹⁸.

5.1. Les besoins chinois

Avec 1,35 milliards d'habitants et des industries en pleine expansion la Chine génère une demande insatiable d'énergie et de matières premières, ce qui contribue à accentuer la rareté de ressources et la conséquente hausse des cours de ces ressources. La Chine semble très déterminée à continuer dans cette direction : « Les Chinois sommes en guerre économique (...) nous avons décidé que nous irons où nous voulons aller, que nous ne céderons à aucune pression qui serait susceptible de freiner notre marche en avant »¹⁹.

5.1.1. Besoins économiques

Le développement de l'économie chinoise lié aux réformes de Deng Xiaoping à partir de 1979 associées à une croissance fulgurante ont entraîné l'amélioration notable du niveau de vie d'une partie de la population (multiplié par 13 en moyenne en 1990 et passant de 1100 dollars par habitant, à 1740 dollars entre 2002 et 2005), mais aussi ...

1- un besoin grandissant de matières premières et de ressources énergétiques, ce qui constitue un facteur stratégique fondamental pour assurer la stabilité du pays. L'exploitation ultra intensive des sites miniers et énergétiques nationaux –mise à part ses dangers pour les travailleurs et pour l'environnement- ne suffit plus à combler les besoins de la société chinoise.

La Chine consomme à présent plus de charbon, ciment, acier et céréales que les Etats-Unis et que l'Union Européenne. A noter que la Chine :

- est importatrice nette d'hydrocarbures depuis 1993 ;
- a importé 139 millions de tonnes en 2006 = 47% de sa consommation ;
- importera 80% de ses besoins (projection de l'Agence Internationale de l'Energie à 2030) ;
- trouve en Afrique : pétrole, uranium, cuivre, coltan, cobalt, diamant, chrome, bauxite, or, fer, ferrochrome, coton et bois de qualité.

2- La nécessité de trouver des débouchés pour ses produits industriels : des produits bon marché de plus en plus diversifiés et adaptés à une population au pouvoir d'achat globalement limité. Ceci grâce à des coûts salariaux et sociaux inférieurs à ceux des autres pays producteurs –y compris africains-²⁰.

Selon Jacques Van Minden, les raisons de cette volonté inéluctable de recherche et sécurisation de ressources se trouvent dans les dures épreuves subies par le peuple chinois entre 1958 et 1960 et qui l'ont profondément marqué.

¹⁸ Guy Schulders, dans : « La présence chinoise en Afrique », Enjeux diplomatiques et stratégiques 2007. C.E.D.S. Economica. 2007

¹⁹ Jacques Van Minden, dans son allocution du Point de Veille N°6, Ecole Militaire. 28.02.2008.

²⁰ La Chine a besoin du marché africain mais aussi –et surtout selon Valérie Niquet - de l'Europe « car elle est le premier marché pour la Chine aujourd'hui. Le déficit est très important, autour de 160 millions d'euro et augmente de 25% chaque année. » Valérie Niquet, interview à Radio86 <http://www.radio86.fr.fr> - FutuVision Media Ltd 2007.

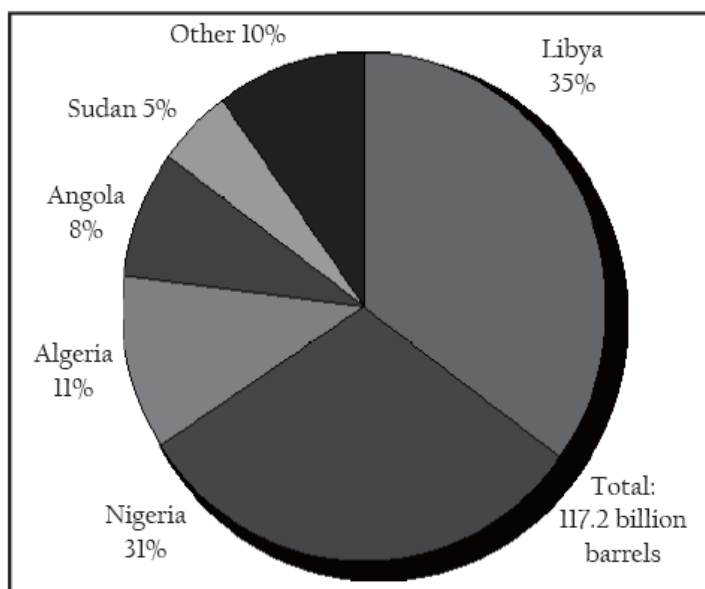
« Quelques faits qui restent dans la mémoire de tout le peuple pour nous Chinois : la mort de Mao Tsé Toung, 9 septembre 1976, personne ne l'oubliera, ainsi que la famine : 30 millions de morts en deux ans (1958 à 1960). *Aujourd'hui la panique du Chinois est de savoir si demain il aura à manger* » ²¹.

La cohabitation entre nouveaux riches et pauvres est un autre maillon faible de la stabilité de la société chinoise. Jacques Van Minden explique dans ce sens :

« Nous avons toujours en Chine 900 millions de paysans, 400 millions de citoyens plus -ceux-là ne sont pas répertoriés- 100 millions de migrants (des enfants multiples ...) Enfin, ils sont là et le problème c'est qu'ils mangent et quand on sait qu'il n'y a que 14 % de terres cultivables en Chine en dehors du désert et de l'altitude, où faire pousser des légumes et nourrir les animaux ...

On a également aujourd'hui –les sources sont confirmées- 50 millions de nouveaux riches chinois, autrement dit de millionnaires, et 200 millions de gens aisés. La cohabitation interne entre les riches et les pauvres crée de grandes tensions. On ne sait pas où ça s'arrêtera. A présent cela a été contrôlé à la chinoise : un peu brutalement. » ²²

Proven Oil Reserves in Africa, 2006



Source: BP Statistical Review of World Energy 2007

²¹ Jacques Van Minden, dans son allocution du Point de Veille N°6, Ecole Militaire. 28.02.2008

²² Ibid.

Origins of Oil Imports for China and the United States, 2004

	China		United States	
	Millions of Tons	Percent Total	Millions of Tons	Percent Total
United States	0.7	0.4		
Canada			104.8	16.4
Mexico			81.9	12.8
Latin America	4.1	2.4	130.6	20.5
Europe	2.6	1.5	48.1	7.5
FSU	18.0	10.7	13.8	2.2
Middle East	62.8	37.3	124.9	19.6
North Africa	2.1	1.3	23.3	3.7
West Africa	27.5	16.3	81.6	12.8
East Africa	5.8	3.4		
Australasia	2.2	1.3	1.4	0.2
China			1.0	0.2
Japan	2.1	1.3	0.4	0.1
Other Asia	40.0	23.8	7.1	1.1
Unidentified	0.5	0.3	19.5	3.1
Total Imports	168.4		638.4	

Source: BP Statistical Review of World Energy

5.1.2. Besoins politico-stratégiques

La stratégie de la Chine en Afrique obéit aussi à des raisons politiques et géopolitiques dont :

- La position stratégique de l'Afrique sur l'échiquier mondial :
 - . En raison de ses richesses économiques ;
 - . En raison de sa position géographique de contrôle : au sud de l'Europe et entre Océans Indien et Atlantique : flux maritimes ; Yuanwang.
- La position de la Chine à l'ONU : les pays africains représentent plus d'un tiers des effectifs de l'ONU ²³. La réforme de l'ONU et une possible entrée du Japon au Conseil de Sécurité (qui soulève la problématique de définition de zones économiques exclusives qui opposent la Chine au Japon en Mer de Chine) confirment l'importance du vote africain pour la Chine.²⁴
- La question de Taiwan
- La question du Tibet
- L'intention de contourner ou d'affaiblir les puissances occidentales et notamment les Etats-Unis, pas toujours favorables aux intérêts chinois.²⁵

²³ G.Xiong, « China's Defense Policy and Sino-African Relations », International Strategic Studies, n°3,1997

²⁴ Valérie Niquet : « La stratégie africaine de la Chine » dans Revue des Revues, sélection de janvier 2007 (publication initiale dans Politique étrangère, 2^{ème} semestre 2006)

²⁵ Ibid.

5.2. Les besoins africains

Malgré des taux de croissance élevés et soutenus²⁶, le continent africain connaît une dégradation endémique et, globalement, s'estime souvent délaissé par les pays occidentaux (France, Royaume Uni, Espagne et Portugal). « L'Occident, depuis les années 60, avait su relayer l'époque révolue de leur colonisation par une forme nouvelle de coopération économique avec ces pays devenus indépendants. Cette coopération s'est essouffée depuis une dizaine d'années en raison du déplacement des investissements des anciens colonisateurs essentiellement vers des projets asiatiques jugés plus rentables et plus sûrs ». ²⁷

« Pour les entreprises françaises il n'y a aucune hésitation entre l'intérêt que présente l'Afrique et de l'autre côté, l'UE et l'Asie, la Chine et l'Inde. Les entreprises françaises ciblent beaucoup plus l'Asie et le sud-est asiatique. »²⁸

L'Afrique abrite des populations généralement très pauvres qui, paradoxalement, vivent sur des territoires dont les sous-sols regorgent souvent de matières premières peu ou mal exploitées.

La population d'aujourd'hui, 770 millions de personnes, pourrait atteindre 1,12 milliard en 2025²⁹.

Les prix des équipements et des produits fabriqués par les entreprises occidentales étant trop élevés, ils sont inaccessibles pour les consommateurs africains dont les revenus sont parmi les plus bas du monde. ³⁰

Les investissements étrangers restent faibles et concentrés dans la recherche et l'extraction de matières premières sans création de richesses.

L'Afrique a besoin d'argent frais pour financer ses investissements en infrastructures, écoles, hôpitaux, communication, NTics. Même si l'Aide au Développement s'accroît -si l'on tient compte des dettes pardonnées - les montants qui arrivent en Afrique sont de plus en plus restreints si l'on compare au développement de la population.

Une gouvernance plus saine est, enfin, un facteur essentiel au développement de l'Afrique. Christophe Stalla-Bourdillon s'exprime à ce sujet : « ... en Afrique la corruption est généralisée (...) et au plus haut niveau. (...) Lorsque les gens sont convaincus qu'ils ne peuvent rien faire et que le combat devient perdu d'avance, on arrive petit à petit à une sorte de résignation entraînant l'accoutumance, l'acceptation et à un moment donné la collaboration dans un contexte d'impunité »³¹

Parmi les principaux écueils à la bonne utilisation de ses ressources que connaît l'Afrique Survie-France ³²dénonce :

- la fuite des capitaux, par l'intermédiaire notamment des paradis fiscaux et un certain nombre de banques, ce qui ne permet pas de réinvestir dans les économies nationales les bénéfices réalisés localement ;
- les richesses naturelles exploitées majoritairement par des multinationales étrangères ;
- la fuite sélective de cerveaux.

« Il faut repenser le modèle de développement africain, ce n'est plus l'assistanat » poursuit Stalla-Bourdillon, et « un moyen ce serait d'aider les Africains à produire de manière compétitive (...) par la substitution d'importation. Au lieu d'importer asiatique, on importe africain (...) dans des domaines où nous (la France) ne sommes plus présents. (...) Alors on aidera l'Afrique à se développer de façon saine et autonome, c'est ce qu'elle demande. »³³

²⁶ Selon le FMI la croissance de l'Afrique subsaharienne pourrait frôler les 7% en 2008, après 6% en 2007 et 5.8% en 2006. Cette croissance reste cependant insuffisante par rapport à sa démographie.

²⁷ Guy Schulders, dans : « La présence chinoise en Afrique », Enjeux diplomatiques et stratégiques 2007. C.E.D.S. Economica. 2007

²⁸ Axel Poniatowski, interview du 14.02.2008.

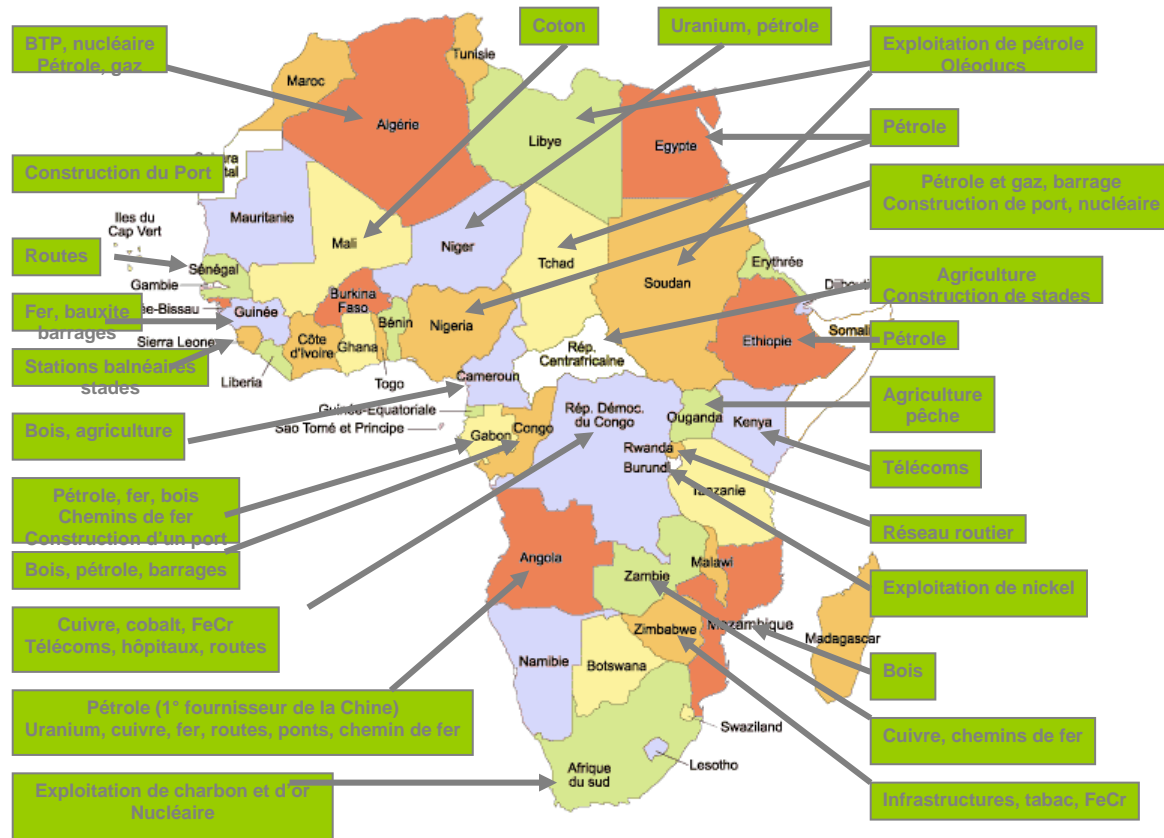
²⁹ Jacques Hubert-Rodier et Laurence Tovi : « L'Afrique entre démons et mutation », Idées, Les Echos, 11.02.2008

³⁰ Ibid.

³¹ Christophe Stalla-Bourdillon, interview du 23.02.2008.

³² www.survie-france.org

³³ Ibid.



Panorama de la présence chinoise en Afrique (source : Général Schaeffer)

6- Une stratégie de puissance « globale et multiforme »

Nous sommes en présence d'une véritable stratégie de puissance de la Chine en Afrique, à caractère multiforme, très agressive, de prise d'intérêts et d'investissement (dont le volume a triplé depuis 2004) ³⁴.

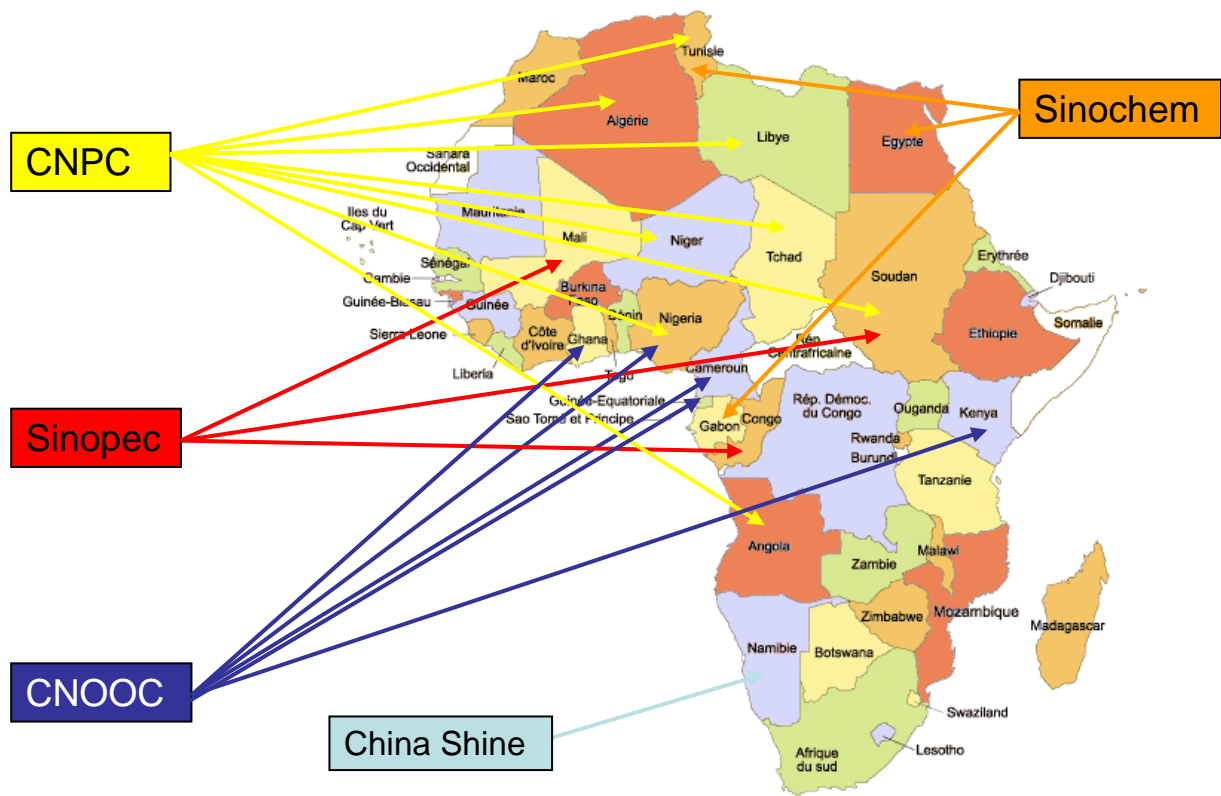
La Chine est aujourd'hui présente en Afrique dans :

- les gisements de matières premières et les partenariats garantissant l'approvisionnement en énergie.
- les minéraux, le BTP, les infrastructures de production, ainsi que dans les biens de consommation, le bois³⁵, le coton, le tabac...
- les télécoms et les infrastructures logistiques : ports, aéroports, voies ferrées, routes, oléoducs et gazoducs...)
- les pays à haut niveau technologique (Afrique du Sud) : liquéfaction du charbon notamment.
- le secteur bancaire et les fonds d'investissement dédiés à l'Afrique (agriculture, infrastructures et industries de base).
- les systèmes financiers africains régionaux (PTA Bank) et nationaux (ICBC dans Standard Bk /AFS).
- le petit commerce ³⁶

³⁴ Général Daniel Schaeffer dans son allocution au Point de Veille N°6, Ecole Militaire. 28.02.2008.

³⁵ « 60 % du bois africain est actuellement exporté vers la Chine » Marion Zipfel, Radio 86 France (<http://www.radio86.fr/la-chine-en-profondeur/les-medias-et-la-chine/3476/chine-afrique-quelle-cooperation>) Dernière consultation le 30 juin 2008.

³⁶ « Au Togo et au Bénin, ils supplantent les Nana Benz, les femmes qui vendent des pagnes : les Chinois copient le motif, le répliquent à échelle industrielle et le vendent au moins quinze fois moins cher. Ils gagnent beaucoup d'argent avec cela et ça pose un réel problème. Ils concurrencent la population locale à tous les niveaux et dans tous les secteurs d'activité, y compris la vente de beignets dans les quartiers populaires. Les Africains ne vous diront pas qu'ils sont contents », Louis Magloire Keumayou, interview du 28.02.2008.



Présence chinoise sur le pétrole africain (source Général Schaeffer)

1999 : abandon projet Tan-Tan

Début 90 : Ain Oussera
2005 : une centrale

8/11/2006 : accord sur
« l'utilisation pacifique de
l'énergie nucléaire »

Uranium

1993 : mini réacteur de
recherche

1996 : mini réacteur de
recherche
2007 : centrale de Bénin en
construction

2004 : Projet de centrale ;
Uranium

1980 : fourniture d'uranium
faiblement enrichi



Présence chinoise dans le nucléaire africain (source Général Schaeffer)

ZTE : réseau WiMax

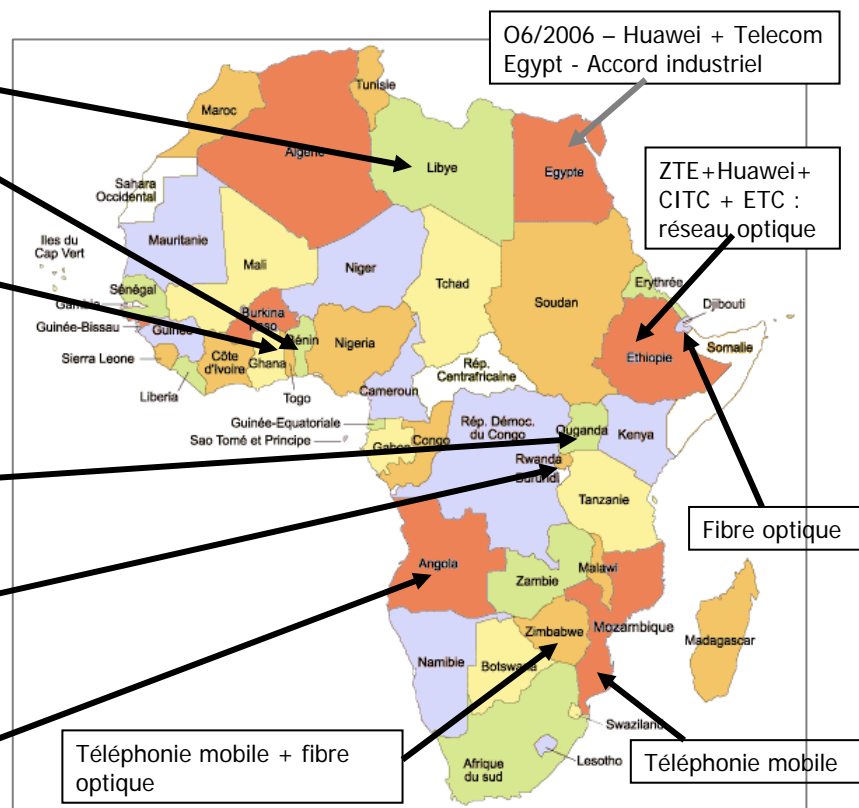
05/2006 : prêt pour ossature
réseau national fibre optique

Téléphonie mobile + satellite
de télécommunications

12/2006 : ossature réseau
fibre optique national

04/2007 – ZTE : ossature
réseau fibre optique national
+ connection Ouganda

Téléphonie mobile : ZTE +
Mundos ;
Huawei : ossature réseau
national



Présence chinoise dans les télécommunications (source : Général Schaeffer)

6.1. Axes de la puissance chinoise

Le pragmatisme chinois et la logique des marchés ont facilité la mise en œuvre de cette stratégie globale de puissance qui se déploie sur différentes axes : économique, diplomatique, militaire, scientifique, technique, socio-culturel, médical - sanitaire et médiatique.

6.1.1. L'axe économique

La puissance économique, une des armes les plus redoutables de l'après guerre froide, constitue un des piliers de la stratégie chinoise en Afrique. La coopération sino-africaine se manifeste dans les domaines du commerce et de la finance.

- Dans le domaine commercial : La Chine a tissé un réseau de structures d'échange. Le Commandant Mbaye Cisse signale ³⁷ :

- 49 délégations commerciales et chambres de commerce sino-africaines,
- 11 centres de promotion des investissements et du commerce sur le continent africain.

La Chine œuvre également pour créer une zone de libre échange avec le COMESA (Common Market for Eastern and Southern Africa) et développer les zones de coopération économique et commerciale dans des pays africains. Pékin cherche clairement à se mettre en pied d'égalité avec l'AGOA (American Growth Opportunity Act, lancé par les Etats-Unis en 2006) ou les Accords Union Européenne – Afrique Caraïbes Pacifique (UE-ACP).

Toujours à ce propos, le Commandant Cisse décrit le « modus operandi quasi invariable » qui caractérise le processus d'investissement de la Chine en Afrique : d'abord le montage d'un joint-venture avec une entreprise locale ou internationale pour acquérir les droits d'exploitation ou d'exploration ; ensuite, importation du matériel et de la main d'œuvre de Chine pour la réalisation des infrastructures nécessaires. A noter que l'objectif pour la Chine étant la sécurisation des ressources, le souci de rentabilité passe à un second plan.³⁸

- Dans le domaine financier, Jacques Van Minden explique :

« En juillet 2007 a été créé la China Investment Corporation (CIC) qui a donné la fièvre au monde entier parce que les réserves de la Chine dépassaient les 1 000 milliards de dollars (...) ; le gouvernement chinois a décidé de mettre une toute petite partie -240 milliards de dollars- à disposition de cette nouvelle société pour investir dans le monde entier, sans distinction : en Europe, en Afrique.³⁹

La Chine s'est donné les moyens de développer les investissements en implantant en 2000 une filiale de l'Eximbank (banque d'import-export chinoise) à Khartoum.

6.1.2. L'axe diplomatique :

Elle est un des grands instruments de la réussite de l'implantation de la Chine en Afrique.

La Chine a mis en place :

- Des missions diplomatiques :
 - 47 ambassades ;
 - 1 nouvelle prochainement : Malawi ;
 - 7 Consulats généraux ;
 - Il ne reste plus que 4 à enlever à Taiwan : São Tome, Burkina, Gambie, Swaziland.

³⁷ Commandant Mbaye Cisse, « L'affirmation d'une stratégie de puissance : la politique africaine de la Chine », dans www.diploweb.com/forum/chine01102.htm

³⁸ Ibid.

³⁹ Jacques Van Minden, dans son allocution du Point de Veille N°6, Ecole Militaire. 28.02.2008

- Des visites d'Etat.
- Des fora sur la coopération sino – africaine (FCSA ou FOACAC) :
 - Pékin : en 2000, qui s'est conclu par la publication de la Déclaration de Pékin et le Programme pour la coopération sino-africaine dans le développement économique et social ;
 - Addis-Abeba : en 2003, aboutissant sur l'adoption d'un plan d'action qui a défini les objectifs de la coopération sino-africaine pour 2004-2006 ;
 - Pékin : en 2006, qui a réunit 48 pays sur 53 au total, soit 41 chefs d'état représentant les 800 millions d'africains. C'est la première fois qu'un pays réunit le plus grand nombre de dignitaires du continent.
- De rencontres annuelles au plus haut sommet.
- Des mécanismes de consultations bi et multilatérales.
- Des formations pour des cadres chinois afin préparer leur rencontre avec l'Afrique.
- Une politique d'encouragement à l'implantation de communautés chinoises.

Selon le Général Schaeffer, l'un des outils les plus redoutables de la diplomatie chinoise c'est le discours. « Dans la stratégie chinoise le discours n'engage pas l'action. Il est à dissocier complètement. On peut dire quelque chose d'un côté et faire complètement le contraire de l'autre. Pour les Chinois il n'y a pas contradiction. Le discours c'est un moyen, une arme ... »⁴⁰

- Visites d'Etat : des échanges à la hauteur de l'ambition de Pékin

Dans les années 1980 les séjours des leaders chinois étaient motivés par le lobbying diplomatique autour de la question de Taiwan, depuis 1995 les visites se dirigent vers des pays africains à haut potentiel politique et économique.

- 1995 : début des visites d'Etat. Le Premier Ministre Li Pong, le Président du Comité Permanent de l'Assemblée Populaire Nationale et trois vice-premiers ministres, séjournent en Afrique.
- Mai 1996 Jiang Zemin, Président de la RPC et Secrétaire Général du Parti Communiste Chinois (PCC) se rend en visite officielle dans six pays d'Afrique. C'est le point de départ d'une nouvelle politique sino-africaine. Dans son allocution intitulée «Pour une nouvelle œuvre monumentale dans les annales de l'amitié sino-africaine» à l'Organisation de l'Unité Africaine (OUA) à Addis-Abeba, le Président Zemin établit officiellement les bases de ce nouveau partenariat stratégique.
- 2003 : le Président Hu Jintao (arrivé au pouvoir en mars 2003) effectue une visite remarquable au Gabon. En outre, une centaine de rencontres officielles ont été organisées par les ministères du commerce et des affaires étrangères, qui se sont dotés de « départements Afrique ».
- Janvier 2004 : tournée du Président Hu Jintao en Egypte, au Gabon et en Algérie.
- Avril 2006 : le Président chinois séjourne au Maroc, au Nigeria et au Kenya. Ce séjour fait suite au périple africain du Ministre chinois des Affaires Etrangères à l'occasion du 50ème anniversaire de l'établissement de relations diplomatiques entre la Chine et l'Afrique. L'année 2006 marque bien l'année de l'Afrique en Chine, au point que le Président Hu Jintao, le Premier Ministre Wen Jiabao et le chef de la diplomatie Li Zhaoxing ont tourné dans quinze pays africains, en démontrant l'intérêt et la dimension que Pékin souhaite donner à la relation sino-africaine.
- Janvier-février 2007 : le Président Hu Jintao entame une nouvelle tournée consacrée à dix pays africains.

⁴⁰ Général Daniel Schaeffer dans son allocution au Point de Veille N°6, Ecole Militaire. 28.02.2008.

- Les Fora sur la Coopération Sino-Africaine

Ce sont les espaces consultatifs, de dialogue, réunissant la Chine et 49 pays africains ainsi que de nombreuses organisations internationales et régionales et des représentants du secteur privé. Ces fora sont établis par Pékin afin d'entretenir un partenariat durable avec l'Afrique, et de promouvoir la coopération économique Sud-Sud, sous le modèle des sommets franco-africains ou des rencontres périodiques du Commonwealth.

Depuis l'organisation du premier forum sino-africain, plus d'une quarantaine d'accords ont été signés, doublant la valeur totale des échanges entre 2000 et 2004 (plus de 20 milliards de dollars).

A l'occasion du 3ème Forum de Coopération Chine-Afrique en novembre 2006, le Président Hu Jintao a défini le plan d'action 2007-2009 en promettant de doubler son aide au continent africain d'ici à 2009. Il a annoncé que la Chine accordera aux pays africains trois milliards de dollars de prêts préférentiels ainsi que deux milliards de dollars de crédit à l'exportation, la formation de cadres africains et la construction d'hôpitaux et de cliniques en Afrique.⁴¹

6.1.3. L'axe militaire

Il se caractérise par :

- L'approvisionnement d'armements aux états africains (notamment ceux qui souffrent de guerres civiles). Les véritables objectifs de l'aide militaire ne sont pas toujours très clairs.
La vente d'armement est effectuée par la NORINCO (China North Industry Cooperation) et la Polytech Industries.
Le marché africain permet à la Chine de tester un matériel souvent rustique, pas très apprécié par les Occidentaux.
La Chine a ouvert trois usines d'armes légères au Soudan, au Zimbabwe, au Mali.
A noter que la Chine ne communique aucune information sur son activité d'approvisionnement d'armes à l'étranger sur le registre des armes des Nations-Unies.
- La formation du personnel : la Chine s'est engagé à former 15 000 africains dont une bonne partie de militaires⁴², entre 2008-2010.
- La participation aux opérations de maintien de la paix sous mandat de l'ONU : la Chine a envoyé son premier contingent dans le cadre de la MONUC (Mission des Nations Unies en RDC), en janvier 2003. Un deuxième contingent au Liberia (MINUL). On compte environ 1500 soldats chinois en Afrique. Pékin a aussi aidé financièrement l'Union Africaine –de manière plutôt symbolique- pour le déploiement des casques bleus au Darfour⁴³.

6.1.4. L'axe scientifique et technique

Cet aspect est assez controversé.

Pour Dominique Bangoura, présidente de l'Observatoire Politique et Stratégique de l'Afrique, la Chine vend de la technologie en Afrique mais il n'existe pas de transfert de savoir faire technologique ni scientifique⁴⁴. Le « Nouveau Partenariat Stratégique Afrique-Asie » proposé par Hu Jintao (Jakarta, 2005) devrait tenir compte de cet aspect car affichant comme priorité le développement des infrastructures, de l'agriculture et *des ressources humaines de l'Afrique*.

⁴¹ Dans www.vaonews.com/french/archive/2006/-11/2006

⁴² Commandant Mbaye Cisse, « L'affirmation d'une stratégie de puissance : la politique africaine de la Chine », dans www.diploweb.com/forum/chine01102.htm

⁴³ Ibid.

⁴⁴ Dominique Bangoura, dans son allocution au Point de Veille N°6, Ecole Militaire. 28 02 2008.

6.1.5. L'axe socio-culturel

Dix mille Africains sont en cours de formation à Pékin, dans le cadre de la Fondation Chinoise pour le Développement des Ressources Humaines Africaines créé par le gouvernement chinois suite au premier forum sino-africain de Pékin en 2000. Ce fonds permet :

- L'accueil des étudiants africains en Chine.
- Les formations professionnelles en Afrique.
- Les « Centres Confucius » (5 en 2008).
- Les formations linguistiques en chinois.
- L'enseignement à distance.

6.1.6. L'axe médicale et sanitaire

La Chine exprime sa volonté d'apporter à l'Afrique une assistance médicale soutenue. Contre le SIDA, elle prône « une nouvelle moralité comme vaccin le plus efficace contre le Sida »⁴⁵

Par ailleurs 1 000 travailleurs médicaux ont été envoyés en Afrique et des pharmacies ont été mises en place par des Chinois. A noter que les médecins chinois reçoivent une préparation psychologique soutenue afin de mieux comprendre le mode de vie des populations africaines.

6.1.7. L'axe médiatique

La Chine a créé la première structure de diffusions FM en Afrique en janvier 2006. La RCI (Radio Chine Internationale) a inauguré sa première rédaction extérieure à Nairobi. La CRTV (Société générale de radio et de télévision pour la coopération technico-économique internationale de la Chine, avec siège au Gabon) ne limite pas sa coopération à la fourniture d'équipements mais octroie de nombreuses formations à des techniciens africains.

7- L'esprit de la pratique chinoise de l'Intelligence Economique

Lors de son allocution au Point de Veille N°6, le Général Schaeffer a décrit les principales caractéristiques de la pratique chinoise de l'Intelligence Economique. Il nous a semblé utile d'intégrer une synthèse de cette présentation qui démontre que la fulgurante expansion de la Chine en Afrique n'est pas la simple conséquence d'un contexte international mais le résultat d'une véritable stratégie de puissance dessinée par l'Empire du Milieu depuis des siècles, stratégie qui s'est adaptée aux différents contextes internes et externes.

C'est une pratique ancienne : Elle apparaît pendant l'ère maoïste et jusqu'au début des années 90 :

- répond aux besoins d'une économie planifiée et d'entreprises étatiques ;
- se caractérise par de la recherche de renseignement sans préoccupation de concurrence.
 - A partir de 1990, sous l'impulsion du professeur Miao Qihao et avec l'apparition de la libre entreprise -et donc de la (presque) libre concurrence- une deuxième voie s'ouvre avec l'apparition de l'intelligence compétitive.
 - Aujourd'hui, deux voies fonctionnent en parallèle : coexistence des entreprises étatiques et des entreprises privées.

⁴⁵ Xin Wan, cité par le groupe Chinafrique, août 2006. Dans : « La présence chinoise en Afrique », Enjeux diplomatiques et stratégiques 2007. C.E.D.S. Economica. 2007

Des trois volets de l'IE, -recherche d'information, protection du patrimoine immatériel et lobbying-, les Chinois en Afrique mettent à profit une large palette des moyens sur deux de ces volets en particulier:

- 1. La recherche d'information ;
- 2. La stratégie d'influence, le lobbying.

La mise en œuvre de l'IE Chinoise répond à trois principes fondamentaux :

- Une forte centralisation au niveau de l'émission des directives ;
- Une large initiative dans l'exécution ;
- Une organisation méthodique.

Les opérateurs chinois de l'Intelligence Economique

Qui sont les décideurs ?

- Le Bureau politique du Comité Centrale du Parti Communiste Chinois.
- La Commission Spécialisée du Comité Centrale (il s'agit d'une commission d'Intelligence Economique).
- Le Conseil d'Etat (le gouvernement en Chine) dont Madame Wu Yi, l'ancienne Ministre de la Coopération et du Commerce International.
- La Commission Militaire Centrale, un véritable Ministère de la Défense.

En fonction des objectifs déterminés :

- Le ou les ministères concernés.
- Les groupes dirigeants (= comités de pilotage).

Qui sont les acteurs ?

- Le Ministère de la Sécurité d'Etat (= DGSE) et ses agents (dont le bureau 610 spécialisé en IE).
- Le Ministère des Affaires Etrangères et ses ramifications : ambassades, consulats généraux, missions économiques, services culturels, services de coopération.
- Le Ministère du Commerce – Division coopération internationale.
- Les autres ministères, chacun en ce qui les concerne.
- L'Exim Bank.
- La Commission Militaire Centrale et ses ramifications à l'étranger : attachés de défense, services de coopération militaire.
- Les instituts et associations d'intelligence économique (professeur Miao Qihao).
- China Association for International Friendly Contacts (CAIFC): antenne du Bureau de liaisons du Département général politique de l'APL.
- Nationaux chinois à l'étranger.
- Les entreprises chinoises à l'étranger.

Application de la pratique chinoise de l'Intelligence Economique en Afrique

1- Pour ce qui est la recherche d'information

- La Chine emploie tous les moyens classiques pour :
 - détecter toutes les opportunités économiques et évaluer leur environnement (perméabilité des Etats) ;
 - se placer au mieux, notamment dans les réponses aux appels d'offre ;

- se positionner par rapport à la concurrence, non seulement occidentale, mais aussi indienne en particulier.
- On constate une très forte contribution des services secrets chinois (bureau 610).
- 3- Quant à la stratégie d'influence (lobbying), elle se manifeste au niveau :
 - Economique : afin d'obtenir des avantages et des parts de marché.
 - Politique afin :
 - De soutenir les objectifs économiques chinois ;
 - De se réserver une possibilité de contrôle, direct ou indirect, sur l'exercice régaliens des Etats africains ;
 - Stratégique afin :
 - De se rallier des soutiens de la part des pays africains ;
 - D'être présente sur une position de contrôle entre Méditerranée, Océan Atlantique et Océan Indien.

8. Les conséquences de la politique chinoise en Afrique

La Chine contribue à la croissance de plusieurs pays africains mais le modèle de partenariat proposé par Pékin suscite aussi beaucoup d'inquiétudes.

8.1. Conséquences sur le plan politique

Le Commandant Mbaye Cisse signale trois inconvénients majeurs de l'application à outrance par la Chine des principes de neutralité et de non ingérence en Afrique ⁴⁶ :

- c'est un frein à l'émergence de l'Etat de droit en Afrique ;
- elle retarde l'intégration politique du continent ;
- génère un déséquilibre vis-à-vis des autres puissances internationales présentes dans le continent.

Toujours dans le même rapport, le Commandant Mbaye Cisse dresse une liste de menaces d'ordre politique que nous citons à continuation.

8.1.1 Menaces sur l'Etat démocratique et l'intégration politique

- Risques de promotion de la mal gouvernance

Une des principales menaces du modèle de partenariat sino-africain est le soutien aux « Etats voyous ».

L'aide chinoise en Afrique qui représente 45 % de l'aide au développement totale chinoise est inconditionnelle.

Par ailleurs, Pékin n'hésite pas à utiliser tous les outils diplomatiques et politiques à sa disposition, dont son statut de membre permanent du Conseil de Sécurité, pour favoriser –où tout au moins pour ne pas défavoriser- des

⁴⁶ Commandant Mbaye Cisse, « L'affirmation d'une stratégie de puissance : la politique africaine de la Chine », dans www.diploweb.com/forum/chine01102.htm

régimes fournisseurs de ressources pour la Chine. La protection diplomatique au régime Al-Bashir, dans la crise qui déchire le Darfour en est un exemple.

A noter que « les ventes d'armes de la Chine au Soudan ont augmenté de manière significative à partir du milieu des années 90, ce qui coïncide avec le premier investissement de la China National Petroleum Corporation (CNPC) dans le consortium soudanais Greater Nile Petroleum Operating Company (GNPOC) »⁴⁷

« Paradoxalement, la Chine n'aurait pas acquis cette importance si les ONG occidentales n'avaient pas réussi, à la fin des années 1990, à forcer les entreprises pétrolières nord-américaines à quitter le Soudan, où elles étaient accusées de contribuer à la répression extrêmement brutale menée par Khartoum contre les populations chrétiennes du sud du pays ».⁴⁸

A l'exemple du Soudan s'ajoute le Zimbabwe de Robert Mugabe, qui maintient son pouvoir par la fraude électorale à répétition et la violence politique.

Selon Philippe Hugon, Directeur de recherche à l'IRIS et spécialiste de l'Afrique, la Chine a même été accusée d'utiliser des prisonniers comme main d'œuvre gratuite⁴⁹.

- Dissociation du couple économie-politique

Le partenariat sino-africain constitue une alternative pour les Etats africains récalcitrants aux accords internationaux (AGOA et UE-ACP de Cotonou, notamment) qui conditionnent les échanges commerciaux aux respects des critères politiques : démocratisation, bonne gouvernance et le respect des droits de l'homme.

8.1.2. Remise en cause de l'intégration politique du continent

La démarche d'intégration des Etats africains dans des structures sous-régionales, régionales ou continentales, comme l'Union Africaine, capables de s'inscrire dans les instances internationales, risque d'être court-circuitée par l'approche bilatérale de la Chine. La diplomatie chinoise peut attiser les rivalités entre certains Etats, comme le prouve les tensions nées entre l'Afrique du Sud, le Nigeria et l'Angola.

8.1.3. Fidélisation du vote africain à l'ONU

Le Chine s'investit dans la création d'un vivier d'alliés partenaires qui lui permettent de contrebalancer l'influence des puissances concurrentes. Cette stratégie s'est avérée très efficace en 1971 quand les votes africains lui ont permis de rentrer au conseil de sécurité de l'ONU. Récemment, grâce au vote africain, une Chinoise a été nommée à la tête de l'OMS.

⁴⁷ THOMPSON, JP, « le grand jeu de la Chine en Afrique » dans Journal Alternatives 2007 Volume 14 – N° 02

⁴⁸ MARTHOZ, Jean-Paul : « Darfour, la prochaine fois à Pékin ! » dans Le Soir, édition du 22 janvier 2007

⁴⁹ Cette information a été démentie par Jacques Van Minden : il « a été dit qu'on envoie des prisonniers sur les chantiers africains et dans le monde : je dis non ! Parce qu'on ne sait jamais ce que va faire un prisonnier donc ils (les Chinois) se les gardent pour faire des travaux chez eux. En revanche, il n'y a pas très longtemps il y avait une armée de 5,9 millions de soldats et à présent, ils ne sont plus que 2,9 millions parce que c'est l'armée qui est sur les bateaux que vous voyez. Ce sont de jeunes soldats solides, nourris et hébergés dans des bateaux près des chantiers, qui marchent au coup de sifflet le matin, et qui ne sont pas payés : ils obéissent aux ordres ». Point de Veille N°6, Ecole Militaire, 28.02.2008.

8.2. Conséquences sur le plan économique

« Depuis la fin de l'accord multifibres, en janvier 2005, qui limitait les exportations de textile des pays en développement vers l'Europe et les Etats-Unis, les ventes chinoises ont explosé. De ce fait, la Commission de Bruxelles a annoncé, le 14 avril 2005, l'ouverture d'une procédure de surveillance. L'offensive commerciale de Pékin atteint aussi l'Afrique. Très agressive, mais jouant la carte tiers-mondiste, la stratégie de l'Empire du Milieu suscite controverse sur le continent noir. »⁵⁰

La Chine exporte des produits manufacturés et importe essentiellement des matières premières. Les exportations chinoises fragilisent ainsi le tissu industriel local et bouleversent les circuits commerciaux.

M. Moeletsi Mbeki, vice-président de l'Institut sud-africain des affaires étrangères de l'université de Witwatersrand, à Johannesburg est très inquiet à ce propos : « En échange des matières premières que nous leur vendons, nous achetons leurs produits manufacturés. Et cela ne peut qu'avoir un résultat prévisible : une balance commerciale négative. N'assiste-t-on pas à la répétition d'une vieille histoire ? » .

Sur les grands chantiers dans le BTP, la main d'œuvre est chinoise et les emplois se font donc aux dépens des Africains. Cette situation crée parfois des tensions comme en témoignent certaines manifestations organisées contre la présence chinoise mais elles sont vite interdites par les gouvernements.

Pour les pays disposant de ressources pétrolières ou minières, les rentrées financières ont largement augmenté avec la présence chinoise. Mais une économie de rente se met en place autour de l'exploitation des matières premières sans amélioration significative pour les populations. Ces rentrées financières peuvent nourrir une hausse du taux de croissance sans entraîner un développement durable.⁵¹

Les ONG qui dénonçaient déjà les habitudes occidentales en Afrique s'inquiètent des conséquences des pratiques chinoises. En matière d'environnement notamment, le développement économique prime sur les normes environnementales.

8.3. Conséquences sur la sécurité

La vente d'armes chinoises est un autre sujet de préoccupation. La Chine a entretenu le meurtrier conflit érythro-éthiopien de la fin du XXe siècle (plus d'un milliard de dollars de contrats). Elle est soupçonnée d'avoir utilisé le Soudan, début 2000, comme débouché pour sa technologie militaire. Elle continue également à assister militairement le Zimbabwe et d'approvisionner en armes les Etats africains qui sont aux prises avec des guerres civiles.

8.4. Conséquences sur l'équilibre international : la réaction des puissances historiques et émergentes

La présence croissante de la Chine en Afrique suscite beaucoup d'inquiétudes en Occident face à une attitude jugée « prédatrice ». Eric Izraelewicz⁵² dresse le constat suivant :

« Les conditions actuelles de l'OPA chinoise sur l'Afrique ont quelque chose de révoltant. Deux raisons. D'abord, pour aider les pays africains, les grandes puissances industrielles et les organisations internationales ont accepté, ces dernières années, d'effacer leur dette. Aujourd'hui la Chine ramasse la mise. Elle accorde à ces pays, désendettés donc, des prêts. Sans conditions politiques d'abord – c'est le principe de non-ingérence cher à Pékin. Ce qui conforte les régimes les plus corrompus ou les plus durs de la région. Des prêts surtout destinés à acheter

⁵⁰ JEAN-CHRISTOPHE SERVANT Ambivalences du commerce Sud-Sud- La Chine à l'assaut du marché africain- Le Monde Diplomatique mai 2005

⁵¹ Marion ZIPFEL, Radio 86 – France (<http://www.radio86.fr/la-chine-en-profondeur/les-medias-et-la-chine/3476/chine-afrique-quelle-cooperation>) Dernière consultation le 30 juin 2008.

⁵² Blog des Echos du 3.11.2006, analyse d'Erik Izraelewicz intitulée « Chinafrique ».

chinois bien sûr. Tout cela n'est pas très fair-play. Mais il y a pire. La Chine se comporte un peu aujourd'hui comme la nouvelle puissance coloniale. Elle y achète des produits bruts et y vend des biens manufacturés. Elle y exploite des mines et des forêts sans se préoccuper ni de l'environnement, ni du progrès social. Elle y construit des palais présidentiels sans y organiser le moindre transfert de technologie. Tout cela n'est pas normal. L'Afrique ne saurait être un marché réservé à la France ou à l'Amérique. La France et l'Amérique doivent cependant tout faire pour éviter qu'elle ne tombe sous une nouvelle dépendance ».

Cette présence suscite également un regain de compétitivité sur le continent, notamment dans des secteurs stratégiques que sont les BTP, les télécommunications...

Les Chinois remportent également une part croissante des projets soutenus par l'Aide Française au Développement depuis qu'en janvier 2002, celle-ci a supprimé les conditions de nationalité pour les projets qu'elle soutient. Un rapport du Parlement Européen en mars 2008 dénonce le fait que l'Aide Européenne à l'Afrique soit captée par la Chine en raison du dumping social pratiqué lors des passations de marché et autres pratiques déloyales telles que le soutien du gouvernement chinois à ses entreprises. « Créé en 2007 et doté de 5 milliards de dollars, le China-Africa Development Fund est principalement destiné à subventionner leur développement sur le continent, en contravention avec les règles de l'OMC »[...] « L'Agence Française de Développement signera le chèque sans même s'interroger sur ce qui explique un tel écart de prix » explique Chloé Hoorman ⁵³.

Et l'article met à l'évidence les faiblesses du process actuel : « les parlementaires souhaitent que désormais la Banque Européenne de Développement et les agences de développement relèvent leurs exigences pour « garantir que les deniers du contribuable européen profitent effectivement à la population locale plutôt qu'à la mainmise chinoise sur les marchés africains. Un vœu malheureusement pieux : nous ne sommes pas en mesure de certifier quoi que ce soit, reconnaît Denis Vasseur, chargé des questions de responsabilité sociale et environnementale à l'AFD. La rédaction du cahier des charges et son respect incombent au pays bénéficiaire. C'est le principe même du prêt délié. Mais les pays concernés n'ont pas toujours la volonté ou les moyens de contraindre les entreprises à respecter les normes de l'Organisation Internationale du Travail ».

Pour autant, cette nouvelle donne permet de replacer l'Afrique au centre du monde. Mais surtout, l'arrivée de nouveaux acteurs sur le terrain permet à l'Afrique de mettre en concurrence ses interlocuteurs et d'élargir son champ de décisions.

Ana Maria Gomes, députée portugaise du Parti Socialiste Européen et auteur dudit rapport européen s'explique : « L'objectif principal de mon rapport est donc de contribuer à une meilleure articulation entre l'Europe et la Chine, qui puisse faire la différence en termes de développement de l'Afrique. Bien sûr, cette connexion ne doit pas s'établir sans les Africains, mais elle doit impliquer leurs institutions et gouvernements »

9. Stratégie des autres acteurs internationaux en Afrique

9. 1. Evolution de la stratégie française

La politique africaine de la France tire ses racines de l'époque coloniale et des liens privilégiés maintenus avec les pays anciennement sous domination française. Mue par la volonté de préserver des intérêts stratégiques forts sur le continent, la politique africaine a engendré de nombreuses dérives et nourri des pratiques occultes. La politique africaine de la France a ainsi été très critiquée et communément désignée sous le terme de Françafrique. Le terme désormais entré dans le langage courant reprend l'expression « France-Afrique » ⁵⁴ de Félix Houphouët Boigny, ancien président de la Côte-d'Ivoire.

⁵³ L'Expansion, juillet-août 2008 : « L'aide à l'Afrique enrichit la Chine »

⁵⁴ L'expression Françafrique est également le titre d'un ouvrage publié en 1999 par le journaliste François-Xavier Verschave, fondateur de l'association Survie qui a pour mission la réorientation de la politique africaine de la France

Le discours de la Baule de François Mitterrand prononcé en juin 1990 à l'occasion de la 16e conférence des chefs d'Etat de France et d'Afrique devait marquer un tournant décisif dans les relations entre l'ancienne puissance coloniale et son pré-carré en posant les premiers jalons du principe d'une conditionnalité de l'aide française à la mise en œuvre par les pays africains de processus de démocratisation. Pourtant plus de 15 ans après, les discours n'ont pas été suivis d'effets.

L'arrivée de Nicolas Sarkozy à la présidence française en mai 2007 marque une volonté de rupture avec la politique menée jusqu'à présent sur le continent.

En mai 2006 à Cotonou, le candidat Sarkozy jure vouloir « construire une relation nouvelle » avec l'Afrique et, pour cela, la « débarrasser des réseaux d'un autre temps, des émissaires officieux qui n'ont d'autres mandats que ceux qu'ils s'inventent ».

Le 26 juillet 2007, il entame une tournée des pays africains et prononce le discours de Dakar, dans lequel il invite les puissances africaines à « prendre en main leur destin ». Le discours a été très controversé, voire qualifié de raciste : « le drame de l'Afrique, c'est que l'homme africain n'est pas assez entré dans l'histoire » (...) « jamais l'homme ne s'élance vers l'avenir. Jamais il ne lui vient à l'idée de sortir de la répétition pour s'inventer un destin ».

Pour autant, ce discours constitue la première marque de cette volonté de rupture : « ce que veut faire la France avec l'Afrique, c'est regarder en face les réalités. C'est faire la politique des réalités et non plus la politique des mythes ».

A l'Assemblée Nationale, un groupe de travail est en charge d'étudier la réforme de cette politique.

En janvier 2008, à l'occasion des vœux aux anciens combattants, Nicolas Sarkozy commémore l'anniversaire de l'opération sur Kolwezi.

Le 28 février, il énonce dans le discours du Cap : « la relation de la France avec l'Afrique, particulièrement avec l'Afrique sub-saharienne se distend.. », « aujourd'hui l'ancien modèle de relations entre la France et l'Afrique n'est plus compris par les nouvelles générations d'Africains comme d'ailleurs par l'opinion publique française ».

Tandis qu'en France, la politique de lutte contre l'immigration clandestine se durcit avec l'instauration de quotas de reconduites à la frontières, le constat d'une faillite de la politique africaine de la France, en raison du soutien des régimes corrompus et d'un problème de gouvernance endémique en Afrique, fait à présent l'unanimité, toutes tendances politiques confondues.

« Au-delà de la France, c'est à l'Europe qu'il revient de revoir la copie de sa politique africaine. On ne peut fermer les yeux sur les pratiques politiques dans ces pays où des guerres interminables sévissent et déciment des populations entières. Le Darfour, la Somalie, l'Ethiopie, le Congo-Kinshasa, l'Angola, le Congo-Brazzaville, la Côte d'Ivoire, etc., sont des cas inoubliables. Au-delà de l'immigration décriée ici en France, c'est plutôt de l'exil qu'il faut parler. Car, outre les guerres, il faut aussi parler des chefs kleptocrates qui, comme dans un système de vases communicants, trouvent des complices ailleurs. Et, dans ce jeu de pillages, de détournements de fonds, le grand bénéficiaire, c'est l'Europe. Et on est donc obligé de fermer les yeux. Ceci expliquerait-il cela ? Ceci explique les flux migratoires massifs Sud-Nord. Et tant que l'Europe en général et la France en particulier n'auront pas mis fin à ce pillage éhonté, surtout à l'affectation et l'installation dans nos pays des « Préfets de région » ou des « présidents-gouverneurs généraux » au service de la France, de surcroît criminels et kleptocrates, le problème de l'immigration Afrique-Europe (Sud-Nord) ne sera jamais réglé, et les pays dits du Nord, c'est-à-dire l'Europe, seront confrontés à cette immigration pour très longtemps. En règle générale, personne n'aime partir, quitter, plutôt fuir son pays. Alors, si on veut réellement endiguer ce fléau à défaut de le stopper net, c'est cette situation qu'il faut avant tout régler : "Cesser d'installer, de soutenir et de cautionner des régimes politiques de moralité peu recommandable. Humaniser et civiliser les pitbulls que l'Europe en général et la France en particulier affectent ou installent dans ces pays pour les besoins de leurs intérêts". Alors seulement les Africains seront heureux de rester et de vivre chez eux. »⁵⁵

⁵⁵ <http://www.grioo.com/info10841.html>, Jean-Claude MAYIMA-MBEMBA

Mais un an après le début de la présidence, la volonté de rupture cède la place à une certaine normalisation des relations franco-africaines, tandis que le président libyen M. Kadhafi est reçu le 10 décembre 2007 pour une visite officielle de 5 jours en France. Sa visite en France a été précédée de déclarations éclatantes lors du sommet UE/Afrique de Lisbonne, où il a estimé "normal que les faibles aient recours au terrorisme"⁵⁶. Le président Nicolas Sarkozy lui a déclaré lors de ce même sommet qu'il était "heureux" de le recevoir à Paris et s'est longuement justifié de l'avoir invité pour encourager "son retour à la respectabilité internationale".

En mars 2008, l'annonce dans les médias du patrimoine personnel d'Omar Bongo contrarie fortement ce dernier. Nicolas Sarkozy envoie des émissaires pour rassurer le président gabonais tandis que Jean-Marie Bockel est envoyé au Secrétariat d'Etat aux Anciens Combattants et remplacé à la Coopération par Alain Joyandet.⁵⁷

N. Sarkozy lance le projet d'Union pour la Méditerranée qui reçoit un accueil mitigé par les pays de la zone, notamment en raison de la présence d'Israël. Le projet a d'ores et déjà été rejeté par M. Kadhafi qui ne participera pas au sommet du 13 juillet 2008.

En voyage à Alger le 21 juin 2008 le premier ministre François Fillon a signé des accords militaires et nucléaires et a exhorté les autorités algériennes à faire appel aux entreprises moyennes pour se développer localement.

Le bilan de la Françafrique ? « Les puissances coloniales ont pillé l'Afrique jusqu'en 1960 avant de pérenniser leurs intérêts en y soutenant ses régimes les plus brutaux. L'aide que l'on estime à 400 milliards de dollars pour toute la période 1960-2000 (l'équivalent du PNB de la Turquie mais aussi des fonds que l'élite africaine aurait cachés dans les banques occidentales), n'a pas produit l'effet escompté et aurait même empiré les choses »⁵⁸.

Au final, il est intéressant de noter le parallèle des relations franco-africaines et des relations sino-africaines. « Hu Jintao bat en brèche les modèles hérités de la colonisation, comme celui de la Françafrique. Il y avait pourtant quelque chose de chinois dans cette façon qu'a eu l'Elysée de soutenir à la fois les dictateurs et les grandes entreprises françaises. Mais les réseaux mis en place par Jacques Foccard pour prolonger l'emprise de la France sur ses anciennes colonies se sont délités dans les années 1990 lorsque la France a pris ses distances, faisant soudain la morale aux autocrates sans se soucier pour autant du sort des populations. Tout se passe comme si Paris, enfermé dans sa vision paternaliste et condescendante d'ancien colon, n'a pas été capable de voir que l'Afrique est en train de changer, de s'enrichir grâce au prix des matières premières, et se retire au moment où Pékin s'engage ». ⁵⁹

9.1.2 Evolution des relations franco-chinoises

Les relations franco-chinoises témoignent des difficultés liées à la rencontre de deux cultures très différentes.

Les relations franco-chinoises remontent à la mission jésuite sous la dynastie Ming au 17^{ème} siècle et la rencontre de deux civilisations qui n'auront pas cessé de s'affronter.

A la fin du 19^{ème} siècle durant la Guerre de l'Opium, les Occidentaux débarquent dans l'Empire du Milieu et ouvrent de force des ports chinois et des traités inégaux. La Chine est une cible privilégiée pour la France qui cherche des débouchés commerciaux.⁶⁰ La France témoigne de son impérialisme exacerbé durant la seconde guerre de l'opium avec des accès de violence, pillant les trésors de la Chine impériale. La politique coloniale de la France provoque une grande hostilité. « Se voulant civilisateurs, les Français ont couru à l'échec en ne comprenant pas que les Chinois n'ont jamais douté de la supériorité de leur civilisation sur le plan politique et moral ». Aux yeux des Chinois,

⁵⁶ Extrait du blog www.fenetreeurope.com

⁵⁷ Le Point du 27/03/08 : « L'homme qui a tué Bockel »

⁵⁸ MICHEL, Serge et BEURET, Michel: « la Chinafrique, Pékin à la conquête du continent noir », Editions Grasset & Fasquelle, 2008.

⁵⁹ Ibid

⁶⁰ Extrait du site de l'Action Francophone Internationale : « Histoire des relations entre la France et la Chine », le 26.10.06.

les Français ne sont que des barbares supérieurs militairement et industriellement. Il s'agit donc avant tout d'emprunter leurs sciences et techniques afin de moderniser le pays ».

Le 20^{ème} siècle est celui du rapprochement. Dans l'entre deux guerres, tandis que la Chine était en guerre civile, la France a accueilli nombre de leurs futurs responsables comme Zhou En-Lai ou Deng Xiaoping.

En 1964, le général de Gaulle a été le premier chef d'Etat d'une puissance occidentale à reconnaître diplomatiquement la Chine populaire. L'après de Gaulle est marqué par le pragmatisme.

En 1989, la répression du printemps de Pékin et la vente d'armes à Taiwan par la France brouille temporairement les relations. La visite de Jiang Zemin en 1994 réconcilie les deux pays pour le trentième anniversaire de la reconnaissance de la Chine par le général de Gaulle.

En 2004, la France célèbre l'année de la Chine et 40 années de relations diplomatiques. L'amitié franco-chinoise reste fortement ancrée dans les liens entre Mao Zedong, Zhou En-Lai et le Général de Gaulle animés d'une considération et d'un respect réciproques.

9.2. Le point de vue européen

L'Europe est devenue un acteur majeur en termes de sécurité pour les zones en conflit du continent africain. Mais la coopération Europe – Afrique tire son origine de la Convention de Lomé puis des Accords de Cotonou, conclus pour une durée de 20 ans en l'an 2000, initiant une « nouvelle forme de partenariat dont en première ligne le renforcement de la dimension politique »⁶¹

Les accords consacrent le renforcement des principes démocratiques et des droits de l'homme, en « accord avec les valeurs sociales et politiques européennes » dans le cadre d'un dialogue et de procédures de consultation.

Selon Karine Lisbonne, cette étape marque l'avènement d'une politique européenne de « Soft Power » appelant la diffusion et le développement de normes inhérentes aux valeurs propres de l'Union : l'introduction de mesures de conditionnalité.

Par ailleurs, « les actions menées sous l'égide du programme de Cotonou dépendent au sein des institutions de l'Union de la direction générale du Développement et non pas de celle des relations extérieures. »⁶²

Mais aujourd'hui « L'Union peine à accentuer le caractère politique de sa coopération avec les pays africains, au détriment de la dimension économique et humanitaire, déjà bien exploitée. Dans le même temps, l'élargissement à l'Est de l'Union a dilué l'influence de la France dans sa mission de porte-parole des intérêts de l'Afrique. »⁶³

« Enfin, il semble que le système du NEPAD tend à diluer les actions de l'Union au sein du G8. La question de sa compatibilité avec les priorités européennes comme bailleur de fonds du G8 se pose alors. »⁶⁴

Quant à la France, elle se « distingue » par le non respect des critères économiques européens notamment en matière de déficits publics. Plus récemment, elle a également été critiquée pour avoir joué cavalier seul dans le processus de Barcelone et le projet d'Union sur la Méditerranée. En particulier elle a du faire face au scepticisme de l'Allemagne. En France même le projet initial avait essuyé le reproche de manque de lisibilité et déjà fait l'objet de dissensions au sein de la majorité dans la lutte d'influence auprès du président entre pro-européens et eurosceptiques. Le projet est finalement révisé a minima et adopté les 13 et 14 mars 2008. L'Allemagne obtient que l'ensemble des États membres de l'UE soit membre à part entière de l'UM et que la Commission Européenne soit au coeur du dispositif. Lors de son déplacement à Tunis en avril 2008, N. Sarkozy plaide pour une double

⁶¹ Karine Lisbonne : « La politique africaine de l'Europe », extrait du blog in Varietate Concordia, 23.03.2006

⁶² Ibid

⁶³ Ibid

⁶⁴ Ibid

présidence : l'une au nord et l'autre au sud. H. Moubarak est envisagé pour la présidence du sud mais la présidence du Nord, réclamée par N. Sarkozy, lui est refusée.

A l'égard de la Chine, les pays européens n'ont pas davantage de position unanime. Lors des récents événements à Lhassa, tandis que l'Allemagne a rapidement condamné le regain de répression sur le Tibet, la France a adopté une attitude beaucoup plus neutre...

L'après le non irlandais au référendum sur la ratification du traité de Lisbonne, l'Europe est à la recherche d'un second souffle, d'une nouvelle dynamique pour relancer les politiques communes. La France qui s'apprête à prendre au 1^{er} juillet la présidence de l'Union européenne et plaide pour une intégration au G8 des nouvelles puissances devra faire preuve d'ouverture et de volontarisme.

9.3 La position américaine

9.3.1. La position américaine vis-à-vis de l'Afrique

« Les Etats-Unis apparaissent plutôt comme un nouvel acteur adaptant progressivement en Afrique sa vision globale des rapports internationaux, grâce à la promotion d'une politique de sécurité fondée sur les intérêts et valeurs qui constituent les fondements et le modus operandi de son statut sur la scène internationale », analyse Karine Lisbonne.

Les Etats-Unis se sont illustrés dans le cadre de la sécurité dans la mise en œuvre de programme de formation et d'assistance, en coopération avec l'Europe. Mais « La difficulté de coopération sur le terrain entre les Etats-Unis et l'Union ont été largement perçus en Afrique comme des programme concurrents, dont la juxtaposition a donné lieu à de multiples critiques. »

9.3.2. La position américaine vis-à-vis de la Chine

Compte tenu de leur régime et de la puissance respective de leurs pays, les relations sino-africaines sont par nature ambivalentes.

Dans les années 50, la CIA a soutenu secrètement les mouvements séparatistes tibétains. Dans le contexte de la Guerre Froide, les Etats-Unis ont tenté de bâtir un rempart religieux contre le communisme chinois athée. A partir de 1956, la CIA est parvenue à agiter l'élite tibétaine mécontente de perdre ses propriétés du fait de la réforme agraire lancée par le gouvernement chinois. Elle transfère des centaines de Tibétains aux Etats-Unis, les entraîne, les arme et parachute des armes à feu sur le territoire tibétain. La CIA a ainsi joué un rôle important dans le soulèvement séparatiste armé qui a éclaté en 1959, lequel se solde par un échec. Cependant à partir de 1969, la CIA a cessé toute assistance aux groupes indépendantiste tibétains en leur expliquant que les Etats-Unis voulaient désormais établir des relations diplomatiques avec la République Populaire de Chine.

Hong Kong rétrocedé à la Chine en 1997 conserve un statut particulier et une très forte influence occidentale. Notamment, les liens de Hong Kong avec les Etats-Unis sont très forts aussi bien sur le plan politique qu'économique.

La question de Taiwan est un élément de déstabilisation des relations internationales et a contribué à l'ambiguïté des relations entre la Chine et les Etats-Unis. Depuis longtemps, la Chine revendique la réunification de l'île au reste de la RPC, objectif réaffirmé par la loi anti-sécession de mars 2005, tandis que les Etats-Unis historiquement proches du régime anti-communiste de Taiwan soutenaient une démarche vers l'indépendance. En 1996, la Chine lance d'importantes manœuvres militaires au large de l'île par mesure d'intimidation et le dialogue avec Taipei est rompu jusqu'en 1998. En février 2005, les Etats-Unis et le Japon ont renforcé leurs liens militaires, et, dans la révision de leur accord de sécurité bilatéral, inclus Taiwan dans leur objectif stratégique commun. Aujourd'hui la situation est quelque peu apaisée, la Chine fait toujours œuvre de dissuasion mais aussi, à présent, de séduction à l'égard de Taiwan au même temps que les Etats-Unis freinent les aspirations indépendantistes de l'île. Lors des

élections présidentielles le 22 mars 2008, c'est le candidat du Kuomintang, Ma Ying-jeou, favorable à un rapprochement avec la Chine qui a remporté les élections.

Sur le plan stratégique, la Chine souhaite également contrer la zone d'influence que les Etats-Unis veulent se tailler en Asie centrale, via l'Organisation de Coopération de Shanghai mis en place en 2001 à partir du groupe de Shanghai (Chine, Russie, Kazakhstan, Kirghizistan et Tadjikistan) visant la stabilisation de la zone et la coopération économique et énergétique. Le statut d'observateur a été refusé aux Etats-Unis

A la veille des élections présidentielles américaines et dans un contexte de récession économique, l'heure est à l'attentisme. Les deux candidats actuels seront soucieux de veiller à la sécurité et à l'équilibre dans cette partie du globe qui compte la Corée du Nord et la Birmanie.

« This President may occupy the White House, but for the last six years the position of leader of the free world has remained open. And it's time to fill that role once more. »⁶⁵

«In Asia, the emergence of an economically vibrant, more politically active China offers new opportunities for prosperity and cooperation, but also poses new challenges for the United States and our partners in the region. It is time for the United States to take a more active role here – to build on our strong bilateral relations and informal arrangements like the Six Party talks. As President, I intend to forge a more effective regional framework in Asia that will promote stability, prosperity and help us confront common transnational threats such as tracking down terrorists and responding to global health problems like avian flu. In this way, the security alliances and relationships we build in the 21st century will serve a broader purpose than preventing the invasion of one country by another. They can help us meet challenges that the world can only confront together, like the unprecedented threat of global climate change. »

En réponse au candidat démocrate qui n'avait tranché explicitement, le candidat républicain J. McCain s'est prononcé en faveur d'un boycott de la cérémonie d'ouverture des JO si la Chine n'appelle pas à des réformes. Depuis, B. Obama a également interpellé les autorités chinoises afin qu'elles respectent les droits de l'homme au Tibet et d'user de son influence pour faire cesser le génocide au Darfour.

La perspective de l'élection du premier président noir américain à la Maison Blanche est source d'inspiration et suscite de grands espoirs en Afrique ...mais également la crainte d'une déception sur les conséquences réelles pour le continent africain.

« As we relish the possibility of a black president in the White House, we need to balance our optimism out with hard, bitter reality ... Prepare to be greatly disappointed by Obama. »⁶⁶

Mais dans le contexte actuel de mondialisation et d'interdépendances mutuelles, la tentation de l'isolationnisme n'est pas possible.

"With some 30 percent of the revenue of U.S. corporations coming from overseas, and the Chinese buying American debt, and more than seven million people naturalized in the past decade, it's harder to separate America's fate from that of others. Isolationism is not merely wrong, it's impossible"⁶⁷

Le secrétaire américain au Trésor, Henry Paulson rappelle lui aussi que « l'ouverture et le commerce créent des emplois et des opportunités pour que les gens puissent sortir de la pauvreté et sont nécessaires pour la croissance et la stabilité en Chine comme aux Etats-Unis. »⁶⁸

⁶⁵ Extrait du discours du sénateur B. Obama devant le Chicago Council on Global Affairs le 23.04.2007

⁶⁶ Timothy Kalyegira, journaliste ougandais

⁶⁷ Roger Cohen, New YorkTimes 17.03.2008 : "Obama's Brother in China"

⁶⁸ Les Echos 18.06.2008

En 2007, les investissements américains en Chine se sont élevés à 6,329 milliards de dollars. La conférence qui s'est tenue à Annapolis les 17 et 18 juin derniers a débouché sur une perspective de contrats commerciaux avec la Chine s'élevant à 13,6 milliards de dollars.

Pourtant, le bilan global des relations économiques s'annonce beaucoup plus mitigé entre les deux pays :

- la surévaluation du yuan par rapport au dollar depuis 2005 s'est encore accélérée, tandis que les autorités chinoises redoutent une augmentation du prix des matières premières -y compris du pétrole- aggravées par la dépréciation du billet vert ;
- l'ouverture des marchés financiers : les Etats-Unis n'ont pas réussi à convaincre la Chine d'ouvrir plus largement le secteur bancaire et des assurances aux investisseurs étrangers au-delà des stricts plafonds existants ;
- la flambée des prix du pétrole : les Etats-Unis et la Chine ont évoqué cette question cruciale mais en se contentant d'accords mineurs. Washington accuse Pékin d'alimenter l'envolée du prix du baril en refusant de relâcher son contrôle sur les prix des carburants ;
- la propriété intellectuelle : malgré les promesses de Pékin, les entreprises chinoises continuent de copier massivement les productions étrangères. Si les réglementations permettant de faire respecter les droits de la propriété intellectuelle ont été améliorées ces dernières années, leur application reste hasardeuse. Washington affirme que les contrefaçons ont représenté l'an dernier un manque à gagner de 2,9 milliards de dollars pour leurs entreprises. Or, 80% des faux saisis par les douanes américaines proviennent de Chine.

Pour les années à venir, les questions globales seront de manière certaine au cœur des discussions entre les deux pays : le défi énergétique et alimentaire, la protection de l'environnement pour les « deux principaux pollueurs de la planète ».

10. Enjeux pour la France et l'Union Européenne

10.1. Défis externes

La Chine est soumise à un certain nombre de défis sur la scène internationale.

Au plan international elle est vivement critiquée pour sa politique commerciale et ses pratiques déloyales (dumping, subventions nationales, dévaluation artificielle du yuan, contrefaçons parfois dangereuses comment l'ont montré les problèmes de la contrefaçon sur les jouets)

Un autre défi est la question des droits de l'homme et notamment du Tibet, ravivée à l'occasion des JO : accusant le Tibet de vouloir saboter les jeux à l'occasion des manifestations à Lhassa en mars 2008, Pékin a accru sa répression sur le Tibet, l'accusant de visées indépendantistes. Dernièrement, grâce à un bouclage complet de la ville et de ses habitants, Pékin est parvenu à faire passer la flamme à Lhassa sous des apparences de calme mais laissant présager de la coercition qui continue de s'exercer sur le peuple tibétain...

L'épisode de l'ouverture des JO marquées par la contestation sur la politique menée par Pékin à l'égard du Tibet a engendré en retour des manifestations d'hostilités à l'égard des entreprises françaises et des menaces de boycott des produits français. La France a semblé stigmatiser l'hostilité et le mécontentement en Chine alors que des manifestations similaires à ce qui s'est passé à Paris ont eu lieu à Londres, Seoul, Nagano au passage de la flamme olympique. Des émissaires ont permis de calmer le jeu. Jean-Pierre Raffarin a rappelé l'amitié franco-chinoise et salué : « une véritable renaissance chinoise à mesure que la Chine retrouve son statut de puissance de premier plan qu'elle avait perdu au XIXème siècle et, avec lui, la dignité d'une civilisation multimillénaire ».

Selon le journaliste du Figaro Pierre Rousselin s'exprimant sur un blog les 24 et 25 avril 2008, il faut toutefois noter que Pékin a adopté une position lui permettant de concéder sur la question tibétaine tout en « gardant la face » et que cette position donne la mesure de l'enjeu : les JO doivent être un succès. Selon lui, « les Chinois voudraient

nous voir saluer leur réussite. Aux Jeux Olympiques notamment. Si nous ne le faisons pas, pensent-ils, c'est parce que nous craignons de perdre notre suprématie. Le Tibet n'est qu'un prétexte. C'est évidemment faux. Mais c'est ainsi que la crise actuelle est perçue en Chine ». Dès lors, on comprend qu'il s'agit bien d'une revanche.

Tandis qu'après les événements de Tiananmen, la politique africaine de la Chine avait constitué un autre moyen de trouver des soutiens et de redorer son image, la stratégie africaine de la Chine fait désormais l'objet de critiques de plus en plus acerbes, en raison notamment de la non conditionnalité de son aide. Pékin en est conscient : « Après avoir été le plus sûr allié de Khartoum ou de Harare, tente aujourd'hui de freiner l'élan guerrier du Soudan au Darfour et n'aide plus Robert Mugabe qu'au compte goutte ». ⁶⁹

Pour autant ces défis ne semblent pas entamer la puissance chinoise. Les Chinois apprennent vite et font preuve d'une grande capacité d'adaptation tandis que la France tente de trouver un équilibre entre la préservation de ses intérêts en Afrique et le maintien de ses liens avec la Chine.

10.2. Défis internes

- La démographie et les questions d'approvisionnement : la Chine doit bien entendu gérer la démographie la plus lourde de la planète et faire face à d'immenses besoins énergétiques...elle serait déjà touchée par le ralentissement aérien....mais poursuit cependant sa croissance ultra-polluante.
- Actuellement l'émigration est encouragée par le gouvernement chinois afin de baisser la pression démographique et enrayer la pollution consécutive. Aider la Chine à trouver des solutions communes sur les grands enjeux rencontrés par le pays permettra de contenir sa montée en force en Afrique.
- Les inégalités internes et la contestation sociale, autrement dit tous les exclus de la croissance chinoise, à commencer par la population paysanne. L'information est soigneusement verrouillée en Chine mais l'ouverture inhérente à la mondialisation laisse présager des tensions lorsque le verrou politique sautera.
- Grâce aux transferts de technologie, certains secteurs commencent à percer significativement, c'est le cas par exemple de l'aéronautique. Malgré les efforts récents, l'armée chinoise accuse encore un certain retard en termes d'équipements de pointe.
- Depuis le début de l'année 2008 et de manière inédite, la Chine est confrontée à une série de catastrophes naturelles : vague de froid, séisme dans le Sichuan au mois de mai puis, inondations torrentielles impactant les cultures, entraînant des risques d'inflation.

11. Perspectives

Les alliances évoluent : « Pékin et Moscou célèbrent leur alliance pour un monde multipolaire » tandis que le Japon tente une riposte face à l'offensive chinoise sur le continent africain. ⁷⁰

Les relations entre les deux pays se sont tendues ces dernières années en raison de leur rivalité pour devenir le leader mondial de l'Asie. Les dirigeants japonais manifestent leur inquiétude au sujet de l'augmentation continue des dépenses militaires chinoises tandis que la Chine perçoit avec une forte désapprobation le révisionnisme croissant du Japon à l'égard de son passé expansionniste et militaire et s'inquiète des projets du Japon de réviser les dispositions pacifistes de la constitution japonaise de 1947.

⁶⁹ MICHEL, Serge et BEURET, Michel: « la Chinafrique, Pékin à la conquête du continent noir », Editions Grasset & Fasquelle, 2008.

⁷⁰ Les Echos du 26.05.2008 et du 28.05.2008

Le rapprochement entre les Etats-Unis et le Japon avec la reconduction et la révision en février 2005 de l'accord stratégique de sécurité bilatéral signé en 1996 contribue à entretenir un climat de méfiance avec la Chine. Enfin, les Etats-Unis soutiennent la candidature du Japon au Conseil de Sécurité, candidature à laquelle la Chine s'oppose fermement en menaçant d'utiliser son droit de veto.

Sur le continent africain, d'autres investisseurs : Allemagne, Brésil, Inde, Russie, rivalisent avec le géant chinois, permettant de rééquilibrer les forces en présence.

12. Recommandations

Selon un article de Marie Joannidis⁷¹, un rapport sur les intérêts économiques français face à l'irruption de nouveaux acteurs en Afrique, préparé en février 2008 par le Conseil des Affaires Etrangères, sous la direction de Michel de Bonnecorse, ancien responsable de l'Afrique à l'Elysée sous la présidence de Jacques Chirac, tire plusieurs recommandations. En préambule, le texte note que le phénomène chinois, par son volume et par son caractère politique volontariste et organisé, masque l'action de nouveaux intervenants (Inde, pays du Golfe, Brésil) dont l'impact ne sera sensible que dans quelques années. Il estime en effet que la présence indienne en Afrique va certes croissant, mais ne représente pour le moment que 10 % de celle de la Chine.

Le rapport préconise notamment que la diplomatie française, tout en reconnaissant publiquement l'apport bénéfique que ces nouveaux acteurs représentent pour l'Afrique, s'efforce d'en atténuer les dérives. Il recommande un dialogue constant avec les dirigeants africains ainsi qu'avec Pékin et New-Delhi sur le sujet. Selon le texte, la voie privilégiée pour faire évoluer les pratiques actuelles est celle du multilatéral, la présidence française pouvant être l'occasion d'accentuer les prises de position de l'UE. Mais le cadre principal pour évoquer le sujet paraît être l'OCDE, qui pourrait contribuer à rallier les pays émergents à un code minimal de bonne conduite en matière d'Aide Publique au Développement.

Pour les auteurs du rapport, l'aide de l'Union Européenne, comme celle de la France, devrait s'orienter vers des projets plus sophistiqués où la concurrence chinoise est moins redoutable, en excluant toutefois un retour à "l'aide liée" qui n'est pas souhaitable. « C'est dans le maintien de notre aide bilatérale et si possible dans l'augmentation de son volume que réside la meilleure réponse aux défis lancés à notre influence et à nos positions économiques », ajoutent-ils, invitant les entreprises françaises à s'adapter à la concurrence chinoise.

On observe déjà que sur des secteurs spécialisés, certaines entreprises réalisent de belles performances : Ainsi, Maroc Telecom, filiale de Vivendi pèse pour 23% du résultat opérationnel du groupe. C'est l'Afrique noire qui offre le plus gros potentiel. Maroc Télécom –Vivendi a pris une part dans les opérateurs en Mauritanie, au Burkina et au Gabon, tandis qu'Orange rachetait cinq opérateurs en Guinée-Bissau, en Guinée, en République Centrafricaine, au Niger et au Kenya. Orange compte doubler le nombre de ses abonnés en Afrique pour atteindre 50 millions d'ici 2010. « La concurrence internationale est rude...mais le potentiel immense »⁷²

Selon nous, la coopération doit évoluer vers une forme plus pragmatique dans son appui au développement économique, en adoptant trois directions principales :

- 1- Accompagnement des entreprises afin d'aider à la spécialisation sur des secteurs de pointe, mais surtout la mise en valeur des compétences locales par l'instauration de filières intégrées. Il s'agit de mettre en place des mesures favorisant l'entreprenariat local et notamment la constitution d'un tissu de micro-entreprises, par exemple, via le parrainage d'entreprises homologues en France et des structures de micro-crédit qui ont montré leur efficacité dans le soutien au développement.

⁷¹ RFI : « France et Chine en Afrique : une coexistence obligée »

⁷² L'Expansion : « Sontel, le fer de lance africain d'orange par Benjamin Neumann et avec Maroc Telecom Vivendi a tiré le bon numéro de Charles-Emmanuel Haquet

Louis-Magloire Keumayou souligne à ce propos le scandale pour ces pays producteurs de matières premières dont les cultivateurs ne peuvent acquérir les produits transformés issus de leur travail. « ...on parle d'accords de partenariat économique mais de quoi parle-t-on précisément ? on n'a pas besoin d'accords de partenariat : nous avons besoin de transferts de technologie, autrement dit que les producteurs de cacao soient capables d'avoir du travail à travers la filière cacao et que ce ne soit pas simplement du cacao qu'on fait sortir à l'état brut et qu'on vend aux belges pour acheter un chocolat au moins quatre fois plus cher que le prix de la tonne de cacao, alors qu'on n'a pas même pas 1kg de chocolat... *tout le débat est là : comment peut on créer de la valeur ajoutée sur tous ces produits de notre sous-sol, avant de le vendre à l'extérieur (...)* aujourd'hui quand on pense chocolat on pense à la Suisse et à la Belgique : alors que c'est le Ghana et la Côte d'Ivoire qui sont les grands producteurs de cacao. (...) Pour le café on pense à l'Italie, si les Italiens produisaient du café...cela se saurait ! Aujourd'hui un paysan qui vend une tonne de cacao cela vaut à peine 1 dollar mais son fils ne peut acheter la plaquette de chocolat dans la plantation du cacao qu'il a produite : comment l'expliquer ? Le pays ne peut pas prélever de taxe là-dessus dès lors qu'il vend à l'état brut tandis qu'on aurait pu créer des entreprises, des taxes ou des zones franches : sur le plan de l'agro-industrie, *il y a toute une série d'outils que nous aurions pu déployer pour que les gens en aient pour leurs frais. A 75 % les économies africaines sont agricoles, il faut donc développer les agro-industries* »

L'incitation à investir et à entreprendre en Afrique doit viser les entrepreneurs et les investisseurs occidentaux mais aussi les jeunes diplômés –Français et Africains- afin que le continent africain retrouve son attractivité et puisse drainer des forces vives. Tendence lourde, les fonds se multiplient ces dernières années sur les zones émergentes. Sur le plan financier, la Chine prend des participations internationales grâce à ses énormes réserves de change. En Chine cette année, la China Development Bank vise une participation de cinq milliards de dollars dans la banque nigériane United Bank for Africa. Pourtant, les entreprises chinoises implantées en Afrique placent leurs fonds aussi bien dans les secteurs très rentables (mines, pêche, exploitation du bois précieux, téléphonie) que dans ceux jugés moins rentables et donc abandonnés par les occidentaux (exploitation de mines de cuivre en Zambie, exploitation du gisement de fer de Belinga au Gabon). En Afrique, les Chinois sont tout aussi présents sur les petites structures et investissent les secteurs traditionnels.

L'axe économique est donc fondamental voire prioritaire : en prologue de leur ouvrage⁷³, les auteurs citent Serge Mombouli, conseiller de la Présidence à Brazzaville : « Les Chinois nous offrent du concret et l'Occident des valeurs intangibles. Mais ça sert à quoi la transparence, la gouvernance si les gens n'ont pas d'électricité, pas de travail ? La démocratie ça ne se mange pas ».

Les Chinois sont « les seuls à nous proposer des packages » selon l'expression du Ministre des Mines guinéen Ousmane Sylla.

Depuis l'application de la réforme imposée par le FMI, la Banque Mondiale et le G7 en Afrique en 1980 censée aider les pays africains à sortir de l'endettement, les dettes extérieures africaines ont au contraire augmenté de 500% et la Chine a réussi à proposer aux pays africains des partenariats qui les séduisent davantage que les solutions préconisées par les instances internationales.

A l'occasion du lancement du second forum Chine – Afrique, la Chine a annulé sans conditions les dettes bilatérales de l'Afrique à son égard pour un montant de plus de 10 milliards de dollars. La Chine a décidé également d'ouvrir davantage son marché aux pays africains et de pratiquer un tarif douanier zéro pour une partie des marchandises provenant des PMA africains et d'assurer en Chine la formation de 10 000 africains en trois ans dans le cadre du fonds de développement des ressources humaines pour l'Afrique.

Si les forums de coopération Chine-Afrique ont surtout permis à la Chine de remporter de nombreux contrats, ces mesures ont également eu une portée symbolique non négligeable au même moment où la France pose la conditionnalité de son aide comme nouveau principe d'intervention.

⁷³ MICHEL, Serge et BEURET, Michel: « la Chinafrique, Pékin à la conquête du continent noir », Editions Grasset & Fasquelle, 2008.

- 2- Incitation à la bonne gouvernance avec le suivi des projets financés par l'aide bilatérale ou multilatérale, mais aussi la formation des élites dans un travail de long-terme afin de favoriser la coopération et les retombées locales.

Pour Axel Poniatowski « c'est une affaire de formation, d'aide *sur place* et de réalisation de projets plutôt que d'abonder les budgets nationaux et ne pas en contrôler l'utilisation. Il faut avoir pour objectif des projets ciblés et mieux former les Africains, notamment les élites. C'est une affaire de plusieurs générations. »⁷⁴

- 3- Appui à l'éducation et au changement social avec, notamment, l'instruction des femmes -selon les objectifs du Millenium- car elles constituent les véritables piliers de la société et de l'économie africaine.

Pour Louis Magloire Keumayou une des clés du changement se trouve dans le système éducatif : « il faut que l'école corresponde un peu à son environnement : quand vous êtes dans une zone rurale et que vous faites un enseignement général, d'emblée c'est une greffe qui ne va pas prendre (...) il faut que ça leur serve ! ».⁷⁵

Alain Joyandet, nouveau Ministre de la Coopération déclarait le 20 juin 2008 « la Coopération française va changer de cap et de voilure »⁷⁶. Dans un article intitulé : « La France prête mais ne donne pas » il explique que la France, coincée entre un budget national serré et ses obligations d'aide au développement, a trouvé la solution : c'est sous forme de prêts bonifiés qu'elle viendra principalement en aide aux pays africains. C'est ce qu'a annoncé Alain Joyandet, en dévoilant les 8 nouveaux chantiers français pour l'Afrique. L'aide devrait essentiellement profiter au secteur privé. L'Hexagone compte ainsi défendre ses intérêts sur le continent noir, sérieusement concurrencés par la Chine.

« Nous allons apporter 1 milliard de plus par an au développement économique (...) l'Afrique s'éveille, est-ce qu'elle s'éveillera avec nous ou sans nous ? Il y a 900 000 Chinois en Afrique et moins de 300 000 Français : vous voyez bien que l'idée qui sous-tend notre proposition c'est d'augmenter cette influence car ne nous y trompons pas, notre coopération est en concurrence.Il faut mettre fin à une période de naïveté ! »

Les chantiers de la coopération française⁷⁷

En plus du milliard d'euros supplémentaire débloqué sous forme de prêts, Paris a identifié huit chantiers de coopération avec l'Afrique.

- Relancer l'agriculture, afin de faire face à l'augmentation des prix alimentaires mondiaux : la flambée des cours des denrées alimentaires, en hausse de 53% les quatre premiers mois de 2008 par rapport à la même période de 2007, a déclenché des « émeutes de la faim » dans plusieurs pays d'Afrique. Paris soutiendra également la croissance africaine.

- La France compte se battre en faveur du droit des femmes, avec la nomination d'une personnalité qui devrait faire des propositions à ce sujet. Le pays renforcera aussi les programmes d'éducation.

- Paris prévoit un triplement du nombre de volontaires internationaux, avec le recrutement notamment de plus de seniors. Ils sont aujourd'hui 4 500 à partir travailler sur des projets en Afrique. Alain Joyandet souhaite porter leur nombre à 15 000.

- La France augmenterait de 50%, d'ici 2012, son aide aux ONG qui s'élève actuellement à 100 millions d'euros.

- Viennent ensuite la révision de certains accords bilatéraux de Défense et une revalorisation de l'aide à la langue française à travers la réorientation de l'audiovisuel extérieur qui, selon Alain Joyandet, doit être

⁷⁴ Axel Poniatowski, interview du 14.02.2008.

⁷⁵ Louis Magloire Keumayou, interview du 28.02.2008.

⁷⁶ www.rfi.fr/actufr/articles/102/article_67684.asp article « La France prête mais ne dépense pas », 20.06.08.

⁷⁷ Ibid.

« réformé », pas « bouleversé ». Le secrétaire d'Etat a précisé, lors de la présentation de ces chantiers, que la « politique de coopération, c'est évidemment l'influence » et « l'influence de la France, c'est aussi la langue française ».

Assurément la France a un rôle à jouer. « Paradoxalement, c'est au moment où l'Afrique se redresse et attire le monde entier que la France semble hors-jeu et plus mal vue que jamais par ses anciennes colonies... tout se passe comme si la France continuait de se perdre en justifications pour quitter sa maîtresse africaine jugée fatiguée, alors que celle-ci est déjà courtisée de toutes parts. Et pourtant, derrière ces quiproquos, ce désamour, cette haine parfois se cache encore un vrai désir de France, toujours présent en Afrique. Demandez à un responsable camerounais qui a fait ses classes en France s'il se réjouit d'envoyer ses enfants apprendre l'anglais ou le chinois et le ton se fait plus sentimental. Non le français reste la référence ». Claude Alphonse N'Silou, Ministre congolais de l'Habitat ne dit rien d'autre : « Après-tout, mes enfants ont reçu une bonne éducation en France et ils sont français. J'aimerais bien rendre service à la France, mais elle ne me donne pas cette possibilité ! La seule chose qui l'intéresse quand elle vient ici, c'est de savoir si les populations ont reçu leurs bulletins de vote, alors que voulez-vous, ce genre de relations commence à nous agacer »⁷⁸.

Tandis que la Chine surprend par la puissance des synergies qu'elle met en place à tous les niveaux de la société et par l'appui de l'Etat au secteur privé, la France doit opérer une révolution des mentalités pour un changement d'attitude vis-à-vis de l'Afrique.

« En Afrique, les Chinois n'hésitent pas à s'implanter dans les zones de conflit et à s'attaquer aux chantiers difficiles. Leur courage et leur force de travail fait l'admiration des Africains qui apprécient aussi leur attitude humble et discrète, à l'opposé de l'attitude des ressortissants des anciennes puissances coloniales »⁷⁹.

Vis-à-vis de la Chine, il s'agit également de mener une politique pragmatique pour coopérer « sans faire perdre la face ». Paris et Pékin ont de nombreux points de dialogues et intérêts communs sur la zone asiatique (Birmanie), sur la diplomatie multipolaire (les deux pays sont membres du Conseil de Sécurité) et enfin sur les grandes questions transversales (défi climatique...).

Le prologue de l'ouvrage *La Chinafrique, Pékin à la conquête du continent noir*, cite : « l'entrée de la Chine sur la scène africaine pourrait bien représenter pour Pékin son couronnement de superpuissance mondiale, capable de miracles aussi bien chez elle que sur les terres les plus ingrates de la planète. Et pour l'Afrique, cette rencontre marque peut être le rebondissement tant attendu depuis la décolonisation des années 60, de son heure qui sonne enfin, du dernier espoir des 900 millions d'Africains, le signal que plus rien ne sera comme avant ».

A la veille des Jeux Olympiques et de l'exposition universelle de Shanghai de 2010, le monde entier a les yeux rivés sur la Chine. Pour Pékin, c'est un rendez-vous avec l'histoire et une autre occasion de démontrer sa toute puissance.

Cette mutation apporte aussi de nouvelles opportunités sur le Vieux Continent, tandis que les grandes puissances sont obligées de repenser les modèles, le fonctionnement de leurs organisations internationales et le rôle de leur propre société civile dans une démarche gagnant-gagnant pour la croissance et la maîtrise des enjeux internationaux.

⁷⁸ La Chinafrique : la Chinafrique enterre la Françafrique, p. 166

⁷⁹ MICHEL, Serge et BEURET, Michel: « la Chinafrique, Pékin à la conquête du continent noir », Editions Grasset & Fasquelle, 2008.



En chinois,
crise se calligraphie WEI-JI,
ce qui signifie menace et opportunité

Crédit image :
www.heiderich.fr/consultant-communication-de-crise.html

Conclusion

Le développement des relations sino-africaines constitue pour la France une occasion d'identifier et d'évaluer les propres faiblesses de sa présence en Afrique ainsi que les risques entraînés par sa perte de terrain dans cet espace, son pré carré pendant longtemps. Certes la stratégie de puissance de la Chine met en exergue les lacunes du modèle français et européen en général. Mais elle constitue aussi un défi pour les relations extérieures françaises et surtout une véritable opportunité pour l'Etat français de démontrer que lui aussi peut faire preuve de dynamisme et de pragmatisme en appuyant le développement d'un tissu économique de micro-entreprises africaines compétitives et en contribuant à mettre en route la machine à innovation en Afrique.

Dans un contexte où l'économie mondiale peine à créer les ressources nécessaires pour satisfaire la croissance des pays émergents et le développement démographique, l'objectif n'est pas de rendre la Chine plus pauvre mais de faire une Afrique plus riche, et ce, de façon endogène.

L'analyse de la pluralité des points de vue recueillis nous a permis de constater qu'il existe davantage de convergences que de divergences entre les différents acteurs impliqués. Plus que jamais, il est important de créer une synergie à partir de ces points de convergence afin de bâtir une relation France-Afrique durable, permettant une véritable insertion de l'Afrique dans la mondialisation.

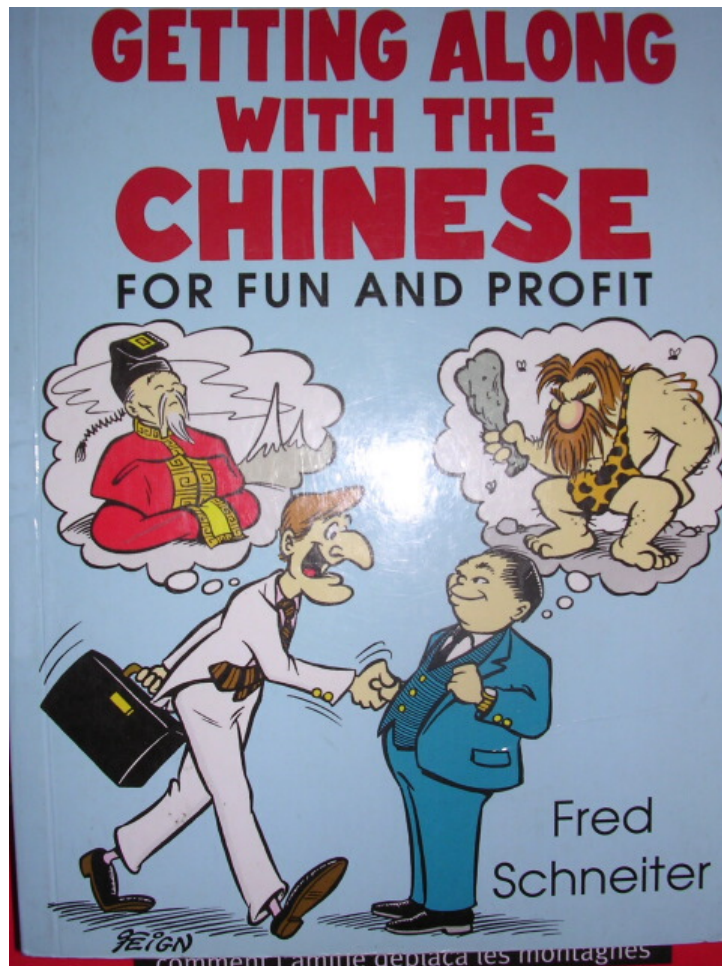
La quantité d'informations existantes depuis quelques années au sujet de la présence chinoise en Afrique nous amène à nous demander comment ni politiciens, ni économistes n'ont pu véritablement prévoir l'essor exceptionnel de la Chine, la dégradation progressive de l'Afrique, ni le développement de la Chine en Afrique. S'agit-il d'un manque de vision des propres intérêts à moyen et long terme ou plutôt d'un manque de dynamisme et de réactivité ? Selon Christophe Stalla-Bourdillon : « nous avons de très bons rapports qui informent de tout, mais on ne fait rien... En France, pour vous expliquer comment marquer le but, vous trouvez plein de gens mais pour marquer le but, vous ne trouverez personne. En France, on magnifie la belle analyse mais trouver celui qui prendra le risque à la fin ce sera beaucoup plus dur. C'est le maillon qui nous manque, celui qui prend le risque. »

Pierre Jacquet, chef économiste de l'Agence Française de Développement rappelle que « il n'y a pas de modèle universel de la croissance économique et que de nouvelles contraintes (tensions énergétiques, hausse du prix des matières premières, etc.) affaiblissent encore les raisonnements analogiques fondés sur l'étude des épisodes de croissance connus ». C'est pour cette raison que « le problème de la croissance repose plus que jamais, sans surprise, sur le savoir-faire plutôt que sur le savoir, et, de fait, sur le décideur, plutôt que l'expert. C'est aussi la raison pour laquelle on peut exclure tout déterminisme de la pauvreté et du sous-développement ».

Courrier International dans son numéro de juillet 2008 reprend un article du *Wall Street Journal* se réjouissant du fait que la démocratie progresse en Afrique : « Du Mali à l'Afrique du Sud, en passant par le Ghana, onze pays possèdent un système d'alternance politique (...) mais les changements sont encore lents » regrette la Gazette du Golfe.

Certainement, les grandes puissances ont un rôle à jouer pour accompagner cette transition et encourager les plus jeunes générations à relever les défis de leur continent.

En attendant, l'Afrique continue d'afficher un taux de croissance annuel entre 5 et 7%, porteur de promesses pour qui saura s'adapter aux évolutions d'une économie ouverte.



« Il faut savoir également que pour le peuple chinois ceux qui nous ont emprunté les idéogrammes -notre écriture-, l'usage des baguettes, sont des barbares sinisés, c'est-à-dire des barbares cuits. Les Occidentaux sont des barbares crus. Ceux qui connaissent un peu la Chine doivent connaître l'histoire. Et par définition, les barbares crus, sont des gens bizarres, incompréhensibles. La meilleure preuve est que certains ponts en Chine sont en zigzag . Parce que comme les dragons, les Occidentaux vont toujours tout droit, et comme ça, ils ne peuvent pas avancer ! »

Jacques Van Minden, Point de Veille N° 6 – Ecole Militaire – 28 02 2008.

Bibliographie

AICARDI DE SAINT-PAUL, Marc, « La Chine et l'Afrique, entre engagement et intérêt », Géopolitique africaine, n°14, Paris, printemps 2004.

ALBERT, Eric : « Les gérants font une timide percée sur le continent africain » dans Marchés et Finances, La Tribune, 4 mars 2008

AP Associated Press : « Arrivée de Nicolas Sarkozy en Afrique du Sud », 28 février 2008

Commandant MBAYE CISSE : « L'affirmation d'une stratégie de puissance : la politique africaine de la Chine », dans www.diploweb.com/forum/chine01102.htm

CHALLENGES.fr : « Afrique du Sud : Alstom signe un contrat de 1,4 milliard, dans www.challenges.fr , 3 mars 2008

GOULET, Nathalie ; STALLA-BOURDILLON, Christophe : « Constituons un fonds souverain français », dans Tribunes, La Tribune, 18 mars 2008.

HARBULOT, Christian ; LUCAS, Didier : « Les chemins de la puissance », Ecole de Guerre Economique, Editions Tatamis, 2007

HASKI, Pierre : « Premier tapis rouge pour la Chinafrique », dans Liberation.fr, 3 novembre 2006

HUBERT-RODIER, Jacques : « Une nouvelle doctrine de la France en Afrique », dans Idées, Les Echos, 6 mars 2008

HUBERT-RODIER, Jacques ; TOVI, Laurence : « L'Afrique entre démons et mutations » dans Idées, Les Echos, 11 février 2008

LE MONDE.fr: « A Taïwan, l'élection présidentielle a été dominée par les relations avec la Chine » 22 mars 2008

LE POINT: « Poncelet : la Chine est prête à reprendre le dialogue avec le Tibet » 24 avril 2008

MARTHOZ, Jean-Paul : « Darfour, la prochaine fois à Pékin ! » dans Le Soir, édition du 22 janvier 2007

MAUREL, Chloé: « La Chine et le monde, constats et enjeux », Studyrama perspectives, 2008

MICHEL, Serge et BEURET, Michel: « la Chinafrique, Pékin à la conquête du continent noir », Editions Grasset & Fasquelle, 2008

MFI : XXIVème sommet Afrique-France : « Chine, Inde, Brésil... : Coup de projecteur sur les nouveaux partenaires de l'Afrique » dans www.diplomatie.gouv.fr/fr/pays-zones-geo_833/afrique_1063/sommets-afrique, date de consultation : 22 janvier 2008.

NIQUET, Valérie : « Quel avenir pour les relations UE-Chine ? », interview de Marion Zipfel publié sur Radio86 <http://www.radio86.fr> , FutuVision Media Ltd. 2007, date de consultation 9 février 2008

NIQUET, Valérie : « La stratégie africaine de la Chine » dans *Revue des Revues*, sélection de janvier 2007 (publication initiale dans *Politique étrangère*, 2^{ème} semestre 2006)

NIVELLE, Pascale : Chine, « la ruée vers Canton des commerçants africains », dans Libération.fr, 3 novembre 2006, www.liberation.fr/actualite/monde/21477.FR.php

PANAPRESS : « La CEDEAO décidée à conclure un APE axé sur le développement : les APE sont jugés inévitables pour la plupart des pays africains », Lagos, 29 février 2008

PANAPRESS : « Yar'Adua pour un partenariat stratégique avec la Chine : le président nigérian a entamé jeudi une visite officielle en Chine » , 29 février 2008

RFI : « La France va-t-elle quitter l'Afrique ? », article publié le 29 février 2008

RFI : « Nicolas Sarkozy en visite officielle en Afrique du Sud », article publié le 28 février 2008

RFI : « Des accords militaires obsolètes », article publié le 28 février 2008

SARKOZY, Nicolas: allocution prononcée à l'Université de Dakar, 26 juillet 2007, dans www.elysee.fr/elysee/root/bank/print/79184.htm

SCHULDERS, Guy : « La présence chinoise en Afrique », Enjeux diplomatiques et stratégiques 2007. C.E.D.S. Economica. 2007

SERVANT Jean Christophe : « Ambivalences du commerce Sud-Sud- La Chine à l'assaut du marché africain »- Le Monde Diplomatique, mai 2005

SEVERINO, Jean Michel : « La Chine s'installe en Afrique », dans Up2News 2004, 17 octobre 2006

THE ECONOMIST : International « The host with the most ; Africa and China », London, May 1, 2007. Vol.383, Iss.8529; pg 58

THE ECONOMIST :Global Agenda: "A warm embrace", Economist.com, London, Juin 21, 2006. pg1

THE ECONOMIST :Global Agenda: "A cautious welcome China and Africa", Economist.com, London, February 5, 2007, p.1

THOMPSON, JP, « le grand jeu de la Chine en Afrique » dans Journal Alternatives 2007 Volume 14 – N° 02

Y.A. WATANI, « Sahara : pour une Union Méditerranéenne prospère », dans www.yawatani.com , dernière consultation 13 mars 2008

XIONG, G. « China's Defense Policy and Sino-African Relations », International Strategic Studies, n°3, 1997

ZIPFEL, Marion Radio 86 – France (:<http://www.radio86.fr/la-chine-en-profondeur/les-medias-et-la-chine/3476/chine-afrique-quelle-cooperation>) , dernière consultation le 30 juin 2008.

ZOELLICK, Robert -Président du Groupe Banque Mondiale- : son discours « Façonner l'avenir pour la mondialisation solidaire et viable », Assemblée Annuelle, Washington ; 22 octobre 2007

Links et sites web consultés:

<http://www.ambafrance-cn.org/spip.php?article4542&lang=fr>

<http://blogs.abcnews.com/politicalradar/2008/04/mccain-takes-in.html>

http://blog.lefigaro.fr/cgi-bin/mt/mt-search.cgi?tag=Chine&blog_id=18

<http://blogs.reuters.com/africa/2008/06/09/what-would-obama-do-for-africa/>

<http://www.grioo.com/info10841.html>

<http://www.fenetreeurope.com/php/page.php?section=actu&id=9651>

<http://www.rue89.com/2008/03/20/omar-bongo-a-eu-la-peau-de-jean-marie-bockel>

<http://www.lepoint.fr/actualites-politique/l-homme-qui-a-tue-bockel/917/0/232476>

<http://www.lefaso.net/spip.php?article7983>

www.cellulefrancafrique.org : article « le discours de Sarkozy au Cap, nouvelle promesse de rupture »

www.voanews.com

www.diplomatie.gouv.fr

www.french.xinhuanet.com

www.liberation.fr

www.survie-france.org

Annexes

Interviews

- a. Interview de Louis-Magloire Keumayou le 28.02.2008
- b. Interview de Christophe Stalla-Bourdillon le 23.02.2008

Point de veille N°6 sur le thème :

« Comparaison et mise en perspective des pratiques d'Intelligence Economique américaines, chinoises, européennes : exemples de leurs impacts en Afrique », Ecole Militaire, Paris, le 28/02/08

- c. Présentation du Général Schaeffer (CR)
- d. Présentation de Jacques Van Minden



crédit image : http://aublanc.typepad.fr/michel/images/afrika_china.jpg

Interview de Louis-Magloire Keumayou

Président de l'Association de la Presse Panafricaine (APPA)

28.02.2008

Que pensez-vous de l'attitude de la Chine en Afrique ?

La position vis-à-vis de la Chine ne dépend pas que des pays : au sein des pays les positions ne sont pas aussi homogènes qu'on le pense. Si vous demandez aux artisans au Mali s'ils sont contents que les Chinois soient là, ils vous diront la même chose : dans l'artisanat ils font de plus en plus de faux, que ce soit des pagnes ou des objets sculptés. Ils sont en train de pénétrer le marché avec une réelle agressivité et vendent déjà moins cher. Au Togo et au Bénin, ils supplantent les Nana Benz, les femmes qui vendent des pagnes : les Chinois copient le motif, le répliquent à échelle industrielle et le vendent au moins quinze fois moins cher. Ils gagnent beaucoup d'argent avec cela et ça pose un réel problème. Ils concurrencent la population locale à tous les niveaux et dans tous les secteurs d'activité, y compris la vente de beignets dans les quartiers populaires. Les Africains ne vous diront pas qu'ils sont contents

Mais il ne faut pas se voiler la face : que ce soit les Chinois ou les Occidentaux pris tous ensemble, c'est pareil. Personnellement, je ne vois pas de différence fondamentale. Si le péril jaune était si grave que cela personne n'irait en Chine, or tout le monde va faire des affaires en Chine et les Africains également : c'est donc que chacun y trouve son intérêt ! Il s'agit maintenant savoir jusqu'où les intérêts peuvent aller. Est-ce qu'on va se taire complètement devant les Chinois parce qu'ils ont besoin de matières premières et que nous avons besoin de leur argent ? Il faut malheureusement constater que la plupart des dirigeants sont en train de travailler à très court terme. Ils se disent qu'ils ont des difficultés de trésorerie et besoin de payer leurs fonctionnaires à la fin du mois, et comme ils ne peuvent obtenir de traite sans conditionnalités intenable, ils se tournent vers les Chinois qui fermeront les yeux. De plus, s'ils ont des soucis au Conseil de Sécurité, les Chinois les défendent

Le point positif pour l'Afrique, c'est que pour la première fois il y a une concurrence sur place et plusieurs acteurs entre lesquels ils peuvent choisir ?

Tout à fait ! C'est pour cela que lorsque cette personne ⁸⁰ dit : « tous contre les Chinois », cela me fait rire !

Il y a un aspect sur les Chinois qu'on ne dit pas beaucoup et qui est tout de même l'élément déterminant dans cette relation : la plupart du temps, les Chinois arrivent en disant « de quoi avez-vous besoin ? Faites-nous un cahier des charges et on s'en tiendra à ce cahier des charges ». Malheureusement ce sont les dirigeants qui peuvent présenter le cahier des charges, ce n'est pas la population. Si vous dites : « nous avons un chantier sur lequel vous nous faites la proposition la moins chère mais en n'amenant pas vos employés, ou bien en amenant vos employés mais ce n'est pas grave car on n'a pas de main d'œuvre qui pourra travailler mais on fera avec, la seule

⁸⁰ L'interviewé fait référence au discours d'un des intervenants au 6^{ème} Point de Veille – Ecole Militaire – 28 02 2008

chose c'est qu'il faut que ce soit livré », alors ce n'est pas la faute aux Chinois si vous n'y pensez pas ! Pensez-y pendant que vous négociez ! S'il vous répond qu'il le fait en cassant le prix par 80% par rapport au prix du marché, dès lors il y a des répercussions sur la main-d'œuvre, et malheureusement, les dirigeants africains ne prennent pas cela en compte. Ce qu'ils voient dans l'immédiat, c'est qu'ils ont 80% moins cher que sur le marché donc ils prennent. Tout le problème est là. S'ils vous disent « dites-moi ce dont on a besoin ! » eh bien dites que nous avons besoin d'un bâtiment correct, mais que nous avons également besoin en échange de tenir compte des besoins des populations, car cela marche aussi comme ça

C'est en cela que la situation peut être périlleuse pour le continent, les gens jouent vraiment à très court terme et à court terme on ne gagne rien car ce n'est pas un investissement qui compte pour les générations à venir. On pare les coups comme ils tombent : un coup qui tombe sur la gauche nous allons tous à la gauche et quand il vient à droite, on change toute la stratégie, on quitte la gauche on va à droite et on revient au centre, c'est vraiment de la navigation à vue !

L'Afrique du Sud est assez remontée ?

Pour l'Afrique du Sud, il y a la question du leadership dans la construction de l'Union Africaine. Certains pensent qu'il faut faire les Etats-Unis d'Afrique tout de suite et d'autres pensent qu'il faut avancer par cercles concentriques, c'est-à-dire faire d'abord des unions régionales qui soient puissantes et puis avancer sur l'échelle occidentale. L'Afrique du Sud fait partie de ceux qui souhaitent privilégier la construction régionale, par exemple au niveau de la SADC qui reste l'un des espaces les plus dynamiques du continent, hormis le Zimbabwe. Par exemple, le Kenya, avant les événements récents, avait un taux de croissance qui faisait envie. Mais globalement, il s'agit d'une position qui n'est pas très partagée. Quand M. Kadhafi vient avec ses dollars et dit « soutenez-moi pour les Etats-Unis d'Afrique », il divise très rapidement les gens, même si la position qui a permis de générer l'Union Africaine aujourd'hui et non pas les Etats-Unis d'Afrique est justement celle de l'Afrique du Sud. L'idée était de dire que tous les pays ne peuvent pas se réunir tous en même temps dans une fédération et qu'il faut passer par des cercles concentriques. Ainsi, en 1963, lorsque les pays africains ont lancé l'idée, ils ont été obligés de faire des unions régionales avec l'UEA, la SENAC et aujourd'hui ils veulent passer à l'étape supérieure : celle d'une fédération directement mais les avis sont partagés. L'Afrique du Sud dispose d'un programme de renaissance de l'ANCA à travers Mandela et le président actuel de l'Afrique du Sud, qui met justement en avant tous les éléments qui permettront à l'Afrique d'avoir une véritable renaissance à la fois sur le plan intérieur et à l'échelle internationale en tant que continent qui compte. Pour l'Afrique du Sud, la concurrence de la Chine vient quelque peu amoindrir son influence sur les autres pays : jusqu'à présent l'Afrique du Sud avait le leadership. A présent avec l'Angola et le Nigeria, les contrats passent directement avec la Chine. La vraie ligne de fracture entre les pays qui comptent est arrivée avec le projet de réforme du Conseil de Sécurité : lorsqu'il a été déclaré qu'il fallait qu'un pays africain entre au Conseil de Sécurité il y a eu de vraies batailles et les acteurs se sont vraiment entre-déchirés

Lors du sommet UE-Afrique de Lisbonne, un participant s'est plaint en disant qu'on en fait trop avec les Chinois. Il avait besoin de tracteurs pour cultiver les champs : au niveau européen pour passer la commande il lui a fallu six mois pour trouver le bon

interlocuteur alors qu'avec les Chinois, en moins de trois mois, il a eu ses produits livrés : tous ces éléments entrent en ligne de compte. Selon moi, si l'Afrique veut vraiment tirer son épingle du jeu, il ne s'agit pas de jouer les intérêts des uns contre ceux des autres, c'est ridicule et puéril et on retombe dans les travers de la période de la guerre froide, la naïveté, voire la bêtise en plus. L'intérêt aujourd'hui c'est de dire : nous avons plus de la moitié de la population qui vit au-dessous du seuil de pauvreté, comment fait-on pour relever le niveau de vie des gens afin de leur permettre d'accéder aux soins, à la scolarité etc.

La réforme est bloquée ?

Aujourd'hui avec les jeunes ça bouge ! Quand ils passent la journée à nous seriner avec les chiffres sur la croissance : « vous faites 4% de croissance » et ça fait 5 ans que vous êtes dessus, c'est très bien mais c'est comme le soleil qui se lève : on voit le soleil briller mais on attend qu'il brille aussi chez nous ! Faites tomber les fruits de la croissance et si on ne les voit pas tomber, secouez-la. C'est pour cette raison que les gens sont fâchés : ils ont entendu parler d'un taux de croissance intéressant et stable, voire de plus en plus en évolution, alors ils prétendent : « faites-nous bénéficier de cela et cela ne va pas s'arrêter de pousser ». Mon espoir est qu'avec cette compétition entre les partenaires, au moins les gens pourront faire un choix, c'est comme un appel d'offre lancé vers des partenaires pour mener à bien des projets : « est-ce que vous êtes prêts à travailler avec nous et qu'est ce que vous proposez ? » Chacun amène ce qu'il a. Si les dirigeants présents ne sont pas prêts à le faire on va les aider. Moi je suis plutôt optimiste même si ça va être très difficile

Si nous prenons de façon très prosaïque la question de la santé, nous avons un problème de sida clairement défini. Aussi, il faut donner aux gens les moyens de tenir puisqu'on ne peut pas les soigner. Pour cela nous avons les médicaments génériques mais pourquoi refuser aux gens de fabriquer les produits génériques chez eux ? Avec la Chine, le Brésil, l'Inde, on pourrait obtenir ces médicaments mais le problème c'est que les laboratoires français, britanniques et américains estiment qu'ils ont beaucoup investi et que ce n'est pas normal que les gens puissent en bénéficier sans qu'ils (les laboratoires) en profitent. Il faut dire : on « vous a entendu, on vous a compris, comprenez-nous également »

On a parlé de xénophobie à propos des étudiants africains en Chine ainsi que sur le continent africain vis-à-vis des Chinois, y a-t-il une réelle problématique ?

A propos de la situation en Chine, nous recevons souvent des nouvelles et je sais qu'il existe de vrais problèmes mais je ne suis pas au courant précisément des faits. Pour ce qui se passe sur le continent, même s'il y a une réelle vie en autarcie, les Chinois sont obligés de socialiser avec les autres ! Je suis allé au Mali, j'ai rencontré de nombreux Chinois qui s'exprimaient en bamana...je cherchais mon chemin je pensais qu'il s'agissait de Maliens, en fait c'était un Chinois et un Malien. A l'inverse, aujourd'hui au Cameroun les Chinois sont dans les petits commerces mais aussi dans le marché de la prostitution pour des prix très faibles. Je ne sais pas si on peut encore parler de « ghettoïsation » à ce niveau là ! De la même manière, ils vendent à présent des beignets, un produit traditionnel puisque tous les écoliers mangent des beignets. Ils sont donc vraiment en contact avec la population. Par exemple, dans le bâtiment ils sont obligés de travailler ensemble. Il n'y a donc plus autant de barrières et le seul

domaine où ils restent ensemble c'est peut être la restauration. Par contre, en Chine, il existe de vrais problèmes mais on les apprend au coup par coup. Comme en ancienne Union Soviétique, aujourd'hui le couvercle de la discipline, de l'idéologie ainsi que la peur des représailles permet encore de contenir la xénophobie car la situation est plutôt contrôlée mais lorsque le pays va s'ouvrir ce sera plus visible encore.

Sur la dette, fallait-il faire quelque chose ?

Moi je ne pense pas qu'il faille annuler la dette, car il s'agit de l'argent des impôts, autrement dit les miens et les vôtres... il faut que ce soit bien géré ! C'est illusoire, mais ce qu'il faut c'est rendre moral la gestion de la dette. Ce qu'il faut dire c'est : « votre pays a emprunté tant au FMI, en France, à l'Union Européenne et il doit rembourser, actuellement il a remboursé tant, le service de la dette est de tant ». On fait un petit équilibre entre les deux et si le service de la dette est déjà plus important que la dette à rembourser il faut peut être revoir le montant à rembourser mais on ne pas dire qu'on ne peut pas rembourser ce n'est pas sérieux ! Le principe c'est « je te prête et tu me rembourses ». Ce qu'il faut, c'est surtout faire un audit du service de la dette. Depuis 50 ans en France, à gauche comme à droite, on n'a jamais regardé à quoi la dette a servi. En fait, l'argent a servi à soutenir des régimes corrompus, l'argent est entré et reparti aussitôt, sans que la population en ait vu la couleur. Il faut que la France et les autres pays qui ont prêté l'argent disent : « on vous a prêté tant d'argent vous avez remboursé tant. On ne va pas trop s'attarder sur la façon dont cet argent a été utilisé mais comme vous avez remboursé tel montant, que vous avez payé un service de la dette qui s'élève à tant, on trouve un compromis sur lequel personne n'aura l'impression d'être lésé» mais on ne fait pas croire aux gens qu'on va annuler la dette. Il ne faut pas non plus donner l'impression aux gens que ce sont des irresponsables !

M. Axel Poniatowski est pessimiste sur la situation africaine. Selon lui, dans le futur l'argent passera directement par les organismes internationaux...

Je trouve incroyable de dire que l'incivisme fiscal en Europe est intolérable mais que sur le continent africain c'est incontrôlable- en raison des nouvelles technologies : c'est tout à fait contrôlable. Dès que l'on tape sur un maillon de la chaîne, on sait où est passé l'argent ! Ce n'est pas si compliqué que cela

Dans une émission récente sur France 5, vous avez soulevé une question sur les biens de certaines élites ?

Aujourd'hui on peut évaluer qui a quoi et où. Je pense que ce n'est pas sorti dans *Le Monde* gratuitement : je crois qu'on est en train de tester la capacité de résistance des uns et des autres, le fait que la police ait sorti cette liste pour secouer les dinosaures de la Françafrique : Bongo, Sassou et voir s'ils peuvent résister à cette charge. S'ils le font comme Deby l'a fait, tant mieux on verra comment négocier après, mais sinon on les balaie, je ne crois pas que ce soit du à la perspicacité des journalistes, ce n'est pas un hasard car il y a plein d'autres sujets. Pour moi, il n'y a rien eu de tel, c'est un jeu

Concernant la Françafrique, entre l'idée de changer et le changement lui-même, ça va prendre du temps car ce n'est pas les politiques qui dirigent mais ce sont les entreprises donc on ne peut pas interdire à un chef d'entreprise qui ramène des

capitiaux de l'étranger d'avoir des collusions avec les régimes politiques dans les pays où il se trouve : c'est son argent

Je crois que de façon générale, si l'UE et les Etats-Unis interviennent de façon aussi agressive aujourd'hui c'est qu'ils ont le sentiment de perdre pied sur le terrain africain avec la pression des Chinois. Contre les Chinois, il faut agir même si la stratégie n'est pas encore clairement définie, tout le monde est d'accord qu'il faut faire quelque chose pour contrer l'offensive chinoise. L'UE a lancé les journées européennes du développement, je ne sais pas comment elle va réagir mais on voit qu'il y a besoin de répondre rapidement : les Européens disent « faites-nous confiance, on ne va pas vous piller, on ne va pas vous embêter davantage et faire tout ce que les Chinois font de mauvais chez vous » !

Avec la fin de la Guerre Froide on avait l'impression que l'Afrique ne valait plus rien puisque tous les projets avaient été réorientés vers la reconstruction de l'Europe de l'Est et que l'Afrique paraissait comme une calebasse trouée : à quoi bon mettre de l'argent en Afrique, de placer les pays au cœur des enjeux diplomatiques internationaux ? Avec l'arrivée des Chinois on se rend compte que ce raisonnement n'est plus si fondé que ça, et on revoie les positions antérieures qui avaient présidé aux relations avec les pays africains depuis le milieu des années 90. Cette remise en cause n'est pas si cohérente, on entend la France parler de tuer la Fançafrique on entend N. Sarkozy parler de rupture mais très concrètement on ne voit pas comment ce discours prend corps sur le terrain, on attend encore : on parle d'accords de partenariat économique mais de quoi parle-t-on précisément ? on n'a pas besoin d'accords de partenariat : nous avons besoin de transferts de technologie, autrement dit que les producteurs de cacao soient capables d'avoir du travail à travers la filière cacao et que ce ne soit pas simplement du cacao qu'on fait sortir à l'état brut et qu'on vend aux belges pour acheter un chocolat au moins 4 fois plus cher que le prix de la tonne de cacao, alors qu'on n'a pas même pas 1kg de chocolat... tout le débat est là : comment peut on créer de la valeur ajoutée sur tous ces produits de notre sous-sol, avant de le vendre à l'extérieur, car non seulement nous sommes assujettis aux lois du marché international sur lequel, en tant que producteurs, nous n'avons aucune prise car on ne fixe pas le prix, mais en plus d'être spoliés, aujourd'hui quand on pense chocolat on pense à la Suisse et à la Belgique : alors que c'est le Ghana et la Côte d'Ivoire qui sont les grands producteurs de cacao. Il n'y a aucune logique là dedans ! Pour le café on pense à l'Italie, si les Italiens produisaient du café...cela se saurait ! Aujourd'hui un paysan qui vend une tonne de cacao cela vaut à peine 1 dollar mais son fils ne peut acheter la plaquette de chocolat dans la plantation du cacao qu'il a produite : comment l'expliquer ? Le pays ne peut pas prélever de taxe là-dessus dès lors qu'il vend à l'état brut tandis qu'on aurait pu créer des entreprises, des taxes ou des zones franches : sur le plan de l'agro-industrie, il y a toute une série d'outils que nous aurions pu déployer pour que les gens en aient pour leurs frais. A 75 % les économies africaines sont agricoles, il faut donc développer les agro-industries

Que demande-t-on à la France ?

C'est déjà de rendre les gens concurrentiels, afin que les besoins des pays africains ne satisfassent pas les besoins des autres mais les besoins locaux sans avoir recours à l'argent. Les économies de rente (bananes, café, cacao) comme c'est le cas aujourd'hui, c'est positif car elles amènent des devises puisqu'on les vend à l'étranger

et que c'est acheté en devises mais d'un autre côté lorsqu'une population meure de faim parce que le cacao est très mal vendu et du fait que c'est mal vendu on ne peut pas répartir le fruit de ce commerce sur la population, ce qu'il faut c'est aider cette population-là à faire une culture qui lui permet d'être auto-suffisante et faire en sorte qu'une fois qu'ils ont satisfait la demande locale, ils soient capables d'exporter vers les zones où on ne peut cultiver ces produits. Les désastres qu'on a en Afrique de l'Ouest à cause de la sécheresse ou des criquets pèlerins a pour conséquence que nous sommes incapables d'avoir des cultures vivrières dans ces zones. On ne va donc pas mener un combat perdu, mais on peut faire en sorte que les produits en excédent cultivés en Afrique équatoriale (Cameroun, Congo) soient exportés en Afrique de l'Ouest sans grande difficultés et que les voies de communication terrestres, ferroviaires, aériennes puissent se faire : le mil, les céréales et le blé qu'on produit en Afrique de l'Ouest peuvent être utiles en Afrique centrale et de la même manière pour les pâturages en Afrique centrale ou plus bas en Afrique de l'Ouest. Il y a des passerelles qui peuvent être utiles entre les régions et entre les pays. Même au niveau local, il s'agit déjà de permettre que les gens équilibrent leurs besoins : ce qu'il y a en excédent, je peux le donner à l'autre, et ce qu'il a en moins, il le trouve auprès de moi car les besoins sont réduits à leur plus simple expression. Après seulement on peut rêver d'aller conquérir le marché international mais on ne peut pas mener de front ces deux types de combat. Je me souviens qu'au Cameroun lorsque le café et le cacao se vendaient très mal dans les années 90, les planteurs coupaient les plants et il a fallu envoyer l'armée pour les en empêcher « si on ne peut pas faire en sorte que la culture du café et du cacao permettent d'envoyer les enfants à l'école, ça ne sert à rien ». Il faut donc planter des cultures qu'on peut consommer sur le champ : on va jardiner et s'en occuper. Il faut revenir sur des choses basiques mais efficaces.

Le ferment du changement ?

Je crois déjà dans le système éducatif : il faut que l'école corresponde un peu à son environnement : quand vous êtes dans une zone rurale et que vous faites un enseignement général, d'emblée c'est une greffe qui ne va pas prendre. Ce sont leurs impôts, il faut que ça leur serve !

Il faut également repérer des leaders d'opinion car des têtes devront être remplacées tôt ou tard. Le changement passe également par l'urbanisme

*

* *

Louis-Magloire Keumayou

D'origine camerounaise Louis-Magloire Keumayou est Président de l'Association de la presse panafricaine (APPA). Cette association sert de trait d'union entre les journalistes africains du continent et de la diaspora

Il a d'abord exercé son activité à Kiev, en Ukraine, avant de s'établir en France où il est le correspondant pour l'Europe du quotidien camerounais "Le Messenger", premier journal privé camerounais à traiter la vie politique du pays

Il est également correspondant pour Radio Vatican ainsi que pour la BBC

Sources :

http://www.france5.fr/c-dans-l-air/index-fr.php?page=biographie&id_article=245

<http://www.tv5.org/TV5Site/kiosque/intervenant.php?id=95>

Interview de Christophe Stalla-Bourdillon

Consultant en Intelligence Economique

23.02.2008

CSB : Christophe Stalla-Bourdillon MB : Marie Bal LV : Laura Valentin

CSB - J'ai vu le thème de votre recherche dans votre mail, mais précisément qu'est ce que vous souhaitez ?

MB- C'est avoir votre analyse et votre expérience. Nous faisons de recherches mais nous pensons que les témoignages de ceux qui sont confrontés à la présence de la Chine en Afrique sont tout aussi intéressants : ce qu'ils observent et leur analyse. Nous avons rencontré Monsieur Poniatowski et nous rencontrerons aussi un journaliste africain la semaine prochaine : Louis Magloire Keumayou. Journaliste de RFI et président de l'Association de la Presse Panafricaine. Nous souhaiterions donc recueillir différentes visions

CSB- Afrique francophone ou anglophone ? C'est différent ...

LV- Francophone. Donc concrètement nous souhaiterions avoir votre point de vue concernant les enjeux pour la France ainsi que les éventuelles opportunités face à la présence de la Chine en Afrique

CSB- Il y a deux manières pour les Français de devenir plus riches, soit tout prendre et ne rien laisser pour les Chinois, soit rendre l'Afrique plus riche, et à ce moment là, nos entreprises françaises deviendront plus riches. Je dirais que le problème c'est que pendant longtemps l'Afrique a été une chasse gardée des sociétés françaises mais l'Afrique est pauvre. Je pense qu'aujourd'hui il faut changer de paradigme, il faut faire une Afrique beaucoup plus riche d'abord. Et si l'Afrique est plus riche, alors il y aura plus d'opportunités pour les entreprises françaises. C'est comme pour le Plan Marshall.

Je commencerai par un exemple que je présente souvent à Nancy où je suis professeur de macroéconomie et intelligence économique. Je suis frappé par la vision très colbertiste de beaucoup d'étudiants. J'ai 17 nationalités, 54 étudiants et parmi eux seulement 4 Français. Connaissant la position classique de beaucoup de Français face à la mondialisation je prends un Français que je connais comme étudiant et je lui demande « Si vous étiez Ministre de l'Economie et des Finances, quelle serait votre stratégie pour la France ». Alors l'étudiant me dit : « Pour moi c'est simple : la meilleure stratégie c'est exporter le maximum, importer le minimum et subventionner l'industrie nationale ». A côté un italien (...) je lui pose la même question –nous communiquons tous en anglais- : il me répond : « Pour moi c'est exactement pareil, si j'étais le Ministre de Finances italien, ma meilleure stratégie serait d'exporter le maximum, importer le minimum et subventionner l'industrie nationale ». Derrière il y a des jeunes femmes argentines et je pose encore la même question et j'obtiens la même réponse. Je demande si quelqu'un n'est pas d'accord avec le fait que la meilleure stratégie consiste à exporter le maximum, importer le minimum, et subventionner l'industrie nationale ».

Personne ne lève la main, alors je dis : « C'est très bien, maintenant explique-moi comment tous ensemble vous fonctionnez : si vous voulez tous exporter le maximum et tous importer le minimum, cela ne va pas marcher ! Si vous mettez cela au concours ça vaudra 2/20 ! ». C'est une vision classique, irréaliste et vue de l'intérieur. Je cite souvent une parabole qui reflète bien le problème : dans une salle de spectacle une personne se lève et elle voit mieux ; tout le monde se lève et personne ne voit plus rien. Donc, ce qui bon au niveau d'un acteur économique ou d'un individu devient complètement faux au niveau général de la collectivité. C'est pour ça qu'en économie on distingue micro-économie et macro-économie. Si vous prolongez des visions uniquement micro-économiques en faisant une vision générale ça devient ingérable. Je pollue c'est ma liberté, c'est mon choix ; tout le monde pollue, c'est catastrophique. Je « corromps » et j'obtiens des marchés, mais si tout le monde corrompt, c'est intenable. Ceci n'est pas vrai en économie. Les économistes ont eu l'intuition et le génie de distinguer que les puissances privées sont plus puissantes que le l'Etat et qu'il y a un troisième volet à inventer qui n'est ni la micro ni la macro-économie. L'économiste qui va trouver l'économie de la globalisation à mon avis est nobélisable. Aujourd'hui tout est en train d'être revu : on n'est plus en économie fermée. Pourquoi l'économie est ouverte ? L'objectif est de créer plus de prospérité commune, tous ensemble.

LV : une sorte de synergie ?

CSB : Voilà, c'est ça qu'il faut comprendre au départ. La vision « depuis son petit côté » est très mauvaise.

LV : vous partez du principe qu'on ne vit pas dans un monde violent où il faut se protéger, mais où on est partenaires ...

CSB : Tout change, nous sommes tous interdépendants et c'est dans cet esprit qu'est née l'Union Européenne. Le Mercosur s'est également bâti aussi sur cette idée mais cela a moins bien fonctionné pour des raisons différentes. Nous sommes dans des schémas sociaux différents et des synergies qui ne se font pas. Avec l'OMC c'est encore moins vrai car il y a confrontation entre des pays industrialisés avec de systèmes sociaux sophistiqués et d'autres qui n'en ont pas. On vit aujourd'hui une période de transition difficile.

Il faut donc laisser tomber l'idée d'exporter le maximum et d'importer le minimum car cela ne fonctionne pas. A présent, si l'on poursuit la logique et que l'on se dit qu'on va exporter le maximum et je vais aussi importer le maximum –non pas dans le général, mais dans la spécialisation- (par exemple, en France : les artichauts viennent plutôt de Bretagne, les endives plutôt du Nord et les pêches plutôt du Sud) : Il y a toute sorte d'intérêts et d'avantages dans cette logique. Bien sûr qu'on se met en interdépendance mais on crée aussi une prospérité commune.

Aujourd'hui sur l'Afrique le vrai débat est là : comment s'insérer dans la mondialisation, et identifier des spécialisations dans lesquelles les Africains vont pouvoir trouver leur compte. Il faut abandonner le système de l'assistanat qui ne marche plus. Il avait plusieurs avantages pour nous Français : on maintenait sous dépendance un certain nombre de pays qui nous le renvoyaient sous forme de reconnaissance au niveau de l'ONU, etc. et cela permettait ainsi d'avoir une zone d'influence. Pour les Français qui ont une vision colbertiste, le principe « j'exporte le maximum, j'importe le minimum et je

subventionne l'entreprise nationale », cela a fonctionné tant que nous avions des colonies. C'est la vision mercantiliste des Français, des Portugais, et des Espagnols qui, à l'époque, sont partis à la conquête du monde pour chercher des débouchés et des matières premières et ont mis sous dépendance un certain nombre de pays. La dépendance politique s'est faite avant la dépendance économique puisque tous ces pays se sont trouvés avec des frontières plus ou moins artificielles. L'indépendance n'a pas vraiment été assumée. Après l'indépendance, l'Afrique a longtemps vécu dans les années 60 dans cette logique : des états artificiels, une indépendance politique sous dépendance de la France, pas d'autonomie économique, ce qui convenait bien à la France.

J'ai beaucoup tourné en Afrique, quand vous interrogez les Africains, pendant un certain temps, ils n'étaient pas forcément contre, d'abord parce que c'est toujours agréable de recevoir de l'argent sans vraiment travailler mais il n'y a que les élites qui y gagnaient vraiment. Je dirais que comme il n'y a pas de système d'instruction, les gens n'avaient pas bien conscience de la situation. On avait intériorisé en eux cette vision que de toutes manières ils étaient pauvres. Quand j'étais étudiant on vivait dans cette certitude : qu'il y avait des pays riches et des pays pauvres, d'où la nécessité de créer des ONG. Puis il y a eu cette mondialisation, et donc cet arrachement, un fantastique décollage que j'ai vécu en direct avec la Chine sous le scepticisme général des gens. Et encore maintenant les gens annoncent une sorte de catastrophe en disant que cela n'est pas possible.

LV : certains riaient même un peu ...

CSB : oui bien entendu. Après l'ère Meiji, le Japon a pris le dernier train et il est arrivé. Les Asiatiques savent épargner, consommer, produire. Ils ont tous les ingrédients pour que la création de richesse décolle. Cela a remis en cause beaucoup de certitudes y compris dans la mentalité des Européens, des Français et des Africains. Tout à coup les gens se sont dit : nous pouvons sortir de la pauvreté, il n'y a pas de fatalité où l'on est forcément appelé à être pauvre à vie, cela n'est pas vrai ! Je fais des cours à Centrale, à l'Essec, etc, sur comment créer de la richesse. Aujourd'hui on sait comment créer de la richesse et comment un pays devient riche : parce que toutes les secondes il crée de la richesse, et ce sont les entreprises, ce n'est pas l'Etat. L'Etat intervient en amont pour mettre en place le cadre juridique, financier, etc. pour la mise en route des entreprises et puis il intervient en aval pour redistribuer les richesses créées par l'entreprise, après la distribution première des entreprises auprès de leurs salariés. Prenez trois îles, mettez des gendarmes des douaniers et des percepteurs d'impôts sur une ; plein de banquiers assis sur des pièces d'or et une troisième île uniquement avec des chasseurs, des agriculteurs et des pêcheurs. Les îles ne peuvent pas interagir entre-elles. A votre avis : quelle est l'île la plus riche ?

MB-LV : la troisième !

CSB : Bien évidemment. Celle des banquiers : leur monnaie ne vaut rien tant qu'ils ne peuvent rien échanger contre car une monnaie ce n'est qu'un bon d'échange, un voucher. Le fonctionnaire ne vit que de la création de richesses des entreprises. Au bout de trois mois : il y a une qui est riche : celle des chasseurs, agriculteurs et chasseurs. Et dans les deux autres on s'est mit à chasser, à pêcher et produire pour vivre. Et puis si vous arrivez un an après, dans l'île des chasseurs, agriculteurs,

pêcheurs, ils auront mis un gendarme pour qu'il y ait de l'ordre. Il ne faut pas se tromper sur qui crée de la richesse. Je pourrais vous donner d'autres anecdotes pour vous dire comment ceux qui se plaignent en France ont si souvent faux. J'étais un de rares Français à tourner en Algérie à l'époque où la situation était particulièrement dangereuse. J'avais une escorte de 23 personnes. A la fin de la mission, le Ministre chargé de la privatisation m'a dit : « vous avez vu, on vous a bien reçu quand même ». Je le remercie, en effet c'est assez exceptionnel de se trouver entouré de 23 gardes de corps, et lui dis : au niveau sécurité c'est bien, maintenant au niveau économique, ce déploiement de policiers et patriotes ce n'est pas bon car ces jeunes militaires que vous mettez sur la route, avec des kalachnikov vous coûtent trois fois plus cher ! D'abord il faut les nourrir, ensuite ces militaires sont plus destructeurs de richesses qu'ils ne créent par définition. Si vous mettiez tous ces militaires à produire dans un jardin de pommes de terre, votre pays serait plus riche. Ces fonctionnaires sont légitimes bien sûr, mais d'un point de vue économique c'est un gros manque à gagner.

Je vous dis tout cela pour situer un peu l'Afrique. J'avais rencontré le vice-ministre des Finances en Ukraine et il m'avait parlé de la société dans laquelle je travaillais. Il me demande : pour produire un million de tonnes dans votre société de combien de personnes avez-vous besoin ? Je savais que j'avais besoin de 85 personnes. En Ukraine c'est 7 000. Je savais que ça allait le choquer-Il faut savoir que le volet social est toujours fondamental dans une privatisation- Il m'a dit : « c'est fou le chômage que vous allez créer ! » ; je lui réponds : non Monsieur le Ministre : vous avec 7 000 personnes vous produisez un million de tonnes ; nous avec 7 000 personnes, il y a 85 qui produisent un million de tonnes, 50 qui vont produire du lait ou des saucissons ... et à la fin nous sommes plus riches. Parce que dans votre logique si on mettait 15 000 personnes pour produire un million de tonnes ce serait encore mieux ! C'est une illusion. Ce n'est pas parce que vous avez plus de personnes qui ont des emplois que le pays est plus riche. Il faut voir la production globale, le PIB. Eventuellement même avec des gens au chômage, par un système de formation continue et d'innovation, on peut faire remonter ces personnes dans des secteurs nouveaux et à la fin nous sommes plus riches. Nous sommes loin du système français qui vaut zéro. Sur l'Afrique, les jeunes entrepreneurs veulent s'autonomiser. Or c'est en créant de la richesse de façon endogène que qu'on devient autonome.

Quels sont les facteurs clés pour la création de la richesse ? C'est d'abord l'épargne. Mais en Afrique il n'y a pas d'épargne et pendant longtemps ce fut le FMI et la Banque Mondiale qui ont apporté des fonds. La Banque Mondiale pourrait mieux faire, mais pour avoir vécu sur le terrain, elle fonctionne plutôt assez bien, surtout avec autant de corruption : en Afrique la corruption est généralisée et je ne connais pas de pays africains où il n'y ait pas de corruption, et au plus haut niveau en général (dans 15 jours-3 semaines vous aurez ma conférence sur la corruption en ligne. Je dois encore enlever certaines choses que je ne peux pas dire ouvertement. Elles vont être dites mais masqués pour qu'on ne puisse pas identifier). La corruption, c'est catastrophique car elle entraîne l'appauvrissement du pays mais surtout une perte de confiance dans ses magistrats, dans ses parlementaires, dans l'exécutif : c'est la mort du contrat social, petit à petit l'Etat s'affaiblit...comme tout est pourri je deviens pourri : il ne faut surtout pas tomber là dedans ! Une des techniques de manipulation les plus courantes des personnes ou des collectivités est de persuader que leur combat est inutile. Lorsque les gens sont convaincus qu'ils ne peuvent rien faire et que le combat devient perdu d'avance, on arrive petit à petit à une sorte de résignation entraînant

l'accoutumance, l'acceptation et à un moment donné la collaboration dans un contexte d'impunité, même de la part des gens honnêtes qui vont vous dire : il faut corrompre, parce que de toutes manières c'est comme ça, il faut être réaliste ! C'est la France de 1940 ; ceux qui ont collaboré se sont fait piéger, parce que le combat semblait perdu d'avance. Je dis qu'il faut se battre même quand le combat semble perdu d'avance, parce que ce qu'il faut maintenir c'est cette perspective de changer les choses, la loi, le droit, des règles de vie commune qui remplacent la régulation de la société par le conflit. Dans un pays démocratique, la police est là pour se battre contre la force violente, pour imposer la force légitime ; et la justice est là pour sanctionner les écarts. Outre la corruption qui est un vrai problème, il faut également évoquer l'émergence des puissances privées. J'ai écrit un article sur le sujet qu'on m'a demandé pour une revue militaire. J'y explique que les deux grandes formes de domination des individus c'est l'homme et la femme : la force et la séduction et la forme de la force c'est la violence. Celle de la séduction, la corruption. On s'est beaucoup battu pendant des siècles contre la force et la violence, maintenant il faut qu'on invente la façon de se battre contre la corruption. Parce que la force c'est bien, la violence non. La séduction : lobbying, communication, marketing est bien ancrée et acceptée dans notre société. La séduction est la forme de pénétration de la Chine en Afrique : des pays pauvres d'un côté, et la Chine qui vient les séduire avec l'argent. La mondialisation –le décloisonnement du monde- les flux d'argent, et d'autres flux stratégiques, les Chinois les ont identifiés, sauf la langue -mais ils sont capables de faire des progrès- : ils sont dans les ressources énergétiques et les matières premières ainsi que les capitaux à travers les fonds souverains chinois de l'ordre de 200 milliards.

MB- En effet ils ont de grosses réserves...

CSB- Oui, dites vous que les Français, nous ne sommes pas bons parce que nous ne sommes pas bons, il faut arrêter de dire que c'est de la faute aux Chinois. Le jour où nous serons bons, alors on pourra commencer à jouer... C'est comme à l'université, à l'école : il y a de bons et de mauvais élèves, le jour où le mauvais se mettra à travailler il sera bon, ce n'est pas la faute à la maîtresse. On ne peut s'en prendre qu'à nous-mêmes, ce sont les hommes politiques qui ont voulu rentrer dans la mondialisation, qui ont signé l'OMC, ils n'ont rien anticipé. Nous sommes entrés dans une logique de compétition pour la prospérité commune sans se donner les moyens alors que nous étions dans un système colonial. Les autres ont faim aussi : les Chinois en premier. Nous avons tout de même des entreprises qui se battent : Total dans le pétrole, Areva pour le Niger en Uranium. Sur des secteurs clé on se bat, mais pas dans l'ensemble. Nous ne sommes pas de véritables compétiteurs.

MB- Vous pensez précisément que l'Etat ne soutien pas suffisamment...

SCB- Non !

MB- Il n'y a pas une vision sur les sujets stratégiques ?

CSB- Oui ça va à peu près sur le périmètre français, de façon très réductrice, sur ce qui est stratégique, et heureusement ! Bien sûr que le luxe n'est pas stratégique, que le vin, que le tourisme n'est pas stratégique. Mais finalement, l'ensemble l'est. Par définition, une France prospère est une France forte, qui crée de la richesse, qui génère beaucoup d'emplois et de recettes fiscales. Aujourd'hui on le voit bien, il n'y a

plus d'argent dans les caisses. C'est pour cette raison que certains problèmes deviennent préoccupants : nous n'avons plus la marge de manœuvre d'avant. Pour l'Afrique, il y a le développement des jeunes, c'est que les Africains demandent. Les Français qui ne comprennent pas bien disent : c'est le modèle anglo-saxon, vous ne regardez que l'Afrique du Sud et le Nigeria. C'est vrai.

C'est vrai également que la création de richesses déclenche des inégalités. Par définition, quand il y a création de richesses il y a des inégalités. En économie on ne pourra pas faire autrement. Mais en contrepartie le pays s'arrache. Par contre, il faut créer le cadre étatique qui permettra de générer les richesses. L'Afrique est un pays de conflits, les inégalités dégénèrent en banditisme et donc la prospérité génère de l'insécurité et ne profite pas aux Africains. Mais au moins les ressorts de la création de richesse sont là. Ce qu'il faut corriger sont les dérives. Et c'est là où la France peut aider. Mais nos hauts fonctionnaires sont très colbertistes et très dirigistes. Je vais vous donner une anecdote du Président du Mali qui me dit : « est-ce que vous pourriez faire remonter le message suivant là où il faut: j'en ai marre que la France m'envoie sans arrêt des Enarques » Pour quoi ? « Mon problème ce n'est pas d'administration de richesses, je n'ai pas de richesses ! Mon problème c'est de les créer, donc envoyez moi des créateurs de richesses, des créateurs d'entreprises et quand on sera riches, alors on pourra la distribuer, vous pourrez donc m'envoyer des administrateurs ».

La grande puissance aujourd'hui c'est l'Afrique du Sud : à 10 % par an, vous multipliez votre PIB par 7, donc tous les 7 ans vous doublez votre PIB, ça va vite ! Nous, à 1% par an il faut 70 ans pour doubler notre PIB ! Les Chinois nous ont doublés, eux sont à 2006 et nous à 2002. Donc, en économie ouverte comme aujourd'hui, le bon moyen c'est de sortir de la logique colbertiste, de se muscler, devenir bons au niveau de nos universités, de nos laboratoires et nos centres de recherche, de nos entreprises, rentrer dans les bonnes spécialisations. A une époque on m'avait demandé d'aider le gouvernement de Somalie pour s'insérer dans la mondialisation. Ils m'écoutaient bien. Je leur avait demandé : « En Somalie vous avez bien des points forts ? Des spécialisations ? Il doit avoir bien de domaines dans lesquels vous êtes en tête ? Ils m'ont répondu : Non. Puis à une autre réunion ils m'ont dit : Si, si, on a trouvé : dans les dromadaires de course ! (Rires) Alors, j'ai dit, là ce sera quand même difficile... Il faudrait aller voir les gens de la F1 et monter de grands circuits mondiaux de dromadaires de course ! Voyez, ils avaient bien réfléchi et ils n'avaient pas trouvé autre chose que ça ! L'Afrique peut se développer en s'insérant dans la mondialisation. Une orientation qui est bien accueillie aujourd'hui Medef consiste à dire : nous Français plutôt que d'importer de Chine, un moyen ce serait d'aider les Africains à produire de manière compétitive. C'est ce que j'appelle la substitution d'importation. Au lieu d'importer asiatique, on importe africain. Des jeunes ESSEC pourraient monter de sociétés dans le textile, etc. Contrer les importations chinoises dans certains secteurs. Le problème c'est de trouver les bons entrepreneurs africains. Mais il y en a qui serait prêts, à condition qu'il y ait le marché européen. On pourrait aider certains pays d'Afrique dans de domaines où nous nous ne sommes plus présents. Au Medef et à Bercy on parle d'aider l'Afrique mais on ne va quand même pas faire des prix qui vont générer du chômage chez nous ! Ce ne sera pas le cas si on prend des secteurs dans lesquels la France n'y est plus. Plutôt que d'acheter Chinois on pourra acheter Africain. Alors on aidera l'Afrique à se développer de façon saine et autonome, c'est ce qu'elle demande. Ils en ont assez qu'on leur fasse de cadeau. D'abord nous n'avons plus les moyens, et puis les jeunes générations ne veulent plus de ça. Ce qu'il faut c'est

amorcer la pompe, ce n'est pas évident. Mais on aidera les gens à s'enrichir par le boulot plutôt que par la corruption ! Cela permettra de développer un cercle vertueux d'entrepreneurs et à couper l'herbe sous le pied de certains Chinois aussi. Ceci dit : si la Chine aide l'Afrique à être plus riche c'est bon aussi pour nous ! Ne nous trompons pas ! L'objectif n'est pas que la Chine soit pauvre.

Il faut dire les choses comme elles sont : je vois bien quand je tourne en Afrique, les Chinois sont très crédibles quand ils disent : « les Français sont là depuis des décennies et ils n'ont pas pu vous sortir. Regardez, nous avons pu nous sortir nous-mêmes ». Maintenant à nous Français de défendre nos intérêts, comme le font les Chinois. Mais comment les défendre : ce n'est plus en envoyant l'armée ; ce n'est plus en bunkerisant et en fonctionnant sur un système de colonies pour assurer les débouchés des matières premières. Il faut fonctionner autrement. Nous sommes en économie ouverte, ces schémas d'autrefois sont complètement dépassés. Il faut aider l'Afrique à devenir plus riche. Il faut leur aider à monter en gamme. Il faut mettre en route la machine à innovation et gagner de la compétitivité.

Je vais vous raconter une autre anecdote : j'étais invité au journal de 20 heures à l'époque où l'intelligence économique avait très mauvaise presse. Nous étions associés à des espions. Alors la journaliste m'a demandé si je pouvais expliquer comment les entreprises françaises faisaient à l'étranger pour espionner. J'ai répondu : « l'objectif d'une entreprise ce n'est pas d'être le numéro deux, c'est d'être le numéro un ; ce n'est pas d'avoir les meilleurs espions mais les meilleurs chercheurs ; il n'y a que les mauvais élèves qui copient sur les bons ; ce n'est pas parce qu'on a des espions derrière qu'il faut riposter en mettant des espions. Ce qu'il nous faut c'est des chercheurs, des gens qui innovent, des créateurs et des créatifs. Imaginons que nous prenions les meilleurs espions du monde, à la fin qu'est-ce qu'on fabriquerait ? Une copie ! Et une copie qui, vu le coût de production, serait plus chère. Quel client achèterait une copie plus chère ? Bien sûr il faut faire de la veille, il ne faut pas être idiot, il faut regarder ce que se passe, faire de la veille anticipatrice. Bien sûr qu'il faut mesurer les écarts avec les autres mais il ne faut pas gaspiller son énergie à regarder. Quand une entreprise est n° 7 ou 8 vous pensez qu'elle va dépenser des milliards pour espionner de la 7^{ème} place à la 4^{ème} ! Non, elle vend, pour remonter, ce qui compte c'est d'être dans les trois premières. En économie on vend ! Et on se renforce là où on est bon. En revanche dans une logique militaire c'est différent, on veut absolument voir comment est fait le missile pour produire l'antimissile. On ne peut pas appliquer la logique militaire à la logique économique. En Intelligence Economique il y a en effet plusieurs sens : d'abord l'intelligence « britannique » ; Inter liguere = créer des liens, c'est important. Moi, j'ai rajouté intelligence économique opposé à « bêtise économique », parce que l'intelligence économique ne dispense pas d'être intelligent. Tant qu'à faire, je dirais que l'intelligence économique c'est l'Intelligence vraiment, tout court, au sens français du terme.

Donc, la Chine et l'Afrique, il faut les restituer dans ce contexte là : Comment l'Afrique peut-elle devenir plus autonome, se développer ? Comment peut-elle s'insérer dans la mondialisation et sur quelle spécialisation ? Il faudra les aider pour cela. Au niveau investissement, il faut des fonds, ce n'est pas tout d'avoir des entrepreneurs, il faut de l'argent, de l'épargne, ce n'est pas évident : ça peut être sous forme de fonds souverains qui pourraient être français. Rappelons que nous sommes en économie

ouverte. Les Chinois ont des fonds souverains, ayons les nôtres ! Les Chiliens ont leurs fonds, ils sont malins.

LV- Le Chili est plutôt dans la logique anglo-saxonne..

CSB- Ils ont compris ce qu'est la mondialisation, ils ne sont plus dans le colbertisme. Ils n'étudient plus la guerre comme nous.

Il faut toujours regarder ce que font les Anglais et les Américains, maintenant il faut aussi regarder les Chinois et les Indiens aussi. Le problème avec la Chine c'est qu'ils viennent nous prendre des matières premières. Là il faut se battre pied à pied parce qu'il faut absolument sécuriser les matières premières. Quand vous savez qu'aujourd'hui nous sommes 6,5 milliards et qu'en 2050 nous serons entre 9 et 12 milliards, si on applique la logique malthusienne qui dit que les populations s'accroissent plus vite que les ressources, nous avons du souci à nous faire. On a longtemps on a ri de la théorie de Malthus, mais on constate qu'il n'avait pas tort. Prenons l'exemple du Darfour où la population s'accroît plus vite que les terres arables. Le problème sera bien comment faire vivre entre 9 et 12 milliards de personnes dans simplement 42 ans. Ca les Chinois l'ont compris, mais en Europe on est encore malheureusement au stade de faire réfléchir les étudiants sur la question ! A un moment il faut y aller vite !

LV- Nous avons récemment interrogé M. Poniatowski, il s'est montré assez pessimiste sur la question.

SCB- Moi aussi je suis pessimiste

LV- Il nous a dit clairement que la France n'a plus l'intention de continuer à aider les pays africains directement – hormis quelques accords de défense et techniques- mais par le biais des organismes internationaux. Il faudra des générations pour corriger les problèmes de mauvaise gouvernance. Enfin, les élèves qui viennent se former en France ne veulent plus repartir...

CSB- Non ils ne repartent pas créer de la richesse là bas. Les élites restent chez nous. La solution passe par les entreprises.

MB- M. Poniatowski nous a dit clairement que l'intérêt est porté vers l'Asie. L'argent ira là où il y a de l'argent, et notamment en Asie.

CSB- Oui, je vois bien au Medef Afrique. Nous sommes une quinzaine. Attention : nous parlons bien de l'Afrique Noire. En Algérie, par exemple, tout le monde veut y aller, malgré tous les soucis qu'il y a. De la même manière pour l'Afrique anglophone. Et il faut être très honnête là-dessus : j'envoie des étudiants ESSEC par exemple au Burkina en stage humanitaire pour qu'ils découvrent l'humanitaire, l'Afrique et pour qu'ils aient des expériences de management, de conduite de changement, gestion de projets, etc. Mais ensuite, pour les expériences professionnelles, ils partent beaucoup en Asie, un peu en Amérique du Nord. Je me bats toujours pour l'Amérique du Sud, c'est mon continent préféré ! J'ai des étudiants très utilitaristes...c'est Shanghai, Pékin, Londres ; mais pas tous, certains sont un peu moins utilitaristes, ou ceux qui ont déjà fait un stage à New York etc., ils cherchent à allier l'utile à l'agréable (Rires).

LV- Vous avez répondu pratiquement à cette question mais pourriez vous nous rappeler quelle est la position du Medef face à la présence de la Chine en Afrique ?

CSB- Au Medef Afrique on se bat, mais c'est le Medef Afrique ! Pour que les troupes ne partent pas ailleurs. C'est le seul comité qui a gardé son nom. Vous savez que Laurence Parisot a voulu rebaptiser tous les comités : France-Amérique Latine ; France-Algérie. Nous ça aurait fait Franç'Afrique ! C'est un système qui ne marche plus et je suis sûr, sûr que l'Etat ne veut plus de ça. Contrairement à ce que peuvent laisser croire certains, par ignorance. Parce qu'il faut dire que c'est clair, au stade actuel il n'y a que des ennuis. Il n'y a que des inconvénients et aucun gain. Donc la Françafrique comme nous l'entendions à une certaine époque c'est vraiment fini. L'idée c'est qu'il faut trouver maintenant de jeunes entrepreneurs, moi j'aimerais bien trouver de jeunes français qui montent des partenariats avec des jeunes africains pour créer des entreprises là-bas. Mais le problème c'est que les entrepreneurs africains vous disent : c'est très difficile, ici, dès qu'on commence à gagner de l'argent, on commence à se faire racketter par sa famille.

MB- En effet, j'ai une amie qui est de là bas, elle me dit qu'un effet il faut nourrir une grande famille ...

CSB- en moyenne 30 personnes ! Pour gagner en économie il faut : la compétition et l'incentive ; plus bonus et sanction. Mais l'incentive c'est la chose importante. En France on a de la compétition sans incentive !

MB- Tout à fait d'accord, je travaille dans une société d'origine américaine, ils sont très surpris

CSB- Là-bas il y a des vrais incentives. En France les sociétés font de la com : les challenges, « merci chef de m'aider à aller au bout de moi-même, ou merci chef de m'aider à parfaire mon humilité », tout le monde chante le langage sportif mais personne ne court !

En Afrique ils seraient prêts à courir mais ce qu'il manque, c'est la perspective pour eux de gagner un peu. Sinon il n'y a aucun intérêt. Si chacun a 30 personnes derrière à nourrir, sans compter les rackets éventuels de l'ethnie et ensuite les rackets de l'Etat... Les entrepreneurs africains –je suis en contact avec eux et je peux vous mettre en contact avec eux, je pense par exemple au fils du patron du Medef Malien, Clément Koulibaly qui est très bien, il a déjà créé deux ou trois petites boîtes- Donc il me dit : c'est démotivant parce que tu ne gagnes rien ; en Afrique vaut pas être dans le circuit de création de richesse mais de distribution. Alors là, on se met plein les poches. Une économie fondée sur la prédation, sur le système de redistribution, c'est moins fatigant, il y a moins d'effort, moins de risque. La nature humaine pousse vers ça ! Le goût de la compétition il faut l'inculquer depuis le plus jeune âge. Moi j'aimerais qu'à l'ESSEC il y ait du sport.

LV- Est-ce qu'il y a des Grandes Ecoles en Afrique ?

CSB- Non, bon je donne des cours en Algérie, mais il n'y a pas beaucoup de professeurs de haut niveau. Quand la corruption y est, c'est celui qui a le plus d'argent

qui l'emporte, ce n'est pas le mérite !. En Afrique malheureusement c'est ça. Aider l'Afrique à devenir autonome implique aussi une fonction étatique. Un entrepreneur peut se développer s'il y a un cadre. Certain Africains me disent : « au moins quand il y avait les Européens, le cadre était là ».

MB- Vous voyez qu'il y a un désengagement de la part de la France ... ?

CSB- La France clairement se désengage au niveau étatique. Je pense que maintenant il faut créer des sociétés pour établir des entrepreneurs là-bas dans des métiers porteurs : le coton par exemple. Il faut que ce soit des métiers qui répondent à un besoin local. Il faut mieux structurer la filière coton. Plutôt que de lancer des projets fumeux, faisons ce qu'ils savent bien faire, ils sont très bons cotonniers. Travaillons sur ce secteur-là au niveau filière, formation, investissement et aidons-les à avancer. Assurons-les des débouchés au niveau européen. En plus du coton, la France et l'Europe, n'en font pas. En revanche, effectivement, il y aura des problèmes avec l'Egypte, avec la Turquie, qu'il faudra gérer. Comment peut-on ouvrir des débouchés. Après faisons en sorte que dans la filière coton il n'y ait pas de prédateurs qui se sucent et qui démobilisent puisque la compétition et l'incentive sont deux ressorts fantastiques pour créer de la richesse, tandis que non compétition plus corruption ça démobilise tout le monde.

LV- Jusqu'à quel point la France peut-elle intervenir pour régler cet aspect-là si d'un autre côté, en tant que membre du Conseil de Sécurité elle se doit de respecter le principe de neutralité et de non ingérence, ce que la Chine ne cesse d'utiliser pour accomplir ses objectifs.

CSB- Il est clair que la Chine n'agit pas dans le but d'aider l'Afrique à se développer. Ils sont clairs là-dessus. Ce qu'ils veulent, c'est remplir leurs intérêts à eux, ils sont toujours l'Empire du Milieu. Il faut donc que nous regardions nos propres intérêts tandis que les Chinois sont dans une logique où si l'Etat est faible, c'est mieux, s'ils peuvent mettre la main sur les matières premières, c'est mieux. En termes de débouchés de leurs produits ils n'ont pas besoin de l'Afrique, avec leur marché interne de 1,3 milliards d'habitants ils ont suffisamment de quoi s'occuper mais ont clairement un besoin de matières premières. Donc, pour bénéficier des matières premières il faut qu'ils apportent quelque chose, ils graissent la patte là où il faut et si un chef d'Etat demande un effort, ils le font...

LV- Pourquoi alors l'Afrique accepte-t-elle de se laisser inonder par les produits chinois ?

CSB- Tout d'abord parce qu'ils sont moins chers, c'est une question de pouvoir d'achat.

LV- Cela veut dire qu'une solution serait d'organiser l'industrie locale pour produire moins cher.

CSB- Oui, bien sûr, mais ils sont pauvres aussi, ils n'ont pas toujours le désir de vouloir consommer plus ou mieux. C'est un désir né de la société de consommation, avec la publicité, les mass média, notamment la télé. En Algérie c'est différent : ils ont été confrontés aux possibilités de la société de consommation européenne mais sans en

avoir les moyens. Eux ils ont compris, et ils sont prêts à beaucoup de choses pour décoller et pouvoir y accéder.

LV- Est-ce que la stratégie chinoise en Afrique, du point de vue de ses conséquences et notamment des risques de déséquilibre économique, social, politique, est tenable à moyen-long terme ?

CSB- Les Chinois sont malins et intelligents. Je discutais avec le vice ambassadeur de Chine, les Chinois ne cherchent pas de problèmes. Contrairement à ce qu'on nous fait croire, notamment les Américains. A priori ce ne sont pas de belliqueux. Quand ils sont agressés ils peuvent devenir sauvages et violents. Donc le vice ambassadeur me disait qu'ils trouvent très brutale la manière des Américains de régler les problèmes. Comment font-ils les Américains : ils arrivent avec leurs équipes de juristes, ils disent ont est là pour régler le problème, de façon frontale. Et à la fin il y aura un gagnant et un perdant. Les Chinois vont vous dire que les Américains sont des arrivistes, des parvenus, ils n'ont que 200 ans, ce sont des cow-boys. Eux, les Chinois, vont régler un problème de cette manière que lorsqu'ils sont au bout du bout. Sinon ils ont une autre manière de régler leurs problèmes. Là ils prennent l'image d'un couple qui marche : un petit problème, n'est pas un problème. Mais un petit problème devient un grand problème quand le couple ne marche pas, parce qu'il n'y a pas d'harmonie entre les deux personnes. Donc les Chinois disent qu'ils cherchent d'abord à créer de l'harmonie, et lorsqu'il y a harmonie, il y a moins de problèmes, il n'y a pas une image de perdant et gagnant. Regardez Paris XIIIe, avez-vous entendu parler d'histoires concernant des Chinois avec la communauté ? Pas du tout ! Ils font tout pour qu'il n'y ait pas de problème. Il y a enfin quelqu'un qui va se présenter aux élections municipales. Sinon, ils ne font pas de politique. Ils sont dans le business et les diplômes. Pour les parents chinois, les enfants doivent d'abord avoir des diplômes.

Il y a aussi des problèmes de racisme vis-à-vis des Africains. Les Africains le ressentent. Alors que pour les Français, ils peuvent être un peu colons, mais l'époque est maintenant terminée, il y a eu quand même un mélange, et la France d'aujourd'hui n'est pas la même qu'il y a 150 ans, elle a apporté quand même de bonnes choses, et l'Europe aussi. Les Chinois ne sont pas bien vus de ce côté-là. Ils ne cherchent pas à s'implanter politiquement, et, mise à part la question de Taiwan, ils n'ont pas d'intérêts politiques. Quand ils n'auront plus de pétrole ils partiront. Les choses peuvent bien sûr évoluer mais pour le moment c'est ça. Comment créer de l'harmonie, comment nouer des amitiés avec les décideurs. Ils sont dans la logique de la séduction, la corruption, l'harmonie. Nous les Français nous ne devons pas nous laisser impressionner par ça. Parce qu'à la fin, c'est pour défendre leurs intérêts. La séduction est une arme qui marche beaucoup mieux que la violence. Ils sont malins. Ils ne vont pas débarquer avec leurs militaires.

LV- La politique des Etats-Unis en Afrique, quelques mots ?

CSB- Eux sont très présents dans la logique de sécurité. Au Libéria je ne les ai pas trop vus, ils viennent mais mollement. Ils sont présents principalement dans l'antiterrorisme, dans le désert du Sahel, sur des problèmes de drogue. Quand vous discutez avec eux, ils vous disent : ce qui compte pour nous c'est du gagner de l'argent. Qu'est-ce que vous voulez qu'on gagne de l'argent là ! On va se prendre des coûts et des coups. Allons plutôt en Inde ou en Chine. Ils vont un peu pour agacer la

France, il y a un peu de ça. Ils sont présents par l'intermédiaire de leur bishops, leurs missionnaires, des sectes. Ils essaient de capturer les âmes. Là-bas ça permet de maintenir un lien et de zapper la culture française. Mais ils sont essentiellement dans l'antiterrorisme et dans l'antiviolençe, surtout dans le Nord. L'anticorruption, l'anti-séduction, ce n'est pas trop leur but. Ils aident certains régimes, surtout en Afrique anglophone sur le plan économique au Sud. Et il y a aussi un souci de maintien des sources d'approvisionnement de matières premières, comme c'est le cas dans l'ex-Zaïre ; dans des zones de non droit, vous trouvez des américains qui sont là pour assurer un minimum de sécurité pour permettre à des boîtes anglo-saxonnes de s'implanter. Nous là-dessus nous ne faisons rien, nous avons de très bons rapports d'information mais nous ne faisons rien. En France, pour vous expliquer comment marquer le but, vous trouvez plein de gens mais pour marquer le but, vous ne trouvez personne. En France on magnifie la belle analyse mais trouver celui qui prendra le risque à la fin ce sera beaucoup plus dur. C'est le maillon qui nous manque : celui qui prend le risque.

MB- Est- ce qu'il y a un dialogue entre la Chine et la France sur l'Afrique ?

CSB- Non, il y a beaucoup de méfiance.

MB- Y-a-t-il des secteurs pour lesquels les Français arrivent quand même à tirer leur épingle du jeu, à être présents et à se maintenir ?

Oui, au niveau de la grande distribution. Les Français sont très bons au niveau de leurs pratiques commerciales, du personnel qui parle français, des réseaux. Lorsqu'on rentre dans le domaine des grosses opérations coup de poing, des backchiches comme c'est le cas du BTP, les Chinois sont plus forts. Ce n'est pas toujours de très bonne qualité. Il y a eu un pont qui s'est écroulé en Algérie, il y a eu 4 morts je crois. J'y étais, c'était lors de ma dernière conférence en novembre-décembre 2007. Les Algériens m'ont dit : les ponts français, plus anciens ont tenu, et le pont chinois qui date de 2 ou 3 ans s'est écroulé. Pourquoi ? La presse algérienne dit qu'il y a tellement de backchiches qu'à la fin on rogne sur la qualité. S'agit-il de cela ou bien est-ce que le pont était déjà « bon marché » ? Cela n'a pas marqué en bien l'image des Chinois en Algérie.

L'Afrique est un grand chantier pour la France. Mais il y a une grande réflexion à mener car les règles du jeu ont changé, il ne s'agit plus des mêmes acteurs. Il faut repenser le modèle de développement africain, ce n'est plus l'assistanat. Il faut former les élites africaines pour qu'elles repartent, mettre en place des entrepreneurs et pas uniquement des administrateurs, former de façon très claire et inflexible sur l'éthique. Malheureusement la France ce n'est pas un pays modèle : il faut bien sûr sélectionner des gens honnêtes dans le cadre juridique. Peut-être aussi mettre des conseillers, doubler certains postes afin de s'assurer que les commandes des Etats soient tenues par des gens vraiment honnêtes. Et là il faut être inflexible. Je suis sans pitié pour les gens corrompus. Il n'y a pas à trouver d'excuses, c'est de l'argent public. S'ils jouent leurs intérêts perso avec l'argent des autres, terminé. Maintenant il faut voir si on peut travailler dans l'intérêt général et c'est un vrai problème. Certains fonctionnaires ne sont pas payés. Je l'ai vu sur l'ex Zaïre, le Congo, on dit aux gens qui ne sont pas payés de se débrouiller sur les blancs. Le petit policier qui n'arrive pas à nourrir sa famille ... il voit un blanc et il le rackette. Certains policiers m'expliquaient que certains carrefours payaient mieux que d'autres. Ils se battent pour les avoir, parce qu'il y a plus

de blancs qui passent ! C'est malsain. Je trouve que la Banque Mondiale est très rigoureuse là-dessus. Pour tricher, ce n'est pas évident. Sur Bamako, vous remettez les offres sont bien fermées et cachetées. Quand il s'agit de la Banque Mondiale, les Ministres font très attention. Vous savez, quand on vous demande un backhiche, ce n'est jamais directement. On vous dira : vous savez, notre pays est pauvre, il a besoin de canaux d'irrigation, de soins médicaux, tout petit cadeau que vous pourrez faire sera bien venu. Et finalement vous vous apercevez que le cadeau ne va pas à une banque locale –qui pourrait être aussi pourrie- mais à un compte à Genève.

LV- Comment faire jusqu'à ce que le renouveau soit-là ? Comment se passer des acteurs locaux ?

CSB- C'est culturel, en Roumanie c'est pareil. C'est la culture de la débrouillardise. Si vous arrivez avec un discours honnête, les gens vont penser que c'est pour mieux les rouler dans la farine ! C'est la raison pour laquelle je soutiens qu'il faut punir, tout de suite car si on est tolérant ça sème le doute.

LV- Les organismes internationaux ...

CSB- Ils peuvent être très efficaces pour se battre contre la corruption. L'une des parades c'est la dénonciation auprès des organisations internationales. C'est mieux que les ONG, sauf certaines qui sont tout à fait efficaces et crédibles : La Croix Rouge, Le Secours Catholique, Caritas, Médecins Sans Frontières. Quand vous allez dénoncer auprès de la Banque Mondiale, le FMI et que ça se sait, ça fait mal. Parce la Banque Mondiale a des mesures de rétorsion et ça marque. Mais il faut aussi réussir à faire accepter cette pratique, bien faire comprendre aux gens que ce n'est pas de la délation, c'est de la dénonciation positive pour leurs pays, pour l'intérêt général. IL FAUT dénoncer les gens pourris. Dans les pays scandinaves ça marche très bien, il n'y a pas de corruption. En Afrique, le corrupteur bien souvent, non seulement il commet l'acte délictueux mais en plus il achète les magistrats. Donc il en sort propre. Quand les gens qui dénoncent voient cela, c'est tragique. On fait la promotion de gens sales parce qu'en plus ils gagnent.

Les organismes internationaux ont là un rôle à jouer. Même s'ils sont souvent très limités. A l'ONU personne ne veut plus se battre pour l'Afrique, vous le voyez sur le Darfour, tout le monde y va à reculons. Il n'y a que des coups à prendre, et des coûts pour payer les militaires. C'est toujours compliqué au niveau de la légitimité. L'ONU va pousser par derrière, et sinon il y a des pauvres qui veulent bien devenir des casques bleus parce là il y a de l'argent à faire. Certaines troupes sénégalaises veulent intervenir parce que ça leur fait des soldes. Les Sénégalais sont très bien, mais les Nigériens se mettent dans le trafic. Il y a aussi le problème des ethnies. Et surtout, même si l'ONU est vigilante là-dessus, quand vous mettez des gens corrompus pour apporter la sécurité dans d'autres pays corrompus, c'est difficile... en Sierra Leone il y a eu des gags : les armées se sont mises dans le trafic !

LV- Et l'OMC pourrait avoir une influence ?

CSB- Non, l'OMC est trop loin, elle pourrait structurer un peu la spécialisation. Il faudrait repenser le système. Parce que traditionnellement les Africains ont plus une logique de partage que de création de richesse. La corruption est culturelle, un chef « a

droit à des cadeaux », ça ne choque pas. Ce qui choque dans la logique africaine, ce n'est pas que le chef touche, c'est que le chef touche et ne distribue pas. Que ce soit l'administration ou le chef qui distribue, c'est pareil. Le problème survient quand il ne distribue plus ! Ils sont dans une logique ancienne. C'est le chef qui distribue.

Je vous ai présenté un angle d'attaque différent. Il faut ré-expliquer le champ de bataille, il faut repenser le champ, les règles du jeu, les acteurs.

LV - Nous avons appris qu'une Commission d'étude de la politique chinoise en Afrique a été créée au sein de la Commission des Affaires Etrangères, elle doit rendre son rapport en novembre prochain. Le Medef a-t-il été convié à y participer ?

CSB- Non. Je contribue à faire des rapports étatiques. Ce que je constate c'est que les hommes politiques se méfient du Medef parce qu'ils pensent que le Medef a une vision intérêt économiques. En tant que membre du Medef je pense qu'il y a un réel intérêt général et même une certaine noblesse à expliquer ce que c'est la création de richesses. Le rôle du Medef c'est d'encourager la création de richesses, celui de l'Etat, de les administrer. Pourquoi il n'y aura jamais de concurrence au sein de l'Etat : parce que pour qu'il y ait de la concurrence il faut qu'il y ait l'incentive de l'intérêt personnel. Vous ne pouvez pas créer de la concurrence entre l'Etat et l'Etat.

LV- Si demain on vous invite à apporter vos connaissances et expériences au sein de cette commission ?...

CSB- Moi je serai ravi, bien sûr que je serai ravi. J'apporterai une vision macro-économique, pour l'intérêt général. Dans un contexte mondialisé, certains acteurs privés aujourd'hui ont plus de pouvoir que certains Etats. Les transactions entre privés aujourd'hui peuvent représenter plusieurs fois le PIB d'un pays. Lafarge aujourd'hui, c'est plus qu'un Etat africain.

La première question aujourd'hui est que les Etats ne se laissent pas dépasser par les privés.

C'est ce qui se passe en Afrique. Peut-être que la solution c'est le regroupement. Je suis pour un regroupement comme nous l'avons fait en Europe.

*

* *

Christophe Stalla-Bourdillon

ESSEC 1980, expert et consultant en relations internationales, polyglotte (5 langues étrangères) et globe-trotter (107 pays visités), Christophe Stalla-Bourdillon parcourt la planète depuis bientôt 30 ans.

Il a successivement travaillé chez Pont-à-Mousson (avec Francis Mer, futur Ministre des Finances), Roussel, Roneo, La Caisse des Dépôts (avec Edmond Maire, ex-Secrétaire Général de la CFDT) et, enfin, Vicat, aux achats, à l'exportation puis aux fusions-acquisitions. Son domaine d'expertise est l'IE/Intelligence Economique, qu'il préfère dénommer CSE/Compétitivité et Sécurité Economique.

Membre du Comité National MEDEF/IE et, à ce titre, co-rédacteur d'un rapport pour le Premier Ministre en octobre 2004, Christophe Stalla-Bourdillon est également professeur/"guest speaker" en macroéconomie et intelligence économique à l'ESSEC, Centrale Paris, l'ICN et dans plusieurs universités françaises.

En 2006-07, il fut conseiller du Président de la FEPIE/Fédération des Professionnels de l'Intelligence Economique, l'Amiral Lacoste.

Il préside l'association « Pays Emergents », assure la vice-présidence du Club ESSEC « Défense et Sécurité Economique » et anime discrètement un observatoire des pratiques éthiques (et donc non éthiques !) dans les affaires.

Ancien arbitre officiel de football, Christophe Stalla-Bourdillon est également officier de réserve (capitaine de frégate), très actif dans certaines sphères étatiques -SGDN entre autres- et internationales.

Il fut nommé en 2006 Chevalier dans l'Ordre National du Mérite.

Source : <http://www.inter-ligere.net/article-13109816-6.html>

Général (CR) Daniel Schaeffer

Point de veille n° 6 à l'Ecole Militaire le 28.02.2008

Je vais vous parler de la façon dont les Chinois appliquent l'intelligence économique pour s'implanter en Afrique. Lorsque que les Chinois ont commencé s'implanter en Afrique tout le monde se demandait ce que les Chinois recherchent par là, et ensuite, lorsque nous avons vu la position des pions dans le jeu de go, on s'aperçoit que rien n'est innocent. La pratique de l'Intelligence Economique est une pratique ancienne, mais durant l'ère maoïste jusqu'au principe des années 90 elle consistait à ne répondre qu'aux besoins d'une économie planifiée et d'une entreprise étatique. Donc on cherchait des enseignements pour des entreprises qui n'avaient pas d'idée de concurrence.

A partir des années 1990, sous l'impulsion du professeur Miao Qihao, on voit l'apparition de la libre entreprise, donc de la « presque libre » concurrence. Alors une deuxième voie s'ouvre avec l'apparition de l'intelligence compétitive comme nous la connaissons aujourd'hui chez nous. Nous avons donc en matière d'Intelligence économique en Chine deux voies qui fonctionnent parallèlement : la coexistence de l'intelligence économique des entreprises étatiques et celle des entreprises privées.

Concernant le profil de cette pratique de l'intelligence économique, les Chinois mettent absolument toute la palette des moyens :

- recherche d'information,
- protection du patrimoine immatériel,
- stratégie d'influence ou lobbying.

Ces trois moyens sont bien appliqués en Afrique.

Quelles sont les modalités de l'Intelligence Economique chinoise en Afrique ?

Sous l'impulsion du professeur Miao Qihao et selon le respect des principes de l'éthique tel que le concept est admis en Europe -mais il faut préciser que la Chine outrepassa aussi ces règles parfois très, très (et on pourrait rajouter des très !) largement-. Cette mise un œuvre répond à trois principes fondamentaux :

- une forte centralisation au niveau de l'émission de directives,
- une très large initiative dans l'exécution,
- une organisation méthodique.

Le Chinois par construction -même si certains de nos compatriotes qui rentrent de Chine disent que là-bas c'est le bazar !- a une pensée très organisée, il suffit de se référer à la littérature du 19^{ème} siècle de ceux qui revenaient de Chine et nous disaient que tout était organisé.

Quels sont les décideurs ?

Ils ne sont pas nombreux. Il y a d'abord :

- le Bureau politique du Comité Centrale du Parti Communiste Chinois,
- la Commission Spécialisée du Comité Centrale (il s'agit d'une commission d'intelligence économique),
- le Conseil d'Etat (le gouvernement en Chine) dont Madame Wu Yi, l'ancienne Ministre de la Coopération et du Commerce International, une rude femme ! Elle a en main cette affaire en récompense de ses bons et loyaux services envers le parti, elle a gagné le rang de Vice Premier Ministre et elle a la haute main sur tout ce qui concerne l'intelligence économique,
- La Commission Militaire Centrale, un véritable Ministère de la Défense.

En fonction des objectifs déterminés :

- le ou les ministères concernés et en particulier les ministères des Sciences et de la Technologie, qui n'intéressent pas trop l'Afrique mais qui doivent nous intéresser puisque c'est une véritable pompe aspirante de notre technologie,
- les groupes dirigeants qui peuvent être comparés à des comités de pilotage. Lorsque les Chinois décident d'un projet, ils montent un comité de pilotage et ils rassemblent des gens des tous horizons qui ont travaillé sur les dits sujets : universitaires, industriels, hommes politiques, qui doivent travailler ensemble dans la meilleure harmonie, ce qui n'est pas toujours le cas.

Les acteurs

- le Ministère de la Sécurité d'Etat, l'équivalent de notre DGSE, mais au rang ministère,
- au sein de ce ministère, le bureau 610 spécialisé en intelligence économique,
- le Ministère des Affaires Etrangères et ses ramifications avec les Ambassades, Consulats Généraux, les missions économiques, services culturels et services de coopérations,
- le Ministère de Commerce avec sa division Coopération Internationale,
- les autres ministères quand cela les concerne,
- l'Eximbank, la Banque du Commerce extérieur chinoise,
- la Commission Militaire Centrale et ses ramifications à l'étranger, les attachés de défense et les services de coopération militaire,
- les instituts et les associations d'Intelligence Economique dont le Professeur Miao Tijao est le vice-président. C'est en fait –même si elle n'a pas le titre- Madame Wu Yi la présidente,
- la China Association for International Friendly Contacts, antenne du Bureau de Liaison Général Politique de l'Armée Populaires de Libération,

- tous les nationaux chinois à l'étranger (pour reprendre des termes des services secrets on se demande pourquoi nous, Français ou autres étrangers, ne sommes pas harponnés par les services secrets chinois. Avec l'implantation des Chinois en Afrique et chez nous, ils ont des réseaux tous faits. Je compte bien m'illustrer avec le livre de Monsieur Lavoizard sur les services secrets chinois qui vient de sortir !

Comment les Chinois pratiquent l'intelligence économique en Afrique ?

Par tous les moyens classiques, dans le but de détecter les opportunités économiques et d'évaluer leur environnement. Ils sont très forts pour détecter la perméabilité des états et la réceptivité des responsables des différents états et de leurs subordonnés, pour se positionner au mieux, notamment lors des réponses aux appels d'offre ainsi que par rapport à la concurrence occidentale, mais aussi indienne en particulier, voire d'autres pays. Dans cette affaire, nous avons aussi une très forte contribution des services secrets chinois avec le bureau 610 qui a organisé un véritable maillage sur l'Afrique.

La stratégie d'influence s'exerce sur les trois volets

- Economique : obtenir davantage de parts de marché,
- Politique : soutenir les objectifs économiques chinois et se réserver une possibilité de contrôle direct ou indirect sur les exercices régaliens des états africains : ceci est extrêmement important, nous n'en sommes qu'au début car les Chinois ont demandé à l'Etat nigérian l'autorisation de contrôler les entrées et les sorties des trois grands ports du Nigeria pour les marchandises. Nous arrivons ainsi à un système qui risque de se répandre et qui était celui que nous avons instauré à la fin du 19^{ème} siècle en Chine avec le dépeçage de la Chine, qui avait une concession sur le Shandong, une concession sur les voies ferrées, la poste, les douanes, etc. C'est ce début de travaux d'influence que nous commençons à observer en Afrique. C'est dangereux,
- Stratégique : il s'agit de se rallier des soutiens des pays africains sur le plan international en particulier et d'établir un contrôle entre Méditerranée, Océan Atlantique, Océan Indien.

Sur le volet économique cela se traduit par une politique d'aide au développement, qui sert aux Africains bien sûr, mais d'abord aux intérêts chinois avec l'exploitation des matières premières et des transports. C'est une générosité qui vise à créer des situations de dépendance au travers en particulier de la politique d'aide financière puisque c'est une politique qui se pratique à des taux préférentiels ou sans intérêt, avec remise de dette, le tout sans conditionnalité de mode de gouvernance, de respect de droits de l'homme, etc.

Le volet économique devient un moyen de pénétration de l'activité régaliennne des états africains.

En matière politique : le premier outil qu'utilisent les Chinois, c'est le discours. Dans la stratégie chinoise le discours n'engage pas l'action. Il est à dissocier complètement. On peut dire quelque chose d'un côté et faire complètement le contraire de l'autre.

Pour les Chinois il n'y a pas contradiction. Le discours c'est un moyen, une arme au même titre qu'un missile. Là-dessus les Chinois travaillent tous les registres :

- l'ancienneté de la relation sino-africaine même s'ils oublient le creux de vague de l'époque confrontation sino-soviétique, le cinquantième anniversaire du rétablissement des relations diplomatiques est utilisé avec force -et cela a commencé par l'Egypte en 2006-, puisque les premières relations diplomatiques entre la Chine et l'Afrique se sont faites à travers l'Egypte en 1956.
- les Chinois réfutent avec force les accusations de néocolonialisme dont ils font l'objet et dont les sud-africaines eux-mêmes. Les Chinois disent : « comment voulez-vous que nous, qui avons été colonisés, faisons la même chose aux Africains ». Ils créent une dichotomie entre le discours et l'action,
- la non-ingérence dans les affaires étrangères : ça aussi c'est un discours qui brise la possibilité d'exploiter les ressources pétrolières du Darfour, quoi que le Chinois commence à mettre un bémol sur cette affaire puisqu'ils se sont aperçus qu'il ne servait pas systématiquement. Mais par exemple au Togo ils ont essayé d'influer en 2005 sur les élections qui devaient avoir lieu,
- le discours sur les droits de l'homme : ils n'ont pas du tout le même discours que nous. Ils disent : « nous nous estimons qu'aider notre peuple à se développer c'est respecter les droits de l'homme ». Alors que nous avons d'autres conceptions qui dépassent cet objectif et que les Chinois ne veulent pas entendre,
- le refus des droits unilatéraux à imposer de sanctions : les Chinois se réfugient derrière la légitimité des organisations internationales et séparent des vertus pour se mettre à l'abri des organismes internationaux. Cela est ressorti de la tradition de l'Empire du Milieu, où l'empereur devait veiller sur l'harmonie du monde et du coup les institutions internationales deviennent un moyen de faire respecter cette harmonie dans le monde,
- sur le plan régional les Chinois soutiennent les institutions africaines en commençant par le NEPAD et soutiennent le règlement pacifique des contentieux,
- sur le plan international, la question que nous posons : est-ce qu'il s'agit d'une mise en valeur de l'Afrique ou est-ce une instrumentalisation de l'Afrique au profit des intérêts chinois. Nous avons les trois Forums qui ont mis à l'avant l'Afrique d'une manière tout à fait remarquable,
- les Chinois ne se privent pas de récupérer l'Afrique au sein des institutions internationales à partir du moment où il y a une convergence d'intérêts en matière de défense des pays en développement. Il y a le discours de la Chine en tant que pays en développement. Les Chinois oublient alors les 1400 ou 1500 milliards de réserves de change, oublient qu'ils ont 200 milliards en fonds d'investissement, etc. Pour cela ils préfèrent rester observateurs au G8 plutôt que de l'intégrer qui aurait pour conséquence une baisse de crédibilité vis-à-vis des pays en développement en intégrant ce clan,

Voilà comment les Chinois entretiennent le mythe du plus grand pays du monde en développement :

- l'ordre économique mondial : les Chinois soutiennent qu'il est absolument injuste et inéquitable,

- la mondialisation est une fatalité avec laquelle il faut réussir à composer. Pourquoi l'Afrique en est-elle victime ? parce que le monde est injuste et inéquitable ! Ce n'est pas de votre faute ! Le plaidoyer pour le soulagement de la dette des pays africains fait partie de l'argumentation,
- la défense des pays du Sud, et là les Chinois ne se privent pas de rappeler les devoirs des pays du Nord envers les pays du Sud et puis, la promotion de la coopération Sud-Sud,

Autant d'arguments qui ont pour but de gagner les suffrages des pays en développement.

Sur le plan stratégique, qui procède de l'économique et du politique :

- la tradition chinoise : la domination par la pensée. Les Chinois ont horreur de la domination par les armes, c'est dans leur culture. Les militaires n'étaient pas classés dans la hiérarchie sociale. L'essentiel c'est la domination par la culture et c'est pour cette raison qu'on voit les Chinois s'impliquer autant dans le soutien à la coopération dans les télécommunications et les médias. Car celui qui tient les moyens de propagation de l'information a une capacité très forte,
- l'échange entre les peuples, provenant du communisme et de tout ce qui est organisation de masse à la base et le contrôle. Au niveau des organisations, municipalités, provinces, etc. les Chinois sont incités à se jumeler avec des villes africaines et à discuter avec elles,
- l'encouragement à l'implantation de familles chinoises en Afrique,
- il y a en pourparler –les africains sont frileux, ils ne veulent pas s'engager- l'établissement d'un partenariat stratégique sino-africain,
- la coopération militaire dans tous ces aspects, et en particulier les missions de maintien de paix : les Chinois figurent dans les six missions existantes,
- l'appui de l'Afrique dans le non-emploi du nucléaire. En revanche, les Africains ont obtenu que les Chinois signent le Traité de Pelindaba faisant de l'Afrique une zone à dénucléariser.

En conclusion nous sommes face à une stratégie destinée à servir d'abord les intérêts chinois dans les domaines économiques, politiques et stratégiques et c'est une tendance lourde, destinée à perdurer et se renforcer.

*

* *

Général (CR) Daniel Schaeffer

Général (cadre de réserve). Saint-Cyrien (promotion 1963- 1965). Breveté de l'Enseignement militaire supérieur scientifique et technique (Ecole de guerre). Diplômé de l'Institut national des langues et civilisations orientales (maîtrise de chinois)

Carrière d'officier dans des unités de combat du génie militaire et comme instructeur à l'Ecole nationale des sous-officiers d'active. Premier séjour opérationnel à l'étranger en 1975-76, en Egypte, comme observateur de l'ONU pour la Surveillance de la Trêve en Palestine. Puis affectation à l'Etat-major de la 4ème division, à Nancy. Enfin, sélection pour être formé aux relations internationales et au chinois et suivre les cours de l'Ecole de Guerre.

Admis en deuxième section des généraux le 1er juillet 2001

Attaché de défense

Trois postes d'attaché de défense en Asie :

- Thaïlande (1986 – 89), avec accréditation en Birmanie jusqu'à la cessation de sa fonction dans ce pays, décidée par la France à la suite de la réaffirmation violente du pouvoir militaire birman le 18 septembre 1988
- Vietnam (1991 – 95), avec l'ouverture du poste d'attaché de défense
- Chine (1997 – 2000) au moment de l'embargo européen sur les armements

Fonctions internationales

Dans le cadre de la 1ère guerre du Golfe, puis du soutien aux réfugiés kurdes, poste de vice-président des points de contact militaires de l'Union européenne occidentale (UEO).

Au retour du Vietnam, poste de responsabilité aux côtés du commandant du Centre des Opérations interarmées.

Consultant international

Conseiller en stratégie d'entreprise à l'international sur la Chine et l'Asie du sud pour des sociétés privées et des organes institutionnels, notamment les sociétés de conseil "International Focus", "EMR International" (Evaluer et maîtriser les risques à l'international), et l'Ecole supérieure du commerce extérieur (ESCE), au Pôle Universitaire Léonard de Vinci, à La Défense.

Source : <http://www.diploweb.com/forum/schaeffer07093.htm>

Jacques Van Minden

Consultant

Point de Veille N° 6 à l'Ecole Militaire le 28.02.2008

J'assiste depuis ce matin à une sorte de gentil réquisitoire sur la Chine. En raison de la teneur de ce qui j'ai entendu ce matin je regrette profondément que l'Ambassade de Chine n'ait pas envoyé son ambassadeur -qui est un ami personnel- parce qu'à l'heure que je vous parle il quitte le territoire français après 4 ans et demi de bons services en France mais il est au courant de ma présence ce matin. Il aurait souhaité que M. le Ministre des Affaires Economiques et Financières soit parmi nous aujourd'hui. Mais comme ils sont absents, et que l'on considère que je suis semi chinois, **alors je vais parler comme un Chinois.**

Notre façon de penser n'est pas celle du tout celle des Européens et des Occidentaux car pour nous, Chinois, l'individu n'est pas au centre de nos préoccupations alors que votre vision est individualiste.

Chose que peu de gens savent -moi je l'ai appris sur le terrain, c'est l'ancien ambassadeur de Chine à Paris et président de l'Université Diplomatique de Chine, M. Wu Jianmin, qui m'a raconté cette histoire extraordinaire- : dans les années 1400 la Chine avait construit la plus grosse flotte marchande du monde, avec des navires qui pouvaient embarquer jusqu'à 2 000 personnes. L'empereur les avait envoyés pour voir ce qu'il y avait autour. Ils sont allés jusqu'aux Seychelles, c'était l'Océan Indien, on n'était pas loin de l'Afrique. Après avoir vu les populations locales et fait leurs échanges, ils ont fait leur rapport à l'empereur qui a dit : « nous la Chine, nous sommes une île –une île de 9,5 millions de km²- nous sommes sortis du pays pour voir et autour de nous il n'y a rien ! ». Et comme dans une île il n'y a rien autour, nous sommes l'Empire du Milieu (Zhongguo). Nous sommes bordés à l'Est par un océan vide, l'océan Pacifique ; au Nord et à l'Ouest par un désert infranchissable (le Gobi, le Taklamakan, les steppes du Jin Hai et du Jin Jang) ; au Sud-ouest la chaîne du l'Himalaya et le plateau du Tibet, à plus de 4 000 m d'altitude. Donc on se referme, on ne sort plus, il n'y a que nous et rien autour : **nous sommes l'Empire du Milieu** et nous sommes les fils du Ciel, l'Empire Céleste.

Je vous fais ce petit exposé non pas pour vous parler d'intelligence économique mais de guerre économique. Les Chinois sommes en guerre économique. Si vous permettez je vais vous parler de cette guerre économique vue de l'angle chinois.

Il faut savoir également que pour le peuple chinois ceux qui nous ont emprunté les idéogrammes -notre écriture-, l'usage des baguettes, sont des barbares sinisés, c'est-à-dire des barbares cuits. Les occidentaux sont des barbares crus. Ceux qui connaissent un peu la Chine doivent connaître l'histoire. Et par définition, les barbares crus, sont des gens bizarres, incompréhensibles. La meilleure preuve est que certains

ponts en Chine sont en zigzag. Parce que comme les dragons, les occidentaux vont toujours tout droit, comme ça, ils ne peuvent pas avancer !

Quelques faits qui restent dans la mémoire de tout le peuple pour nous Chinois

La mort de Mao Tsé Toung, 9 septembre 1976, personne ne l'oubliera, ainsi que la famine : 30 millions de morts en deux ans (1958 à 1960). Aujourd'hui la panique du Chinois est de savoir si demain il aura à manger. Nous avons toujours en Chine 900 millions de paysans, 400 millions de citoyens plus -ceux-là ne sont pas répertoriés- 100 millions de migrants (des enfants multiples ...) Enfin, ils sont là et le problème c'est qu'ils mangent et quand on sait qu'il n'y a que 14 % de terres cultivables en Chine en dehors du désert et de l'altitude, où faire pousser des légumes et nourrir les animaux. Donc, là j'ai eu comme mission, moi-même j'ai été impliqué, de travailler avec l'INRA et des vétérinaires de Maisons Alfort, pour apprendre aux Chinois les cultures hors sols, etc. Enfin, ils ont compris.

On a également aujourd'hui –les sources sont confirmées- 50 millions de nouveaux riches Chinois, autrement dit de millionnaires, et 200 millions de gens aisés. La cohabitation interne entre les riches et les pauvres crée de grandes tensions. On ne sait pas où ça s'arrêtera. A présent cela a été contrôlé à la chinoise : un peu brutalement.

Les Chinois se sont remontés intérieurement –et cela n'a pas du être mentionné ce matin- grâce à la diaspora d'outre mer. A la date d'aujourd'hui –chiffres de la Banque de Chine à l'appui- ils ont apporté 60% du total de l'investissement d'étranger en Chine. Ce sont les Chinois qui ont ramené l'argent chez eux. L'ouverture créée par Deng Ziaoping –un ami personnel avec lequel j'ai joué au bridge pendant plusieurs années et qui m'a appris beaucoup de choses- les nouveaux riches ont été admis au Parti Communiste avec un vote à la main levée. Il n'empêche que la Chine est toujours sous liberté surveillée, les fonctionnaires sont les héritiers du mandarin et ont un pouvoir considérable.

Leurs besoins sont ciblés : avec l'accession au pouvoir du Président Hu Jintao les priorités vitales pour la Chine ont été ciblées, décidées et approuvées par le Conseil d'Etat. Voici –depuis l'entrée de la Chine à l'OMC- les priorités du gouvernement chinois énoncées par Hu Jintao, répétées devant l'Assemblée Nationale à Paris pour commémorer le 40^{ème} anniversaire de la reconnaissance de la Chine par le Général De Gaulle :

1-La haute technologie avancée

2-La protection de l'environnement : ce n'est pas pour les Jeux Olympiques. On a accéléré l'entourage de la ville de Pékin parce qu'aujourd'hui on a de gros problèmes : le sable n'est pas loin puisque le désert gagne à peu près la superficie d'un demi département français par an et actuellement le désert est à 80 Km de Pékin. Le problème actuel qui n'est pas tout à fait résolu à Pékin, c'est l'eau potable et au mois d'août il fait chaud. Mais d'ici là ce sera réglé.

3-Les transports : des autoroutes, on en fait beaucoup. Savoir combien de temps elles résisteront dans des zones désertiques... ce sont des autoroutes à 6 voies !

Par rapport à ce qui a été dit tout à l'heure sur les ouvriers chinois : qu'on envoie des prisonniers sur les chantiers africains et dans le monde : je dis non ! Parce qu'on ne sait jamais ce que va faire un prisonnier donc ils se les gardent pour faire des travaux chez eux. En revanche, il n'y a pas très longtemps il y avait une armée de 5,9 millions de soldats et à présent, ils ne sont plus que 2,9 millions parce que c'est l'armée qui est sur les bateaux que vous voyez. Ce sont de jeunes soldats solides, nourris et hébergés dans des bateaux près des chantiers, qui marchent au coup de sifflet le matin ne sont pas payés : ils obéissent aux ordres.

4-L'énergie : c'est très important. Les entreprises s'installent maintenant à l'Ouest, puisque les grandes métropoles et le littoral sont déjà saturés : il y a plus de 50 villes de plus de 50 millions d'habitants en Chine mais la situation s'améliore.

Il faudrait que nous Chinois, soyons conscients de notre force financière incroyable, de notre puissance de travail et surtout d'être aussi le point de mire du monde entier ! Tout le monde vient chez nous. Mais nous avons décidé que nous irons où nous voulons aller, que nous ne céderons à aucune pression qui serait susceptible de freiner notre marche en avant.

L'énergie est notre point faible surtout devant à la demande croissante des nouvelles industries. Les centrales électriques au charbon, c'est trop polluant (nous sommes les deuxièmes pollueurs derrière les Etats-Unis). Donc le nucléaire à de beaux jours devant nous, l'hydroélectrique est insuffisant, nous parlions tout à l'heure du travail sur le Mékong. Je suis allé sur le barrage des Trois Gorges au départ et il y a peu, le barrage est déjà fissuré. N'empêche que nous allons le colmater et le mettre en état. Sera-t-il un jour mis à 100% à l'eau ? on ne sait pas : ce n'est pas la faute des Chinois, des Français ou des Américains : c'est un chantier géant dont le monde entier à un petit bout ! Est-ce que c'était valable que le monde entier en ait mis un petit bout, je n'en sais rien... en attendant Bouygues à un bout, Alstom a des turbines ...

L'énergie solaire et éolienne avancent à grands pas d'abord parce qu'elles ne coûtent pas cher mais c'est très long. Dans les plaines de Mongolie, il y a des champs entiers d'éoliennes pour donner du courant aux populations locales. C'est à nous Chinois de revenir à la ressource essentielle qui est le pétrole. Non seulement pour l'électricité – les groupes électrogènes- mais pour les transports. Pour ceux qui connaissent la Chine, il existe sept périphériques à Pékin et aux heures de pointe c'est pare choc contre pare choc. Shanghai n'en parlons pas. La pollution est très importante mais notre ressource en pétrole est totalement insuffisante puisqu'on est à 50 % d'exportation et on va monter à 80% sous peu.

Que faut-il faire ? Il n'y a pas beaucoup de solutions :

- Avec Total -je les vois souvent- : nous recherchons des gisements sous le sol et en mer mais cela ne suffit pas,
- Consolider les liens avec les fournisseurs habituels : la guerre en Irak a décapité l'une des principales ressources d'approvisionnement. En revanche l'Iran reste pour nous un élément très important: il est actuellement le 3^{ème} fournisseur de la Chine. En décembre dernier, le géant chinois SINOPEC (China Petroleum Corp) -dont je

connais parfaitement le président- a signé un contrat avec le Ministère du Pétrole iranien pour développer les champs pétroliers et gaziers en Iran. Selon ce contrat signé, la Chine prend à sa charge tout l'investissement, la première phase consiste en une production de 80 000 barils/jour et la deuxième phase y ajoutera 100 000 barils/jour. La réserve représente 18,3 milliards de barils de pétrole et 12,5 milliards de cubes de gaz.

Maintenant, je vais vous parler de **nos points forts** :

Le 22 octobre 2007, le 12^{ème} congrès du Parti Communiste Chinois a entériné de nombreuses mesures et les 2 217 délégués ont voté et choisi les 300 membres du nouveau Comité Central, lequel a nommé les 25 membres du bureau politique qui a désigné ensuite 9 membres permanents. Donc politiquement la Chine est sur faille jusqu'au congrès de 2012. Le mois prochain il y a une nouvelle réunion, des têtes vont tomber et il y aura de nouvelles nominations –que je connais déjà mais que pour le moment nous ne pouvons pas communiquer officiellement.

Le président Hu Jintao et son Premier Ministre Wen Jiabao ont tous pouvoirs mais on ne sait pas si ce sera pour longtemps puisque l'ancien président Jiang Zeming a su et pu protéger son camp, notamment avec M. Zi Jingping qui s'avère redoutable et qui ne va pas laisser Hu Jintao faire tout ce qu'il souhaitait. Pourquoi je vous explique ça ? En matière de guerre économique il faut savoir que la Chine a des points forts, des points faibles. Politiquement on peut croire qu'elle est forte mais s'il y a des sursauts à l'intérieur, si le géant tremble, ça peut se fissurer aussi.

En juillet 2007 a été créée la China Investment Corporation qui a donné la fièvre au monde entier parce que les réserves de la Chine dépassaient les 1 000 milliards USD et le gouvernement chinois a décidé de mettre une toute petite partie -240 milliards de dollars- à disposition de cette nouvelle société pour investir dans le monde entier, sans distinction : en Europe, en Afrique. J'ai vérifié, cette société existe bien, elle est au 9^{ème} étage de l'immeuble de la société d'assurance chinoise Pin Hang dans l'ouest de Pékin. Le directeur, M. Lou Jiwei, m'a reçu. Je lui ai demandé où il comptait placer cet argent, il m'a expliqué que pour le moment ils étudient avec précaution les marchés financiers et attendent le moment propice pour placer les pions partout, en rachetant des entreprises et en effectuant des placements qui pourraient m'être utiles, d'ailleurs.

Avez-vous entendu parler du Pamper River Delta, l'actuel gouverneur de Canton a jugé bon de réunir les 8 provinces qui l'entourent plus Macao et Hong Kong et ils ont monté une zone d'intérêt économique. La population de cette nouvelle entité chinoise représente 465 millions d'habitants, soit l'équivalent de l'Union Européenne. Ces gens ne dépendent plus de Pékin, ils ont une autonomie et font ce qu'ils veulent. Ils sont venus avec le président du Hong Kong au Palais des Congrès à Paris il y a quelques mois, j'étais avec lui, il a confirmé tout cela à tous les journalistes : je m'étonne qu'on n'en ait pas parlé dans les journaux !.

*

* *

Jacques Van Minden

Jacques Van Minden a exercé des activités professionnelles dans divers domaines, allant de l'affrètement maritime dans la marine marchande jusqu'à directeur des achats et consultant international pour la Chine et l'Asean.

Jacques Van Minden a toujours travaillé avec l'Asie : Chine et Hong-Kong, Thaïlande, Sri Lanka (ex Ceylan), Vietnam, Cambodge... Son premier voyage en Chine remonte à 1956, ce qui en fait aujourd'hui un témoin privilégié des événements et des diverses mutations de ce pays ainsi que de toute cette région. Il a dirigé le Cabinet VAN MINDEN consultant Chine - Asie Pacifique qui était basé à Lyon.

Expert assesseur près les Douanes françaises et Enquêteur en Asie pour la DNED (Direction Nationale des Enquêtes Douanières), Président du Syndicat National des Négociants en objets d'art asiatiques. En 1987, il a été nommé Chef de mission-expert de l'ONUDI pour la Chine en agro-alimentaire, en 1989 il a été Conseiller du Commerce Extérieur de la France, et en 1990 Président de l'ADEC (Association pour le Cambodge) puis Chargé de Mission de l'Etat du Cambodge.

En 1996, il est devenu conférencier à l'Assemblée Nationale sur la Chine et membre Fondateur du Cercle franco-chinois dont il devient Président en 1997.

En 2002, il est nommé au titre d'Expert Etranger auprès du Gouvernement chinois et en 2005 Vice Président de la Zone Industrielle « Europe » à Tianjin.

Ses différentes responsabilités l'ont amené à être chargé de mission de plusieurs Ministres du Commerce Extérieur et de l'Agriculture, et de commettre différents rapports à l'attention d'André Rossi, Jacques Chirac, Raymond Barre, François Guillaume, Edith Cresson, Boutros-Boutros Ghali

Source :

www.objectif-chine.com/2007/10/15/jacques-van-minden-president-du-cercle-franco-chinois